

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA

RÉPRESSION DU SUICIDE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mardi 31 mai 1910, à 3 heures

PAR

Emmanuel ALPY

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. LEFEBVRE.
Suffragants : } MM. LE POITTEVIN, } professeurs.
 } TISSIER, }

PARIS

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1910

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA

RÉPRESSION DU SUICIDE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le mardi 31 mai 1910, à 3 heures.

PAR

Emmanuel ALPY

AVOCAT A LA COUR D'APPEL



Président : M. LEFEBVRE.

Suffragants : } MM. LE POITTEVIN, } *professeurs.*
 TISSIER, }

PARIS

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1910



Digitized by the Internet Archive
in 2026

DE LA RÉPRESSION DU SUICIDE

INTRODUCTION

Lorsque l'on examine, au point de vue philosophique, l'ensemble des dispositions pénales destinées à frapper les actes contraires à la morale, on constate qu'un grand nombre de faits, immoraux en eux-mêmes, échappent à toute répression. L'indépendance du droit, par rapport à la morale et à la religion, est un fait qui caractérise les législations modernes. C'est ainsi que nos codes passent indifférents à côté d'actes qui, constituant des vices aux yeux de la loi morale, des péchés aux yeux de la loi religieuse, restent du domaine de la conscience et ne rentrent dans celui de la loi que s'ils sont accompagnés de circonstances par elle estimées aggravantes.

Nous voyons, par exemple, les attentats aux mœurs n'être punis que sous la condition d'avoir été commis publiquement, (art. 330 C. pén.) ou à l'aide de violences, (art. 332 C. pén.) ou à l'égard d'une personne qui, à raison de son âge, ne peut émettre un consentement valable, (art. 331 C. pén.).

Si du domaine des crimes contre les personnes nous passons dans celui des infractions dirigées contre les biens, nous trouvons, dans l'appréciation de leur gravité, la même opposition entre le code pénal et la simple morale ; et la même loi qui punit le vol s'abstient de frapper des escroqueries qui sont parfois pires que le vol, « admettant que la soustraction directe d'un objet est plus répressible que l'enlèvement indirect du même objet par la captation rusante et lâche de la confiance d'une dupe ; elle permet l'attentat en grand mais punit sans miséricorde l'attentat en petit ; elle laisse des financiers, des agioteurs, des accapareurs escamoter des millions, ruiner les familles et les individus, mais elle arrête et condamne sévèrement l'affamé aux abois qui dérobe un pain » (1).

D'autre part, on voit réprimer comme crimes des faits tels que la fabrication de la fausse monnaie (punie des travaux forcés à perpétuité), qui ne semblent pas, à première vue, comporter une peine aussi grave.

Pourquoi ces degrés dans la répression et pourquoi ne pas poursuivre indistinctement tous les faits portant atteinte à la loi morale ne graduant la sévérité de la peine que d'après le degré de manquement à cette loi, c'est qu'un autre élément d'appréciation intervient, qui est l'utilité sociale de la répression. Et nous touchons ainsi à la théorie fondamentale du droit de punir appartenant à la société.

Tous les légistes sont aujourd'hui d'accord pour n'éta-

(1) Docteur Corre, *Crime et suicide*.

blir de répression que sous deux conditions : pour qu'une peine soit prononcée, il faut qu'elle apparaisse comme juste et nécessaire. Autrement dit, il faut que l'acte mérite d'être puni comme contraire aux règles de la morale individuelle, et en second lieu, qu'il en résulte un mal social justifiant l'intervention du pouvoir de répression ; la menace du châtiment étant de nature à empêcher de commettre ces actes.

La proportion de la peine elle-même résulte de la combinaison de ces deux éléments.

Or, le suicide n'est pas compris actuellement au nombre des délits et des crimes.

Est-ce parce qu'il n'est pas immoral en lui-même ?

Est-ce parce qu'il ne cause aucun préjudice à la société ?

Nous estimons qu'à ces deux points de vue, le suicide, mal individuel et social, mérite d'être puni.

« Je ne connais pas de calamité sociale plus grande,
« d'exemple plus funeste, de crime plus inquiétant que
« le suicide. Et la société ne s'en émeut pas, comme elle
« devrait s'en émouvoir ; le suicide soulève sa pitié, et
« voilà tout. Elle approuve ou désapprouve selon le motif,
« mais elle n'a pas l'air de se douter de la réalité du crime,
« de la gravité du danger, de l'imminence du péril, et
« partant, ne songe nullement à y remédier, à en recher-
« cher les causes et à se guérir enfin de ce cancer qui la
« ronge sourdement. »

Ces paroles profondes sont d'un philosophe (1), mais

(1) M. Léon Sarty, *Le suicide en France et à l'étranger*, Paris, 1889, p. 1.

les pensées qu'elles expriment ne sont pas exclusivement du domaine de la philosophie ; nous aurons l'occasion de les retrouver sous la plume de maints juristes des plus autorisés.

Si, en face de cette plaie grandissante, le législateur est resté jusqu'ici indifférent, il apparaît à de bons esprits que le suicide mérite une sanction et que l'établissement d'une répression rentrerait dans les conditions de justice et de nécessité sociale que nous venons de rappeler.

Cette conception doit-elle être admise ?

C'est ce que nous nous proposons de rechercher dans l'histoire des doctrines et des législations anciennes, qui flétrissaient le suicide ; dans les statistiques les plus récentes,—et à quel point éloquentes,—du nombre des suicides et de leurs causes ; dans la comparaison des législations étrangères édictant actuellement des peines, soit contre le suicide lui-même, soit contre la tentative et la complicité du suicide, sous réserve, bien entendu, d'établir la preuve du fait du suicide et de la responsabilité de celui qui s'est volontairement donné la mort. Mais auparavant, nous exposerons rapidement, en nous basant uniquement sur le droit naturel, les raisons qui condamnent le suicide : raisons philosophiques, raisons morales, raisons sociales.

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

LE SUICIDE DEVANT LE DROIT NATUREL.

Les Stoïciens, d'accord en cela avec les Matérialistes, pensaient que le sage, accablé par la vieillesse ou l'infortune, pouvait légitimement se délivrer des maux qu'il souffrait par la mort volontaire. Cette erreur fut reprise depuis par maints philosophes, dont beaucoup tentèrent d'établir la légitimité du suicide dans quelques cas déterminés, comme le désir d'échapper au déshonneur. Mais, ce sont là des opinions insoutenables ; car, sans qu'il soit besoin de faire intervenir les règles admises par le Christianisme et les lois positives, et en ne nous basant que sur le droit naturel éclairé par les croyances spiritualistes, le suicide apparaît comme contraire aux devoirs de l'homme envers Dieu, envers lui-même et envers la société.

1° *Le suicide est une rébellion envers Dieu.* — Parmi les biens que Dieu a confiés à notre gestion jusqu'au jour où nous aurons à lui en rendre compte, il en est un plus précieux, échu également en partage à chacun de nous et sur lequel nous avons mission de veiller avec soin : ce bien, c'est la vie. Dieu, créateur de l'homme, possède un droit absolu, illimité et exclusif sur la vie humaine, parce

que celle-ci est ordonnée par lui d'une façon formelle pour la fin qu'il lui a assignée.

Tous les actes de notre vie ne doivent avoir qu'un but, soutenir avec courage la lutte contre les épreuves d'ici-bas, pour mériter l'heureuse destinée qui nous est réservée, dans le mystérieux au-delà.

Le suicide est donc une violation manifeste de la volonté divine.

Jules Simon, combattant la doctrine des Stoïciens sur le suicide, nous montre qu'elle ne peut se soutenir que si l'on admet que l'homme soit sa propre fin. « S'il y a un Dieu, nous ne pouvons aller à lui que quand il nous appelle. Quand bien même il nous serait démontré que nous ne pouvons plus rien pour personne (ce qui est impossible), nous ne serions pas maîtres de notre vie ; car il ne nous est pas permis d'attenter à l'ordre universel en nous (1). » De plus, comment pouvons-nous savoir si ce que Dieu attendait de nous est rempli et comment osons-nous ainsi nous substituer à lui ?

A quelque croyance religieuse que nous appartenions, nous dépendons de Dieu. C'est lui qui nous a donné la vie ; c'est à lui que nous aurons à en rendre compte un jour ; il nous en constitue le gardien, jusqu'au moment où cessera la faction au poste où il nous a placé et c'est lui qui en fixera le terme.

Le paganisme, obéissant aux inspirations de la loi natu-

(1) Jules Simon, *Le devoir*.

relle, avait aussi flétri le suicide comme un acte de suprême lâcheté et avait marqué dans le Tartare un lieu particulier de supplices, pour les insensés et les malheureux qui s'étaient donné eux-mêmes la mort.

Pythagore défendait de quitter la vie sans le commandement de Dieu (1) ; ses disciples pensaient comme lui, que nos âmes sont unies à nos corps pour y souffrir, par l'ordre du Créateur, et que ceux qui portent atteinte à cet état devaient en être punis. Ils considéraient de même la vie comme une prison, dont on ne peut sortir que sur la permission du grand juge,

Platon, dans le *Phédon*, s'inspire de cette doctrine et, comparant l'homme à un soldat, fait dire à Socrate que la vie est un poste que l'homme ne peut abandonner sans commettre une lâcheté et sans violer les lois de la divine Providence.

Enfin, Cicéron écrivait : « C'est un crime de sortir de la « vie, avant d'en avoir reçu l'ordre de celui qui nous y a « placé. On semble par là désertir le devoir que Dieu a « assigné à l'homme » (2) ; et Virgile plaçait les suicidés dans les enfers (3), marquant ainsi la réprobation dans laquelle les dieux les tenaient.

2° *Le suicide est une cruauté envers nous-mêmes.* — Le droit naturel considère aussi que notre premier devoir est de veiller à notre conservation personnelle, en écartant

(1) Cicéron, *De senectute*, § 20.

(2) Cicéron, *Les Tusculanes*, Songe de Scipion, VIII.

(3) Eneide, Liv. VI, v. 434 et suiv.

les périls qui pourraient la menacer. Rien ne saurait donc légitimer le suicide : ni le fait du citoyen de ne pas vouloir survivre à l'esclavage de sa patrie, ni le désespoir d'un malheureux sous les coups du sort, ni même le suicide de l'innocent en face de l'échafaud, ainsi qu'on l'a parfois soutenu (1) ; car, rien ne peut nous autoriser à commettre un acte aussi contraire à notre nature, pas même l'injustice de nos semblables.

C'est là une loi de l'instinct, commune à tous les êtres animés, et que les médecins constatent chez leurs malades, de préférer à la mort les pires souffrances.

C'est sur cet instinct naturel, qui nous porte à nous conserver, qu'est fondé le droit que nous avons de défendre notre vie contre un injuste agresseur, et même de la lui ôter, si nous n'avons d'autres moyens de sauver la nôtre ; car, comment les partisans du suicide pourraient-ils concilier le droit de légitime défense avec le prétendu droit qui appartiendrait à chacun de quitter la vie, à sa volonté. Enfin, l'on peut ajouter que la cruauté dont l'homme fait preuve envers lui-même dans le cas de suicide est d'autant plus grande que, pour échapper à un mal présent, il risque de tomber dans le pire des malheurs. Nous avons vu que les païens plaçaient le supplice de ce crime, dans les enfers et il est certain que, dans toutes les religions, comme chez tous les philosophes Théistes, la

(1) Mme de Staël, dans son ouvrage : *Réflexions sur le suicide*, nous montre Jane Grey préférant la honte de l'échafaud à celle du suicide par le poison, qu'on lui proposait.

croyance à l'immortalité de l'âme étant admise et jointe à un état futur de punition ou de récompense, « l'homme qui se tue semble arriver avec d'hostiles armes sur l'autre rive du tombeau et défier, à lui seul, les images de terreur qui sortent des ténèbres » (1).

Et, quand bien même le suicidé serait matérialiste n'est-ce pas une lâcheté que de se réfugier ainsi dans ce qu'il croit être le néant ; c'est en tous cas, une folie, car il ignore les conséquences de son acte et elles peuvent être infiniment plus cruelles pour lui que ne le sont les épreuves, dont il a cherché ainsi à se délivrer.

3° *Le suicide est un crime contre la société.* — Le suicide n'est pas seulement contraire à la nature, à la raison, aux droits suprêmes de Dieu sur nous, il l'est également aux intérêts de la société humaine.

Dieu ne nous a pas donné la vie pour nous seuls, mais pour la société dont nous faisons partie ; cela résulte de notre faiblesse et de nos besoins mutuels, qui nous rendent dépendants les uns des autres.

La même loi naturelle, qui commande à la société de veiller à la conservation de tous ses membres, ordonne à chacun de ses membres de contribuer, autant et aussi longtemps qu'il le peut, au bien général. C'est dans cette obligation réciproque que consiste le prétendu *pacte social*, imaginé par nos philosophes ; mais, ce ne sont point les

(1) Henri Blanchard, *De la mort volontaire*, Paris, 1855, p. 31.

hommes qui l'ont formé librement entre eux ; c'est Dieu, auteur de la nature, qui l'a stipulé, pour eux, à leur naissance. Nous ne sommes donc pas ici-bas des êtres isolés ; nous appartenons, tous ensemble, à une famille et à la société ; l'une comme l'autre réclament nos services, en échange de ceux qu'elles nous ont rendus, et c'est notre premier devoir de ne pas nous soustraire à ces obligations. Le suicide, qui brise ces espérances, est nuisible à la société, il l'ébranle et la détruit en détail.

Edmond About (1) dit que « la seule raison que l'homme ait de ne pas se détruire est la dette de reconnaissance qu'il doit avoir envers la société, dette dont il ne s'acquitte qu'à partir de sa vingt-septième année ; jusque-là, il ne s'appartient pas et doit compte à la société des avances qu'elle lui a faites ». C'est là une idée juste ; mais l'erreur est de fixer une semblable limite, car, pour nous, la dette contractée envers la société ne peut être acquittée que par l'emploi de toute la vie.

C'est en vain que, pour se soustraire à ces obligations, l'homme qui se tue dira : « Je ne fais du mal qu'à moi-même ». Cela n'est pas exact, la société tout entière est lésée par le suicide.

« La personne humaine est considérée comme une chose sacrée dont ni l'individu, ni le groupe n'ont la libre disposition ; tout attentat contre elle doit être pros- crit, nous dit Dürkheim. Peu importe que le coupable

(1) Edmond About, *Le progrès*, p. 70.

« et la victime ne fassent qu'un seul et même sujet ; le mal social qui résulte de l'acte ne disparaît pas, par cela seul que celui qui en est l'auteur se trouve lui-même à en souffrir » (1).

C'est vainement aussi que l'on s'efforcerait d'invoquer, à ce point de vue, les maximes des Stoïciens, pour déclarer que la personne est libre et peut disposer d'elle-même, si aucun devoir ne la retient dans l'existence ; car on ne peut jamais affirmer qu'un malheureux en soit arrivé à ce point. Toujours, il lui reste le devoir de vivre pour être utile à ses semblables ; et, quand il n'y servirait qu'à donner un exemple de patience, ce serait beaucoup et rien ne peut l'en dispenser : « Un homme de bien aux prises avec l'infortune est un spectacle touchant dont il ne faut pas priver la société. Pourquoi attenter à ses droits et lui donner un exemple funeste, qui la dépeuplerait s'il était contagieux ? Celui-là donc est injuste envers elle qui la quitte avant le temps marqué par la nature » (2).

Dans le grand nombre de ceux qui attendent à leurs jours, combien dont la mort a entraîné des conséquences désastreuses pour leurs parents et leurs amis ? Combien de familles pauvres, plongées dans la désolation et la misère par la mort volontaire de leur chef, sont tombées à la charge de la société, alors qu'avec moins d'égoïsme et plus de persévérance, celui-ci eût pu se relever, lui et les siens ?

(1) Durkheim, *Du suicide*, p. 383.

(2) *Philosophie de Flottes*, t. II, p. 140.

En face de toutes ces conséquences du suicide, qui donc oserait encore dire que disposer de sa vie, se tuer est un acte de noblesse et de générosité, de sensibilité et de philosophie ?

Sous un autre rapport, le suicide constitue un danger permanent pour la société ; car celui qui est résolu à se tuer n'hésitera pas, pour un motif futile, à attenter à la vie de ses semblables ; et rien dans son funeste projet ne sera de nature à le faire réfléchir, pas même la crainte de la mort : « Un des grands principes qui doit armer la « société contre le suicide c'est que, dès que la vie n'est « rien pour un homme, il est le maître de celle des autres. « Ainsi il n'y a qu'un pas de l'envie de mourir à celle de « tuer. Sous quelques prétextes que l'on considère le suicide, on peut le définir comme un larcin fait à la société « et un attentat contre la nature » (1).

(1) Delisles de Sales, *Philosophie de la nature*.

PREMIÈRE PARTIE

HISTORIQUE DU SUICIDE ET DE SA RÉPRESSION

CHAPITRE PREMIER

LE SUICIDE DANS L'ANTIQUITÉ

Si l'on interroge l'histoire sur cette importante question du suicide et si l'on jette un coup d'œil rapide sur l'antiquité, on ne peut nier que, sous l'influence des philosophes de ce temps, divers peuples n'aient approuvé et même parfois recommandé le suicide.

Parmi ces peuples, il convient de citer tout d'abord les habitants de l'Inde. Si nous remontons au ^{xiii}^e siècle avant notre ère, nous trouvons dans leurs institutions mêmes la justification du suicide. Les doctrines du Bouddhisme considéraient la vie comme une préparation à une existence future de bonheur et la loi de Manou encourageait ses fidèles, en cas de mort trop lente, à hâter leur délivrance. « De même qu'un arbre quitte le bord d'une rivière lorsqu'il est emporté par le courant, de même qu'un oiseau quitte

« un arbre suivant son caprice, de même celui qui abandonne le corps par nécessité ou par sa propre volonté est « délivré d'un monstre horrible » (1).

Une grande félicité était promise en échange de cet acte de piété et de courage. « Le brahmane, ajoute le législateur, qui s'est dégagé de son corps par l'une des pratiques qu'ont mises en usage les saints et les patriarches, est admis avec honneur dans le séjour de Brahma » (2).

Le suicide était donc comme le but de cette religion panthéiste. Quoi d'étonnant à ce que l'homme considéré comme l'émanation de la divinité, partie intégrante de la substance universelle à laquelle il retourne après sa mort, cherche à s'affranchir le plus tôt possible des maux qui l'assaillent. Aussi, voyons-nous de fréquents exemples de suicide dans l'Inde, surtout chez les vieillards, qui considéraient la vieillesse et la maladie comme des choses honteuses et aspiraient ardemment à un néant libérateur. La pratique du suicide passa de l'Inde chez la plupart des peuples anciens.

Les Chinois ont considéré la mort volontaire comme une action religieuse et louable. C'est un fait célèbre que celui de ces cinq cents philosophes de l'école de Confucius, qui, ne voulant pas survivre à la perte de leurs livres brûlés par ordre de l'Empereur Chi-Koang-Ti, se précipitèrent dans la mer. Le suicide a toujours été répandu en Chine et, si le suicide religieux a été son origine, il eut

(1) Lois de Manou, Liv. VII, St. 76-78.

(2) Lois de Manou, Liv. VI, St. 32.

lieu bientôt pour beaucoup d'autres causes, comme le suicide par vengeance, qui consistait à se tuer dans la maison de celui dont on voulait se venger, ou celui des condamnés d'une certaine classe qui étaient autorisés à se donner eux-mêmes la mort, pour éviter la honte de l'exécution publique.

On connaît également l'indifférence des Japonais en face de la mort volontaire ; ceux-ci s'ouvraient le ventre ou se brûlaient bien souvent sans raison. Mais les véritables hécatombes se produisaient en l'honneur de leur divinité Amida, dont les adorateurs avaient coutume de se précipiter dans la mer par centaines ou de se faire enterrer vivants, et des femmes ou des jeunes filles à l'instar de leurs maris ou de leurs pères se soumettaient à ces pratiques (1).

Bayle nous dit que, de son temps, il existait au Japon une loi favorable au suicide et que lorsqu'un homme d'honneur était outragé par un autre, il s'ouvrait le ventre en sa présence et l'invitait à faire de même ; si l'agresseur ne l'imitait pas, il était déshonoré.

Nous trouvons les mêmes exemples de fanatisme en Afrique, où sous l'influence des doctrines de métempsy-cose, que les prêtres et les philosophes répandaient dans le peuple, on ne faisait aucun cas de la mort. En Egypte, au temps de Marc-Antoine et de Cléopâtre, Brierre de

(1) Voir le récit de ces sacrifices volontaires dans le très intéressant ouvrage de M. Fernand Nicolay, *Histoire des croyances*, t. III, p. 255-256.

Boismont (1) rapporte qu'il existait des Académies de *Comourants*, dont faisait partie un grand nombre de personnes déterminées à quitter la vie après en avoir épuisé toutes les jouissances.

En Europe, nous trouvons aussi des exemples de suicides nombreux : les anciens Celtes, dont nous descendons, célébraient, dit Valère-Maxime, les jours de naissance par des pleurs et les funérailles par des chants (2).

Les Druides enseignaient que la mort par maladie était une mort honteuse, car les âmes après la mort passaient dans un autre corps destiné à un monde meilleur.

Le suicide fut plus rare chez les Perses ; ceux-ci pratiquaient la doctrine de Zoroastre, qui distinguait deux souverains principes, l'un du Bien et l'autre du Mal, et qui professait que c'était au premier qu'il fallait rendre des adorations. Croyant à la destinée future de l'homme, il enseignait que le suicide en était la violation. Nous constatons encore ici l'heureuse influence des idées religieuses sur la pratique du suicide.

Si nous passons en Asie et dans des temps plus récents, cette même influence se retrouve et, avec le Coran, le nombre des suicides va beaucoup diminuer.

Après avoir enseigné la patience dans l'adversité et la soumission aux ordres d'en haut, Mahomet disait : « L'homme ne meurt que par la volonté de Dieu, le terme « de ses jours est écrit » (3) ; enfin, il menaçait d'un châ-

(1) *Du suicide et de la folie suicide.*

(2) Valère-Maxime, Liv. II, chap. XII.

(3) Coran. Surah III, V. 139.

timent celui qui quittait volontairement la vie : « Ne « vous tuez pas vous-même ; car Dieu est miséricordieux « et quiconque se tue par malice ou par méchanceté sera « rôti au feu d'enfer » (1). De nombreux passages du Coran établissent encore cette doctrine (2).

Mais nous n'avons pas épuisé toutes les doctrines sur la mort volontaire ; il nous reste à porter nos investigations sur les deux peuples de l'antiquité grecque et latine, qui ont eu sur le suicide une grande influence, tant par leurs essais de législation que par les doctrines hardies de leurs philosophes.

Tout d'abord, en Grèce il semble que le suicide ait été en honneur et pratiqué surtout dans les hautes classes qui s'adonnaient à l'étude de la philosophie.

Pour les Stoïciens, avons-nous vu, c'était une prérogative de la personnalité du sage de pouvoir sortir tranquillement de la vie quand il le voulait, si la pratique de toutes les vertus ne lui apportait pas le bonheur ; la doctrine d'Epicure tendait également au suicide ; mais, moins morale, elle ne le considérait pas comme un moyen, mais un but pour celui qui aurait épuisé sur terre toutes les jouissances. Ce n'étaient encore que des écoles, qu'il ne faudra pas considérer comme l'image des idées de toute une nation.

Nous voyons au contraire, dans la législation, que chez

(1) Coran. Surah IV, V. 124.

(2) Coran. Surah XXIII, V. 33 et 61 ; Surah XLIX, V. 1 et 25. Surah LVIII, V. 22 et 23.

les Athéniens, une loi punissait le coupable de suicide même après sa mort et ordonnait que sa main, instrument du crime, serait brûlée ou enterrée séparément du corps (1) et du Boys nous dit que « cette justice exercée sur le bras, parce qu'on ne pouvait punir la tête, était une protestation sociale contre les fausses doctrines de plusieurs sectes philosophiques qui accordaient à l'homme le droit de s'ôter la vie » (2).

A Thèbes, les corps des suicidés étaient ensevelis sans aucune cérémonie, et Platon demandait que « ceux qui se sont défaits eux-mêmes soient enterrés dans des lieux écartés et solitaires, avec défense d'ériger aucune colonne sur leur tombe et de graver un nom sur le marbre » (3).

Aristote enfin soutient que mourir pour échapper à la pauvreté, à l'amour ou au chagrin n'est pas l'action d'un esprit mâle mais plutôt d'une âme vile et lâche, et que ceux qui portent sur eux une main homicide doivent être notés d'infamie (4).

Certains traits de l'histoire grecque semblent d'ailleurs prouver que cette répression existait réellement et était comprise très largement, s'étendant à des faits que nous hésiterions à appeler aujourd'hui suicides. Ainsi, Hérodote rapporte qu'Aristodème, ayant fait des prodiges de valeur à la bataille de Platée et ayant été tué, fut privé des hon-

(1) Eschine contre Ctesiphon, *Si quis semet interfecerit, ejus manum qui id fecit, seorsum a corpore sepelimus*.

(2) Alb. du Boys, *Droit criminel des peuples anciens*.

(3) Platon, *De legibus*, lib. IX.

(4) Aristote, *Œuvres morales*, liv. III, ch. VII et liv. V, ch. XI.

neurs de la sépulture, parce que « étant sorti des rangs et « s'étant jeté en furieux au milieu de l'ennemi, *il paraissait manifestement avoir cherché la mort* » (1).

Cet exemple est d'autant plus frappant que nous connaissons à quel degré les actes de courage étaient estimés et honorés des anciens.

Nous en arrivons ainsi à nous demander quelle était l'opinion des Romains sur le suicide. Il semble que, dès l'origine, ils aient songé à le réprimer; c'est ainsi que « Sous les premiers Rois, nous dit M. Nicolay, les suicidés étaient ou livrés aux bêtes ou exposés sur un gibet ignominieux » (2).

Une première loi de Tarquin l'Ancien privait aussi de sépulture le cadavre des citoyens qui se tuaient volontairement, et sans doute ces prescriptions se retrouvaient-elles dans la loi des XII Tables. Malheureusement, les quelques fragments que nous en possédons ne permettent pas de l'affirmer (3).

D'ailleurs, les suicides ne se multiplièrent vraiment qu'à l'époque de la République, et sous l'influence de la philosophie grecque commentée par les écrivains romains de la décadence. « *Mori licet cui vivere non placet* », telle était alors la formule universelle (4). Les suicides de Scipion, de Caton, de Brutus sont dans toutes les mémoires, sans

(1) Hérodote, *Hist.*, liv. IX.

(2) *Op. cit.*, t. II, p. 263.

(3) Telle est notamment l'opinion du Dr Lisle, *Du suicide*.

(4) Montesquieu, *Esprit des lois*, t. III, p. 9.

compter les nombreux exemples que nous trouvons rapportés dans les auteurs, comme celui de ces désespérés se précipitant du pont Fabricius dans le Tibre (1).

C'est vers cette époque que les législateurs établirent dans la répression du suicide une distinction ; mais ils n'agissaient que dans un but utilitaire. Il leur était apparu qu'un trop grand nombre de suicides pourrait nuire au crédit de l'empire. Aussi, distinguèrent-ils les suicides légitimes et illégitimes ; les seconds seuls étaient punis. Pour les premiers, les motifs d'excuses se rattachaient à l'idée d'irresponsabilité du suicidé et étaient compris sous la dénomination très large de suicide par *tædium vitæ* (2). Puis, peu à peu, de nouvelles excuses furent admises, comme la honte d'avoir des dettes auxquelles on ne pouvait satisfaire ou le désir de se soustraire à quelque maladie cruelle.

Parmi les suicides illégitimes, il faut citer ceux qui avaient pour but de faire échapper leur auteur à l'infamie d'une condamnation. Nous trouvons en effet au Digeste une loi intitulée (3) : *De bonis eorum qui ante sententiam sibi consciverunt*, qui décide que ceux qui sont accusés d'un crime ou surpris en flagrant délit et qui se tuent par crainte du châtiment auront leurs biens confisqués ; les donations faites par eux ne seront pas valables ; enfin, défense est faite à leurs parents de les pleurer et d'en porter le deuil, *non solent lugeri*.

(1) Horace, *Satires*, liv. II, satire III.

(2) Digeste, Liv. 48, tit. 21. Loi 3 Marcianus.

(3) Digeste, Liv. 3, tit. 2. Loi II, § 3.

Parfois même le cadavre du suicidé était condamné à la peine capitale ; c'est du moins ce qui fut fait pour Cnéius Calpurnius Piso qui, poursuivi comme coupable de l'empoisonnement de Germanicus, se tua au cours de son procès (1). Falret (2) ajoute que, si celui qui avait ainsi tenté de se donner la mort en avait été empêché, la tentative était cependant punie du dernier supplice ; car le coupable est alors considéré comme s'étant jugé lui-même.

Les suicides sans cause devaient être punis comme suicides illégitimes ; mais la très longue énumération des suicides reconnus légitimes empêchait d'en faire rentrer beaucoup dans cette catégorie.

Il faut signaler aussi à Rome l'existence d'une disposition spéciale en ce qui concerne le suicide des militaires, réprimé par l'empereur Adrien. Celui-ci considérait que leur vie ne leur appartenait plus depuis qu'ils l'avaient engagée par leur serment envers l'Etat. Si la tentative échouait, ils pouvaient être punis de la peine capitale ; mais le plus souvent, on se contentait de les chasser honteusement de l'armée (3). En ce qui concerne leur testament, la loi distinguait : si le suicide était survenu après un délit commis par eux, l'annulation en était prononcée et le fisc héritait ; si, au contraire, ils s'étaient donnés la mort pour une des causes reconnues légitimes par la loi romaine, la loi reconnaissait la validité de leurs dispositions testamentaires.

(1) M. F. Nicolay, *op. cit.*, t. II, p. 263.

(2) *Du suicide et de l'hypocondrie*.

(3) Digeste, Liv. 49, titre 16.

En dehors de ces quelques exceptions qui atteignaient les militaires et les individus en état d'accusation ou condamnés, la législation romaine ne réprimait pas le suicide. Mais l'influence de la religion nouvelle, si elle ne s'était pas exprimée encore dans les institutions, agissait déjà sur les esprits. Aussi, tous ceux qui n'allaient pas jusqu'à réprouver le meurtre de soi-même comme un crime, ne l'excusaient pas pour cela et surtout ne le considéraient plus comme un exemple de courage ou de grandeur d'âme. Beaucoup, au contraire, y voyaient, à défaut d'un trouble de l'esprit, un excès de vanité, une exagération de désespoir, en tous cas une preuve de faiblesse et de lâcheté. C'est que la rigueur des primitifs enseignements de Zénon s'était empreinte, au temps des Empereurs, de la doctrine du Christ apportée à Rome par Saint Paul ; et Sénèque, qui avait été un apologiste du suicide stoïcien, disait alors que : « pour savoir se donner la mort, il n'est pas besoin
« d'être un Caton, que son valet et sa servante en ont fait
« autant et que les plus vils des mortels ont trouvé cet
« abri aux maux qui les accablaient (1). »

Mais nulle force ne s'était encore sentie assez puissante pour réagir contre toutes les doctrines qui préconisaient la mort volontaire. Nous avons vu que c'est par la philosophie que le suicide s'était répandu dans le monde, c'était par la religion qu'il convenait de le combattre et d'en triompher ; et, c'est le Christianisme qui allait avoir ce privilège, imposant même sa législation à Rome par l'intermédiaire des Empereurs chrétiens.

(1) Sénèque, *Epist.* 23-70.

CHAPITRE II

LE SUICIDE ET LE DROIT CANONIQUE.

Comme l'a écrit un philosophe, après avoir étudié ce qu'il nomme si justement la folie du suicide dans l'antiquité païenne, « il était temps qu'une doctrine plus austère à la fois et plus humaine vînt retenir la main violente de l'humanité tournée contre elle-même ; il était temps que le Christianisme vînt arrêter cette insouciance de la mort et rendre à la vie sa haute signification, l'épreuve » (1).

Toute la différence qui sépare le droit païen du droit juif, tient dans l'influence du matérialisme par rapport au spiritualisme. Le droit païen était parti de l'idée que les hommes, originairement issus des entrailles de la terre et du néant, pouvaient y retourner à leur gré ; le droit chrétien les considérait, au contraire, comme des êtres créés et façonnés par la main de Dieu à sa ressemblance et destinés à une vie future, dans laquelle ils devaient être punis ou récompensés selon leurs œuvres.

Parmi les peuples anciens, seul le peuple juif avait gardé intactes ces croyances en un Dieu unique maître de

(1) Caro, *Etudes morales*,

nos destinées ; aussi la mort volontaire était-elle, à cette époque, presque inconnue chez les Hébreux.

L'interdiction du suicide y avait toujours existé. Nous la trouvons formulée par Moïse dans le Décalogue comme un précepte formel : « *non occides* » (1) vous ne tuerez point. Et l'Ancien Testament avait ajouté : « celui qui « répandra le sang humain, son sang sera répandu, car « l'homme est fait à l'image de Dieu » (2). Se tuer, c'est tuer un homme, et le suicide comme l'homicide était, dès lors, considéré comme un sacrilège. Nous n'en pouvons douter en voyant Moïse, défendre le suicide comme un crime, et ordonner que le coupable soit sévèrement puni. C'est cette assimilation du meurtrier de soi-même au meurtrier d'autrui qui sera toujours la base de la répression du droit canonique.

Pour la peine à édicter, elle ne pouvait s'exercer que sur le cadavre, et le seul moyen qui restât était de le priver des honneurs funèbres.

Telle fut la répression primitive de l'Eglise, ainsi qu'il résulte d'un passage de l'historien Flavius Josèphe, où il dit : « Notre très sage législateur, sachant l'horreur que « Dieu éprouve pour un tel crime, ordonne que les corps « de ceux qui se donnent volontairement la mort « demeurent sans sépulture jusqu'après le coucher du « soleil » (3).

(1) Exode, XX, 13.

(2) Genèse, IX, 6.

(3) *Histoire de la guerre des Juifs contre les Romains*, liv. III, chap. 25.

C'était d'ailleurs le but de toutes les lois de Moïse d'inspirer à l'homme la patience et le courage en face de l'adversité. Le livre de Job nous fournit d'admirables exemples de résignation. Accablé de tous les maux, il les supporte sans se plaindre et repousse comme un acte impie l'idée du suicide qui lui était suggérée par ses proches (1).

Le Nouveau Testament n'est pas moins explicite que l'Ancien et, à chaque page de l'Évangile, nous trouvons sous la forme d'une maxime ou d'une parabole un encouragement à supporter la vie.

La prohibition du suicide se retrouve encore dans des textes canoniques et les écrits des Pères de l'Eglise des cinq premiers siècles. Mais, parmi eux, aucun ne s'éleva contre le crime de la mort volontaire avec plus d'éloquence que Saint Augustin qui, dans son bel ouvrage de la *Cité de Dieu*, réfute tous les sophismes développés jusque-là en faveur du suicide, et établit la généralité du principe : Tu ne tueras point, « ni un autre, ni toi-même ». Puis, il ajoute : l'injonction est absolue, elle n'excepte personne, car celui qui se tue n'est-il pas le meurtrier d'un homme, « *nec allerum ergo, nec te, neque enim qui se occidit, aliud quam hominem occidit* » (2).

Les mêmes principes inspirèrent les décisions des Conciles, qui, traitant de disciples de Judas ceux qui « se

(1) *Livre de Job*, chap. II, vers. 9 et 10.

(2) Saint Augustin, *De Civitate Dei*, lib. I, cap. 20.

défaisaient de la vie », leur refusaient la sépulture ecclésiastique.

Le Concile d'Arles, en 452, considérait le suicide comme un crime inspiré d'une fureur diabolique ; le Concile de Bragues, en 562, interdit d'honorer la mémoire des suicidés dans le Saint sacrifice de la messe et d'accompagner leur corps au tombeau par le chant des psaumes. En 578, le Concile d'Auxerre rapporte les mêmes décisions, et rappelle l'assimilation qu'il convenait de faire du suicide et du crime dans la privation des prières de l'Eglise. Le Concile de Troyes édicte les mêmes prescriptions, au ix^e siècle (1).

Vers la même époque, Charlemagne dans deux capitulaires qu'il promulgua sur le suicide tenta d'instituer une répression civile. « Il sentait, dit M. du Boys, qu'il fallait
« chercher dans la libre conscience des hommes la plus
« intime sanction de ses lois. De là ses efforts pour réveil-
« ler l'idée du devoir, l'amour de la vertu par de nobles
« préceptes..... Il tâchait de faire entrer la morale dans
« les cœurs par les voies les plus diverses et cherchait
« dans ses lois elles-mêmes des moyens de prédication et
« d'enseignement » (2).

(1) Concil. Arelatense, Concil. Bracarens, Concil. Autissiod, Concil. Tricassin, *ap. Labb. Concil*, T. V, VI et XI, M. Félix Bourquelot a rapporté en entier et avec le texte latin, les décisions de ces Conciles, dans son très intéressant mémoire *sur la Mort volontaire au Moyen âge*, publié dans la *Revue de la bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, année 1844.

(2) Alb. du Boys, *Droit criminel des peuples modernes depuis l'Empire romain jusqu'au xix^e siècle*.

Dans le premier de ces capitulaires, s'il défend qu'une cérémonie religieuse soit célébrée en faveur des suicidés, il permet cependant les aumônes et les prières « parce « que les jugements de Dieu sont impénétrables et que « personne ne peut sonder la profondeur de ses desseins ». Dans le second, il s'occupe de la sépulture des suicidés et, l'assimilant à celle des criminels, il veut qu'elle soit sans honneurs « et que le chant des psaumes n'accompagne « pas leur corps au lieu de leur sépulture » (1).

La compétence de ces cas était réservée aux tribunaux ecclésiastiques, qui connaissaient déjà d'un grand nombre de délits criminels ; Charlemagne les avait institués juges « de tous les actes qui sont contraires à la loi de Dieu et « que les chrétiens doivent éviter d'après les Saintes Ecritures » (2).

Le suicide y était naturellement compris et restait encore ainsi en définitive du domaine spirituel.

Nous en trouvons encore la preuve dans une consultation du Pape Nicolas I^{er} qui décidait : « Il faut ensevelir « celui qui s'est tué lui-même pour qu'il ne blesse pas « l'odorat des vivants ; mais il faut, en le portant au tombeau, s'abstenir du service accoutumé, afin d'inspirer « aux autres une terreur salutaire... Le Saint Sacrifice ne « doit point être offert en l'honneur de celui qui, non seulement est mort en état de péché mortel, mais s'est donné « à lui-même cette mort, dernier effet de sa méchanceté...

(1) Capitul. Carol., *ap. Baluz.*, t. I, p. 1123 et 1295.

(2) Capitul. Carol., année 813, *ap. Baluz.*, t. I, p. 507.

« Et, qui s'est rendu plus coupable de péché mortel que
« l'insensé qui, à l'imitation de Judas, suit les inspirations
« du démon et se tue lui-même ? » (1).

Nous trouvons les mêmes prescriptions dans des Canons publiés sous le règne d'Edgard, prince anglo-saxon qui régnait au x^e siècle : « Si quelqu'un se tue par une insti-
« gation diabolique, il n'est pas permis de chanter des
« messes pour un pareil homme et son corps ne doit pas
« être enseveli en terre sainte » (2).

Les Conciles continuaient aussi à flétrir le suicide et, l'assimilant à un crime, à le priver de la sépulture religieuse, entre autres le Concile de Nîmes de l'an 1184 (3).

C'est au treizième siècle que l'autorité civile allait porter son attention sur le suicide et édicter contre lui des pénalités particulières ; mais le droit canonique ne devait pas s'en désintéresser et Saint Thomas d'Aquin, continuateur de Saint Augustin, le condamne encore plus sévèrement. Il est, à la fois, un manquement à la loi divine et à la loi humaine qui doivent toutes deux le punir. L'homme peut être considéré à deux points de vue : comme membre d'une communauté, d'un Etat, et comme une créature de la divinité faite à son image. Celui qui se donne la mort commet donc un double crime envers Dieu

(1) Nicolas I^{er}, *Responsa ad Consult. Bulgarrum*, art. 98, *ap. Labb.*, t. IX, p. 1565, cité par Bourquelot, *op. cit.*, t. III, p. 555.

(2) *Canones Editi sub Edgardo rege*, Can. XV, *ap. Canciani leg. Barbar.*, t. IV, p. 280.

(3) *Labb. Concil.* t. XI, p. 1218.

d'abord, et envers la communauté dont il fait partie (1).

La répression du suicide en droit canonique s'est ainsi poursuivie à travers les siècles avec des alternatives de plus ou moins grande sévérité ; mais il est intéressant d'établir quelle est aujourd'hui la situation du suicidé en face de l'Eglise, sur quels textes elle s'appuie pour le punir, et quels sont les tempéraments qu'elle a peu à peu apportés à ses premières prescriptions.

En principe, la sépulture ecclésiastique n'est accordée qu'aux fidèles seuls qui meurent dans la communion de l'Eglise. Aussi les Canons et les Constitutions pontificales privent de la sépulture religieuse, entre autres personnes, ceux qui se sont donné la mort volontairement « *ad sepulturam eorum cadavera non deducantur* » (2), car ceux qui se sont tués, nous disent les Canons, sont morts en état de péché (3). Cependant l'Eglise, depuis le treizième siècle seulement, excuse les cas où les suicidés ont agi dans un état de folie ou d'aliénation mentale (4) ; et excuse aussi le suicidé qui a manifesté son repentir avant la mort.

Le Rituel romain résume toute la doctrine de l'Eglise sur le suicide, lorsqu'il nous dit : « *Se ipsis occidentibus ob desperationem vel iracundiam, non tamen si ex insania id occidat, nisi ante mortem dederint signa penitentiae* » (5).

(1) Saint Thomas d'Aquin. *Somme théologique*. Quaestio 44, art. V, et quaestio 49, art. III.

(2) Canone *Placuit*, 12, causa 23, quaestio 5 ; Glossa, *ibid*. Cf. *Ad sepulturam*.

(3) Canone *Si non licet*. 9, causa 23, quaestio 5.

(4) Canone *Si quis insaniens*, 12, causa 15, quaestio I.

(5) *Rit. rom.*, tit. VI, chap. 2, n° 3.

Le Saint Office a donné un commentaire autorisé de ce passage dans un décret (1) où il nous dit, qu'en cas de folie constatée, les solennités des funérailles sont permises par l'Eglise. La première condition exigée est d'abord qu'il y ait suicide. Une personne s'exposant à un danger certain de mort, sans l'intention de s'ôter la vie, ne commet pas un suicide. La preuve du suicide doit toujours être formelle, l'Eglise n'admettant pas la simple présomption.

Le suicide doit de plus être volontaire, c'est-à-dire commis de propos délibéré. C'est ce que disent les textes : *sponte voluntarie et deliberate* (2).

Il y a lieu de remarquer combien l'Eglise, en ce qui touche cette question, s'est toujours tenue dans de justes limites, condamnant impitoyablement le suicide mais se gardant d'une trop grande sévérité ; aussi, dans le but que nous poursuivons de sa répression, nous aurions voulu pouvoir ne nous adresser qu'à la foi religieuse ; mais outre que nous avons trop de raisons de craindre de n'être pas entendus, en face d'un acte aussi criminel, à quelles sévérités ne devrait-on pas pouvoir élever la peine ? Cela nous ramène à étudier la répression telle que la comprenait au Moyen-âge la justice temporelle dans les coutumes, puis plus tard, dans les ordonnances royales, enfin dans les arrêts des Parlements, jusqu'à la Révolution de 1789.

(1) *Ami du Clergé*, 1900, p. 449.

(2) Canone *Placuit*, *loc. cit.*, et Canone *Ex pacto*, lib. III, tit. 28.

CHAPITRE III

LE SUICIDE ET SA LÉGISLATION DANS LES COUTUMES ET AU MOYEN-ÂGE.

On ne peut nier que les préceptes de l'Eglise et les pénalités qu'elle avait instituées contre le suicide n'aient eu au Moyen-âge d'heureux résultats. La vie était alors dure à supporter ; les guerres et les famines désolaient les campagnes et la condition des serfs et des vilains était très rigoureuse. Malgré tout, les historiens s'accordent à reconnaître qu'on n'eut que de rares exemples de suicides, du v^e au xii^e siècle. Il n'en fut pas de même au xiii^e siècle, où de nombreux cas se produisirent et incitèrent la législation séculière à édicter des pénalités temporelles à côté de la répression religieuse.

On pourrait croire, à première vue, que la tentative du suicide seule allait être punie, en vertu du principe universel que l'action s'éteint en cas de mort de l'auteur de l'infraction. Mais c'est là un des côtés très intéressants des pénalités au Moyen-âge qui, en dehors des cas où elles s'appliquent aux individus vivants, s'exercent aussi parfois sur leur dépouille, non seulement en la privant de la sépulture chrétienne, mais encore en lui appliquant de véritables peines.

La première peine instituée le fut par les Etablissements de Saint-Louis, qui nous apprennent que l'on prononçait la confiscation des meubles de ceux qui *s'étaient homicidés eux-mêmes*.

Le texte disait : « Se il advenait que aucuns hom se
« pendit, se noyât ou s'occît en aucune manière, li me-
« bles seraient au baron, et aussi ceux de la fame » (1).

Au point de vue féodal, cette pénalité apparaît comme fort juste ; car nul n'avait le droit de priver son seigneur de ses services ; par contre, la confiscation appliquée aux meubles de la femme s'explique moins ; il faut y voir l'idée de la faute rejaillissant sur toute la famille du suicidé.

La confiscation pouvait aussi être prononcée en cas de simple tentative de suicide. C'est ce que dit Boutillier, qui fut le premier à songer à la réprimer : « Si le coupable
« confesse sa faute et se repent, il ne mérite pas la peine
« capitale ; mais il est à pugnir civilement » (2). Son opinion prévalut, et l'on voit dans les registres du Parlement de Paris, des « lettres de rémission » accordées, par faveur spéciale de la royauté, à des personnes ayant survécu à une tentative de suicide (3).

Dans d'autres passages de sa *Somme rurale*, Boutillier

(1) *Etablissements de Saint-Louis*, chap. LXXXVI. « D'ome qui se pend ou se noie ou de fame qui s'occist en aucune manière. »

(2) *Somme rurale*, liv. I, fol. 66 et 144.

(3) *Litt. remissionis*, ann. 1394 in reg. 146. Cartoph. reg., ch. 129, cité par du Cange (Bibliothèque de l'Ecole de Chartes, *loc. cit.*, t. IV, p. 263).

nous parlant de « *ceux qui se désespèrent* », pose le principe de l'impunité du suicide commis sous l'empire de la folie « maladie et forcenerie ». Il ne faisait en cela que suivre les préceptes de l'Eglise qui, comme nous l'avons vu, avait déjà admis ce motif d'excuse.

La confiscation était la seule peine jusque là usitée, et aucune flétrissure n'était imposée au corps du suicidé, en dehors de la privation de la sépulture religieuse.

Mais les coutumes ne s'en tinrent pas là, et après Beaumanoir qui, dans la coutume de Beauvoisis, assimile le suicide à l'empoisonnement commis sur autrui, nous voyons la plupart des coutumes le considérer comme un crime et exercer principalement leur répression sur le corps du suicidé.

La coutume de Beaumont-en-Argonne voulait que le corps traîné hors de sa demeure « le plus cruellément que « se faire pourra pour montrer l'expérience aux autres, fût « ensuite afourchiz ».

L'article 586 de l'ancienne coutume de Bretagne et l'article 531 de la nouvelle édictaient la même peine, mais exigeaient que le suicidé se fût tué « à son escient »; d'autres coutumes voulaient que le corps fût pendu par les pieds, afin de montrer que le suicide était considéré comme un crime contre nature. Enfin, nous trouvons des dispositions particulières si la victime était une femme, par exemple dans la coutume de Lille qui décidait que, dans ce cas, le cadavre de la femme suicidée serait brûlé sur un bûcher, et dans la coutume du Loudunois qui porte, dans

l'article 8 du titre XXXVIII, que « le corps de celui qui se « fait mourir à son escient, doit être traîné et pendu s'il « est homme et que femme doit être enfouie, déclara-
« tion premièrement faite qu'il s'est fait mourir à son
« escient » (1).

La même répression, avec des degrés, se retrouvait dans les pays immédiatement voisins. Ainsi, le droit du Hainaut, soumis à l'influence du droit pénal germanique, distinguait, ainsi que Boutillier, celui qui « se désespérait » de sang-froid de celui qui se tuait dans un moment d'aliénation. Cette distinction se trouve rapportée dans un jugement de la Cour de Mons, qui devait décider si une suicidée devait être ou non « *justiciée* » (2).

Si la responsabilité était établie, on appliquait au corps du désespéré le supplice de la pendaison. Dans le cas d'aliénation d'esprit, on n'infligeait aucune peine ; mais s'il avait échappé à la mort, l'aliéné était confié aux siens, avec mission de le surveiller, sous menace de sanctions sévères.

Les mêmes principes inspirèrent la législation de l'ancien duché de Brabant ; le cadavre du suicidé y était traîné sur une claie et ses biens confisqués. Toutefois, aucun de ceux qui se tuaient n'était censé avoir agi de sang-froid, et avant de le punir, l'officier criminel avait mission de prouver le suicide contre les héritiers naturels

(1) Bucquet, *Des droits de Justice*.

(2) Cattier, *Registre aux plaids de la Cour de Mons*, n° 308, Bruxelles, 1893.

du mort. Dans le cas de graves présomptions pesant sur le défunt, ou dans le cas de suicide notoire, l'officier criminel prenait les devants, sauf le droit d'opposition des héritiers. C'était à ceux-ci qu'incombait alors l'obligation de prouver que la confiscation ne devait pas être prononcée, soit que le défunt eût péri par accident, soit qu'il se fût donné la mort dans un moment de folie (1).

Cette procédure a beaucoup d'analogie avec celle du procès fait au cadavre en présence d'un curateur, qui allait être établie plus tard en France. Et cependant, une atténuation de la répression semblait alors se manifester ; on ne se contentait plus d'excuser l'irresponsabilité, mais on allait rétablir la distinction portée par le droit romain entre ceux qui se tuent sous la menace d'une condamnation et ceux qui se tuent pour toute autre cause : désespoir ou ennui de la vie, excès de fureur et de folie ; les premiers seuls étaient punis. Cette distinction se retrouve, tout d'abord, dans les coutumes et les parlements du Midi, en particulier ceux de Toulouse et de Provence, qui avaient subi plus directement l'influence du droit romain (2).

Mais cette disposition allait se généraliser. Nous la trouvons dans une constitution de Charles V, au ^{xiv}^e siècle, qui décide que « si une personne étant accusée en justice vient à se tuer elle-même dans la crainte de subir le supplice qu'elle avait mérité, ses héritiers seront privés

(1) Zypæus, *Noticia juris Belgici*.

(2) Molinier, *Répression des attentats aux mœurs et du suicide suivant les anciens usages de Toulouse*.

de sa succession ; si cette personne au contraire s'est portée à cette extrémité « par l'effet d'une maladie, de mélancolie, de faiblesse ou de quelque autre infirmité semblable, ses héritiers succéderont à ses biens ».

Dans le doute, on présumait toujours l'existence d'un motif d'excuse.

La coutume de Normandie faisait une distinction analogue (1).

En face de cet affaiblissement de la répression, nous trouvons malheureusement une recrudescence de suicides, qui se fit sentir dès les ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles (2).

Mais, c'est surtout à partir du ^{xvi}^e siècle que l'habitude du suicide se répandit, avec la renaissance du droit romain :
« On voit alors une sorte de réaction s'opérer en faveur
« de la mort volontaire ; la question de sa légitimité des-
« cend de la casuistique dans la politique et la philoso-
« phie ; quelques écrivains osent la justifier ; elle fait
« moins d'horreur, elle devient plus fréquente. Sans doute
« l'étude du droit romain, l'admiration des temps anti-
« ques, le désir de les imiter eurent quelque influence
« pour amener cette modification des idées du Moyen-
« âge » (3).

L'influence de la littérature est ici indéniable ; et, parmi les écrivains de cette époque qui préconisaient le suicide, il faut citer Montaigne, qui dans ses œuvres n'a pas craint

(1) *Coutumes de Normandie*, chap. IX, art. 449.

(2) Voir des exemples dans Brierre de Boismont, *op. cit.*, p. 476.

(3) Bourquelot, *op. cit.*, p. 464.

de faire une véritable apologie du suicide. « Le sçavoir
« mourir, dit-il, nous affranchit de toute subjection et
« contraincte (1). »

Mais, vint le xvii^e siècle qui suspendit ce mouvement ;
les croyances un instant ébranlées se rétablirent, et la
répression du suicide puisa une nouvelle vigueur dans l'or-
donnance criminelle de 1670.

Tout le titre XXII est consacré à la procédure à suivre
contre le cadavre ou la mémoire du défunt et aux peines
qu'on lui inflige. L'homicide de soi-même était assimilé
pour la répression, au crime de lèse-majesté. Un procès
devait être fait au cadavre ou à sa mémoire. Mais il était
alors défendu par un membre de sa famille, ou par un
curateur nommé d'office par le tribunal et qui était chargé
de défendre la mémoire du défunt. S'il était établi que le
suicidé avait agi en pleine responsabilité, son corps devait
être traîné sur une claie la face contre terre, puis pendu par
les pieds et jeté à la voirie. Ses biens étaient confisqués.

Si des condamnations de ce genre tombaient sur des
nobles, eux et leurs descendants étaient déclarés roturiers,
leurs armoiries étaient brisées, leurs bois coupés, et on
appliquait à leurs terres le droit archaïque de ravage « le
« nom des coupables était supprimé à jamais » (2), et
les prescriptions de la loi étaient alors appliquées à la
lettre.

(1) Montaigne, *Essais*, t. I, ch. 39.

(2) Muyart de Vouglans, p. 183-185, et Jousse, *Matières criminelles*,
t. 4, p. 131.

CHAPITRE IV

LE SUICIDE ET SA RÉPRESSION AU XVIII^e SIÈCLE ET JUSQU'À LA RÉVOLUTION.

La loi civile et la loi religieuse se rencontraient dans la même intention de réprimer le suicide, et l'une comme l'autre étaient alors soutenues par l'opinion ; mais elles allaient subir de nombreux assauts dans le courant du XVIII^e siècle. Les doctrines sensualistes envahissantes, les atteintes portées aux croyances avaient produit leurs fruits ; sous l'influence de la littérature, l'ennui et le dégoût de la vie se répandaient partout. Et cependant, il est intéressant de remarquer qu'à cette époque de mœurs peut-être plus débilitées qu'aujourd'hui, à la veille même de la Révolution, nul grand écrivain n'avait osé se prononcer nettement sur la question.

Montesquieu, par exemple, s'il fait l'apologie du suicide dans les *Lettres Persanes* (1), l'a condamné dans l'*Esprit des Lois* (2) et admet même qu'il soit puni par la législation, sauf en Angleterre, dit-il, où il est le résultat de l'influence irrésistible du climat.

J.-J. Rousseau de même n'avait-il pas semblé le justifier

(1) *Usbeck à Ibben*, lettre LXXVI.

(2) *Esprit des Lois*, liv. XIV, ch. X.

dans certains passages de ses œuvres ? et cependant dans quels termes ne le combat-il pas, montrant en dehors même du sentiment religieux, les raisons que l'homme a de ne pas se tuer, lorsqu'il dit : « Il te sied bien d'oser parler
« de mourir, tandis que tu dois l'usage de la vie à tes semblables ! Apprends qu'une mort telle que tu la médites
« est honteuse et furtive. C'est un vol fait au genre
« humain... Par cela seul qu'il existe, tout homme est
« utile à l'humanité » (1).

Il en est de même de Voltaire (2), et de Mme de Staël, qui dans son livre *Réflexions sur le suicide*, nous dit : « J'ai
« loué l'acte de suicide dans mon ouvrage sur l'*Influence
« des Passions*, et je me suis toujours repentie de cette
« parole inconsidérée. J'étais alors dans tout l'orgueil et
« la vivacité de la première jeunesse, mais à quoi servirait-il de vivre si ce n'était dans l'espoir de s'améliorer. »

Enfin, à la même époque nous voyons en Italie Beccaria, bien que renonçant à réprimer le suicide, le considérer cependant comme un délit (3).

La répression ne continuait pas moins, malgré tout, à s'exercer sur les suicidés. Nous en voyons la preuve dans un arrêt du Parlement de Paris du 31 janvier 1749, rapporté par le Dr Lisle dans son ouvrage sur *le Suicide* et qui est ainsi conçu : «... Pour réparation de quoi, condamne

(1) J.-J. Rousseau, *La Nouvelle Héloïse*, III^e partie, lettre XXII.

(2) Opposition entre ce que dit Voltaire du suicide dans l'*Ingénu* et dans le *Dictionnaire philosophique*, Art. Caton et Suicide.

(3) Beccaria, *Traité des délits et des peines*.

« la mémoire dudit défunt Portier, et ordonne que son
« cadavre sera attaché par l'exécuteur de la haute justice
« derrière une charrette, et traîné sur une claie la tête en
« bas et la face tournée contre terre par les rues de la dite
« ville depuis la prison jusqu'à la place publique, où il
« sera pendu par les pieds à une potence qui sera à cet
« effet plantée au dit lieu ; et, après y avoir demeuré vingt-
« quatre heures, jeté à la voirie et ses biens acquis et con-
« fisqués au profit de qui il appartiendra » (1).

Nous retrouvons encore, dans cet arrêt du milieu du XVIII^e siècle, toutes les prescriptions de l'ordonnance de 1670.

Ce n'est pas là un fait isolé, et les archives des anciennes provinces nous fournissent de nombreux exemples de procès de suicidés, en particulier deux arrêts du Parlement de Bretagne, rendus en 1760 et 1770, où nous voyons encore un curateur défendant la mémoire du cadavre, ainsi que l'admission de l'excuse d'irresponsabilité du suicidé, entraînant « par exception, l'inhumation en terre sainte » (2).

Mais vint la Révolution de 1789, qui proclamant la plénitude de la liberté humaine, reconnaissait indirectement la liberté de chacun de disposer de sa vie. Cependant une institution aussi ancienne que la répression du suicide ne

(1) Serpillon, *Code criminel ou Commentaire sur l'ordonnance de 1670*, p. 970.

(2) *Annales médico-psychologiques*, 1895, I, p. 325, d'après l'ouvrage des docteurs Corre et Aubry, *Documents de criminologie, Mœurs judiciaires de l'ancienne Bretagne*.

pouvait ainsi être supprimée, et nous trouvons en réponse dans les cahiers apportés par les provinces aux Etats généraux, des vœux tendant à son rétablissement et demandant notamment : « que l'on renouvelle les ordonnances sur le duel et le suicide et qu'on tienne la main à leur exécution » (1).

N'étant plus réprimé, le mal s'aggrava, et les exemples de suicides à l'époque révolutionnaire furent extrêmement nombreux. La Convention même s'en émut, et par un décret, rétablit la confiscation des biens de ceux qui se tuaient en prison.

Dans les autres cas, qu'advenait-il du suicidé ? Le mot « suicide » n'est prononcé, ni dans le Code pénal de 1791, ni dans le Code des délits et des peines du 3 brumaire an IV, ni dans le Code pénal de 1810. On en conclut que le suicide n'est plus réprimé, et cependant aucune disposition expresse n'abrogea l'ordonnance de 1670.

Merlin (2) soutient l'abrogation indirecte des dispositions de l'ancien Régime contre le suicide, en se basant sur la disposition générale qui termine le Code de 1791 et sur l'article 7 du Code de brumaire, reproduit^e par l'article 2 du Code d'instruction criminelle de 1808 qui porte « que la mort éteint toutes les espèces d'accusation ». C'est là en effet une abrogation bien indirecte ; et nous aurions

(1) *Cahier des doléances du clergé du bailliage de Dourdan*, ch. IV, Administration civile, § 25.

(2) *Répertoire universel et résumé de jurisprudence*. Au mot *Suicide* et au mot *Cadavre*.

voulu trouver trace d'un texte plus précis, dans une matière aussi importante. Mais si tel est vraiment l'état de la législation, nous ne devons pas nous décourager pour cela ; et nous nous efforcerons par notre étude d'aboutir à l'établissement d'une nouvelle répression. Les dispositions que nous proposerons seront sans doute moins sévères que les anciennes ; mais nous les voudrions plus efficaces encore, en raison du nombre actuel des suicides qui a subi un accroissement effrayant. Nous allons en trouver la preuve dans l'étude de la statistique et des différentes formes de la contagion du suicide.

DEUXIÈME PARTIE

ACCROISSEMENT DU SUICIDE SES DANGERS

CHAPITRE PREMIER

STATISTIQUE

Dans le cours du dernier siècle, le nombre des suicides n'a cessé de suivre une marche ascendante dont il est impossible de prévoir le terme. Semant chaque jour ses ravages au milieu d'une société et d'une législation trop souvent indifférentes, il a du moins préoccupé nombre de philosophes et de publicistes, qui développèrent sur sa nature et ses causes probables de séduisantes théories. Chacun aussi, selon la nature de son esprit, a proposé des remèdes. Mais, sans médire de ces conceptions, une rigoureuse observation des faits nous a paru tout d'abord préférable. Les données statistiques, — dont on a tendance à faire de plus en plus état, tant en médecine qu'en législation, — éclairent notre étude d'un jour nouveau et, lorsqu'on se sera rendu compte de l'étendue du mal que nous

signalons ici, on ne pourra hésiter à en accepter les remèdes.

Nous emprunterons, tout d'abord, nos statistiques du suicide à celles qui ont été publiées en France, dans les Comptes-rendus de la justice criminelle depuis 1827 ; mais nous nous en tiendrons aux chiffres eux-mêmes, en laissant momentanément de côté la question de savoir dans quelle proportion plus forte les hommes recourent au suicide par rapport aux femmes, et les célibataires ou les veufs par rapport aux gens mariés ; de même de l'indication de la profession des victimes, de l'instrument ou des moyens par elles les plus employés, ou des époques de l'année qui leur sont particulièrement funestes.

En réalité, le but de notre travail de statistique a été d'abord l'étude du nombre, puis la tendance générale à l'accroissement ; les causes de ce double phénomène devant nous amener à l'établissement d'une répression efficace.

Dans chaque nation, la recherche des morts volontaires appartient à la police judiciaire et aux bureaux officiels de statistique ; mais l'étude internationale du suicide est laissée aux soins de statisticiens particuliers. Parmi ceux-ci, nous avons choisi Morselli (1) qui, se plaçant le premier au point de vue comparatif, a coordonné toutes les recherches statistiques entreprises jusqu'à qu'à lui ; Dürkheim (2), qui envisagea surtout la question

(1) *Il suicidio confronti internazionali*, Milan, 1879.

(2) *Le suicide*, 1897.

au point de vue sociologique ; H. A. Krose (1), statisticien allemand, qui a recherché moins les causes du suicide que la manière dont il s'est développé au cours du XIX^e siècle ; enfin M. March (2), qui récemment en France publia une étude comparative très documentée du suicide.

A quelque source, d'ailleurs, que nous ayons puisé les chiffres des suicides, nous les avons toujours trouvés en concordance et sous un double aspect de régularité et d'accroissement dans tous les Etats ; le suicide, ainsi que l'a dit Legoyt (3), « progressant plus rapidement que la « population et que la mortalité générale ».

Sans passer en revue le nombre des suicides dans tous les pays du monde, nous nous en tiendrons aux principales nations de l'Europe, en y ajoutant ce que nous savons des Etats-Unis et du Japon, dont la civilisation proche de la nôtre nous permet de plus intéressantes comparaisons. Nous terminerons notre étude par la statistique de la France, qui nous arrêtera plus longuement.

ALLEMAGNE :

L'accroissement du nombre des suicides que l'on constate dans tout l'Empire, se manifeste plus rapide dans l'Allemagne du nord.

(1) *Der Selbstmord in 19 Jahrhundert nach seiner Verteilung auf Staaten und Verwaltungsbezirke*, Freiburg in Breisgau, 1905.

(2) *Statistique annuelle du mouvement de la population*, année 1904, publiée par Ministère du commerce, de l'industrie et du travail, Paris. Imprimerie nationale, 1906.

(3) *Le suicide ancien et moderne*.

En Prusse, leur nombre qui était de 1809, en 1851, s'est élevé, en 1871, à 2.723 et, en 1891, à 6.200 ; ce qui nous donne, pour chacune des deux périodes de vingt ans, une augmentation de 50 0/0.

En Bavière, progression analogue ; de 334, en 1851, les suicides étaient de 491, en 1871, et de 758, en 1891.

La Saxe, pays très industriel et foyer principal du socialisme, est aussi le pays de l'Allemagne où les suicides sont de beaucoup les plus nombreux ; de 402, en 1851, ils passèrent successivement à 653, en 1871, et à 1.172, en 1891, accusant ainsi, dans un espace de quarante années, une augmentation de près du quadruple.

Proportionnellement au nombre de ses habitants, la Saxe avait alors le triste privilège de laisser loin derrière elle tous les autres pays du monde. Et sa situation ne fit qu'empirer depuis, ainsi qu'en témoigne le tableau suivant, qui montre en même temps l'accroissement continu du nombre des suicides dans l'Allemagne toute entière. (Voir p. 47.)

ANGLETERRE.

Cette « terre classique du suicide », ainsi qu'on l'a parfois appelée, ne nous semble pas mériter une telle épithète ; si suivant en cela l'exemple des autres pays, elle a vu augmenter progressivement le nombre de ses suicides, cette augmentation a été cependant beaucoup plus lente. Les suicides, dont le nombre annuel de 1851 à 1867 oscil-

Le suicide dans les États allemands (1).

É T A T S	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	1903
Saxe-Altenbourg.....	68	63	66	69	64	74	49	71	78	90
Saxe-Cobourg Gotha.....	91	107	87	98	98	84	102	99	108	112
Hambourg.....	284	273	234	216	241	225	207	256	296	317
Saxe.....	1.254	1.036	1.182	1.213	1.205	1.221	1.282	1.368	1.427	1.416
Brunswick.....	134	151	153	122	142	122	150	127	125	157
Anhalt.....	107	90	80	104	100	95	102	100	114	107
Saxe-Weimar.....	104	127	93	107	97	103	107	103	128	106
Oldenbourg.....	100	93	90	126	107	114	125	80	121	108
Hesse.....	261	274	212	271	258	222	277	266	306	298
Bade.....	337	337	336	329	359	361	370	395	409	432
Mecklenbourg-Schwerin.....	129	143	129	131	109	116	143	123	154	135
Wurtemberg.....	316	350	357	396	359	346	372	429	359	402
Bavière.....	778	749	796	819	744	785	885	870	915	958
Alsace-Lorraine.....	220	208	243	257	244	222	232	274	243	236
Prusse.....	6.630	6.174	6.497	6.496	6.361	6.359	6.660	6.888	7.217	7.470
Empire Allemand.....	11.135	10.510	10.888	11.013	10.835	10.761	11.393	11.833	12.339	12.730

(1) Hans Rost, *Der Selbstmord als sozialstatistische Erscheinung*, Tableau 3, pp. 18 et 19.

lait de 1.250 à 1.350. atteignaient 1.554 en 1870 et 1.779 en 1880. Depuis, nous voyons que la moyenne annuelle fut :

De 1882 à 1886 . . .	2.012 suicides.
1887 à 1891 . . .	2.255 —
1892 à 1896 . . .	2.546 —
1897 à 1899 . . .	2.825 —
En 1900.	2.896 —

Ces chiffres ne s'appliquent qu'à l'Angleterre à laquelle il faudrait ajouter l'Ecosse et l'Irlande ; mais ces deux pays ne changent pas le total d'une façon appréciable ; car, proportionnellement à leur population, ils ne comportent qu'un petit nombre de suicides.

Voici en effet, les chiffres que nous avons relevés (1) :

Moyenne annuelle de suicides par million d'habitants.

Périodes	Angleterre et Pays de Galles	Ecosse	Irlande
1861-1870. .	66	39	15
1871-1880. .	70	40	18
1881-1890. .	78	55	23
1891-1900. .	89	63	29

La France compte au contraire, 239 suicides et le Royaume de Saxe 308 par million d'habitants. Ne faudrait-il pas chercher la raison de cette différence dans l'organisation d'une répression du suicide existant encore aujourd'hui en Angleterre, et aussi dans une influence religieuse s'exerçant très fortement en Ecosse et en Irlande. C'est ce que nous rechercherons plus tard.

(1) John Sibbald, *Recherches sur le suicide en Grande-Bretagne.*

BELGIQUE.

Au milieu du XIX^e siècle, la mort volontaire ne faisait en Belgique qu'un petit nombre de victimes ; leur nombre avait même une tendance à diminuer. Ce mouvement n'a malheureusement pas duré et, depuis 1865, une progression continue s'y manifeste, à l'image des peuples voisins. C'est ce que les chiffres suivants font ressortir :

De 1851 à 1855	260 suicides
1856 à 1860	221 —
1861 à 1865	166 —
1866 à 1870	338 —
1871 à 1875	462 —
1875 à 1880	490 —
1881 à 1890	658 —
1891 à 1900	799 —

Ce mouvement, constaté aussi par M. H. Denis dans son très intéressant ouvrage (1), — où nous regrettons l'absence d'élément comparatif avec les autres pays, — se poursuit toujours ; et nous trouvons :

En 1901.	859 suicides
En 1902.	872 —

PAYS-BAS.

Jusqu'en 1880, l'état des suicides semble être resté stationnaire, aux environs d'un chiffre annuel de 200 ; c'est

(1) *Le suicide et la corrélation des phénomènes moraux en Belgique.*

ce qui explique que beaucoup de statisticiens l'aient alors passé sous silence. Mais depuis, il n'a cessé d'augmenter :

De 1881 à 1885	225 suicides
1886 à 1890	248 —
1891 à 1895	287 —
1896 à 1900	276 —
Puis, en 1901	303 —
1902	319 —
1903	346 —
1904	376 —

C'est cependant un des pays de l'Europe où, proportionnellement à la population, le suicide est le moins répandu (52 suicides par million d'habitants).

SUÈDE ET NORVÈGE.

Poursuivant notre étude dans le Nord, nous trouvons deux pays qui, voisins par leur situation géographique et aussi pourrait-on croire par leurs mœurs, nous présentent des observations très différentes. Tandis qu'en Suède le nombre des suicides déjà élevé a toujours augmenté, en Norvège ce chiffre qui, proportionnellement était le même au milieu du XIX^e siècle, n'a cessé depuis de décroître.

	Suède	Norvège
De 1851 à 1860.	232	149 suicides
1861 à 1870.	328	136 —
1871 à 1880.	381	134 —
1881 à 1891.	502	131 —
1891 à 1900.	729	125 —
En 1901.	768	123 —
1902.	804	

La raison de cette diminution du nombre des suicides, que la Norvège est seule à présenter en Europe, a été très discutée. Certains, comme Krose, y voient le résultat de l'émigration ; d'autres, comme Morselli, celui des lois édictées à une certaine époque contre l'abus des boissons alcooliques. C'est ce que nous rechercherons lorsque nous étudierons les moyens propres à combattre le suicide.

DANEMARK.

Nous retrouvons ici l'accroissement continu du suicide. La moyenne y fut :

De 1841 à 1850	323 suicides
1851 à 1860	424 —
1861 à 1870	462 —
1871 à 1880	482 —
1881 à 1890	531 —
1891 à 1900	538 —

Le Danemark est d'ailleurs un des pays de l'Europe où le suicide est le plus répandu. On y compte annuellement 234 suicides par million d'habitants. Il faut en voir la cause dans ce fait que la population rurale y est peu nombreuse par rapport à la population urbaine ; et que la proportion des suicides est partout plus élevée dans les villes que dans les campagnes. Ce fait a déjà été signalé par Legoyt, qui constatait : qu'il y avait par million d'habitants, 91 suicides à Londres pour 69 dans toute l'Angleterre ; qu'à Berlin, on en trouvait 312 pour 123 dans toute l'Allemagne, et qu'on en trouvait 646 à Paris pour 110 dans le reste du pays.

SUISSE

Après le Danemark, la Suisse offre une des plus fortes proportions de suicides ; on y trouve en 1900, 225 suicides par million d'habitants.

Les chiffres absolus n'y sont pas moins éloquentes.

En 1865.	330 suicides
1870.	368 —
1875.	540 —
De 1881 à 1890.	658 —
1891 à 1900.	689 —
En 1901.	747 —
1902.	769 —
1903.	779 —

Cette augmentation s'est surtout fait sentir dans la Suisse protestante, dont les cantons donnent une proportion quatre ou cinq fois plus forte que les cantons catholiques, sans distinction entre leurs diverses nationalités.

AUTRICHE-HONGRIE.

Le nombre des suicides, qui avait été beaucoup moins répandu en Hongrie qu'en Autriche, et spécialement dans l'Autriche allemande, tend actuellement à s'égaliser dans ces deux pays.

	En Autriche	En Hongrie
De 1881 à 1885	3.659 suicides	1.431
1885 à 1890	3.764 —	1.782
1890 à 1895	3.880 —	2.052
1896 à 1900	4.028 —	2.906
En 1901	4.291 —	3.198

Ce qui, par million d'habitants, donne :

De 1881 à 1890	161 suicides	88
1891 à 1895	175 —	115
1896 à 1900	156 —	155

RUSSIE.

Malgré les difficultés d'observation que présente la Russie, nous avons pu réunir quelques chiffres qui nous permettent de constater une très faible proportion des suicides, due, selon nous, à la force des sentiments religieux et à une répartition surtout agricole de la population, la progression y est de même très faible.

Ainsi, de 1871 à 1880	2.162 suicides
1881 à 1890	2.574 —
1891 à 1900	3.016 —

ce qui donne, par million d'habitants, le chiffre peu élevé de 30 suicides, noté par le professeur Sikorsky de Kiew (1).

ITALIE.

Un auteur Italien, Fornaseri di Verse (2), a écrit que le nombre des suicides qui était dans son pays de 890 en 1872, s'est élevé à 1343, en 1881 et qu'il a atteint 2.000 en 1898.

Ces chiffres sont confirmés par Krose (3), qui nous dit qu'il y eut en Italie :

(1) *Annales médico-psychologiques*, année 1903.

(2) *Revista Sperimentale di Freniatria*, année 1900.

(3) *Op. cit.*, p. 99.

de 1861 à 1870	715 suicides
de 1871 à 1880	1.044 —
de 1881 à 1890	1.440 —
de 1891 à 1900	1.878 —

ce qui donne une moyenne de 64 par million d'habitants.

Les causes de l'augmentation du nombre des suicides en Italie ont été parfois attribuées aux difficultés toujours plus grandes de la vie et aux charges de plus en plus lourdes qui pèsent sur ce pays ; d'autres veulent y voir le résultat de la civilisation. C'est ainsi que l'on a fait observer que les régions où la proportion des suicides est le plus élevée sont, en effet, celles où l'instruction est le plus répandue. Le chiffre maximum s'observe dans la province de Rome : 11,43 pour 100.000 habitants ; puis viennent l'Emilie et la Ligurie 10,11 ; la Lombardie 7,17. Au contraire, dans les provinces où l'instruction est peu répandue, la proportion atteint à peine 2 à 3 pour 100.000 ; 3,94 dans la Pouille, 2,39 dans la Calabre (1). Cette influence est aussi reconnue par Dürkheim qui, recherchant si cette énorme aggravation du suicide signalée depuis un siècle n'est pas d'origine pathologique, y voit la rançon de la civilisation (2).

L'Italie reste cependant le pays d'Europe où, avec l'Espagne et le Portugal, on rencontre proportionnellement le moins de suicides.

(1) *Revue scientifique*, numéro du 16 juillet 1898.

(2) *Op. cit.*, p. 420 et suiv.

ESPAGNE ET PORTUGAL.

Ces deux pays voisins présentent les mêmes observations, qui toutes se rattachent à l'influence bienfaisante qu'il faut ici reconnaître au sentiment religieux de ces peuples. On y constate à peine 30 suicides par million d'habitants et cependant, laissant de côté le Portugal dont les statistiques nous sont moins connues, nous voyons que l'Espagne subit une légère progression :

de 1891 à 1900	328 suicides	
En 1900,	388	—
— 1901.	387	—
— 1902.	450	—

ÉTATS-UNIS.

Les documents ici font malheureusement défaut ; nous savons cependant qu'en 1860 on comptait aux États-Unis 1.002 suicides, soit 32 par million d'habitants ; depuis, ce chiffre s'est élevé à 2.027 en 1890 et à 3.400 en 1900. On constate donc, là aussi, une progression moins forte cependant qu'en Europe. C'est ce qui ressort également des chiffres donnés par M. L. Bodio, directeur de la statistique d'Italie (1) pour les deux États d'Union Massachussets et Rhode-Island :

(1) *Movimento della popolazione confronti internazionali*, Roma, 1897.

	Massachusetts	Rhode-Island
De 1880 à 1882 . . .	153	21 suicides
De 1883 à 1886 . . .	172	22 —
De 1887 à 1890 . . .	189	20 —
En 1891 . . .	187	40 —
En 1892 . . .	274	19 —
En 1893 . . .	290	20 —

L'élévation anormale du nombre des suicides dans l'Etat de Rhode-Island en 1891, y fut sans doute occasionné par un de ces phénomènes de contagion que nous aurons à étudier.

JAPON.

Les suicides y sont encore plus nombreux qu'en Chine, bien qu'il soit en honneur dans ces deux pays.

C'est ainsi qu'au Japon, de 1890 à 1897, il y eut 7.000 cas de suicides chez l'homme et la femme ; de 1898 à 1902 il y eut 8.000 cas, chiffre qui a passé à 9.000 en 1903, puis à 10.000 en 1904. Quant à la répartition des suicides entre les deux sexes, on relève 6/10 pour l'homme et 4/10 pour la femme ; proportion supérieure pour la femme à celle des États européens, où elle n'est guère que du tiers.

Si l'on compare d'ailleurs cette statistique avec celle de l'Europe, on verra que le Japon n'est pas parmi les pays où l'on se suicide le plus ; il ne compte, en effet, que 180 suicides par million d'habitants et ne vient que le quatrième, après le Danemark, la France, la Suisse et l'Allemagne.

FRANCE.

Le *Journal officiel*, publiant les tableaux de la criminalité, nous apprend qu'en 1906, 2.143 et en 1907, 2.357 affaires ont été soumises aux Cours d'assises. C'est une augmentation de 10 0/0 en une seule année, portant uniquement sur les attentats contre les personnes.

Si nous en rapprochons maintenant les suicides, en remontant plus loin dans le passé, nous les voyons croître également en France dans une très grande proportion.

La triste exactitude de ce fait est constatée d'ailleurs par les ministères dans leurs annales statistiques, où l'on voit que le nombre des suicides a plus que quadruplé dans l'espace de moins d'un siècle et, que d'après Esquirol, il est trois fois plus élevé que celui des homicides. Déjà au XVIII^e siècle, on signalait une aggravation du mal. Pour Paris seulement, Mercier (1) comptait en 1783, 150 suicides ; au début de la Restauration, ce nombre était monté à 350 ; en 1835, à 477 ; en 1867, à 700 ; en 1886, à 893 ; en 1892, à 960 et à 1.030, en 1895.

Ces chiffres ont heureusement tendance à diminuer depuis dans notre capitale (2) ; mais la proportion demeure très élevée pour le reste de la France.

De 1827 à 1830, le nombre moyen annuel de suicides de 5 pour 100.000 habitants, passait à 10 de 1851 à 1855 ; s'élevait à 15, de 1871 à 1875 ; puis à 17, de 1876 à 1880 ;

(1) *Tableau de Paris*, t. III, p. 137.

(2) Cf. *Annuaire statistique de la Ville de Paris*.

enfin, dépassait 22 en 1890, et atteignait 24 pour 100.000 habitants, en 1900.

Les chiffres absolus, depuis la même époque, ne sont pas moins éloquentes; nous n'avons, en effet, de bases précises que depuis 1827, où remonte la première publication par le Ministère de la justice des Comptes rendus de la justice criminelle.

Ces chiffres sont les suivants :

De 1827 à 1830	1.739 suicides
De 1831 à 1835	2.119 —
De 1836 à 1840	2.574 —
De 1841 à 1845	2.952 —
De 1846 à 1850	3.446 —
De 1851 à 1855	3.639 —
De 1856 à 1860	4.002 —
De 1861 à 1865	4.661 —
De 1866 à 1869	5.207 —
De 1870 à 1875	5.471 —
De 1876 à 1880	6.280 —
De 1881 à 1885	7.339 —
De 1886 à 1890	8.286 —
De 1891 à 1895	9.237 —
De 1896 à 1900	9.186 —

Le léger fléchissement qui s'est ici manifesté a persisté durant quelques années ;

En 1901.	8.818 suicides
En 1902.	8.716 —
En 1903.	8.835 —
En 1904.	8.876 —

puis, la progression a malheureusement repris :

En 1905. 9.336 suicides

En 1906. 9.232 —

En 1907. 9.945 —

Ne conviendrait-il pas d'ajouter encore à ce nombre celui des tentatives et aussi les suicides que l'absence de constatations ou la pitié pour la douleur familiale ont fait considérer comme des morts naturelles ou des accidents. Et alors, combien nous apparaissent formidables, « les « colonnes funèbres dont se compose ce temple de la « mort ».

Certains auteurs ont invoqué, pour expliquer le fait de l'accroissement du suicide, l'augmentation de la population ; or M. Legoyt, dans son livre sur le suicide dans les divers Etats de l'Europe, a prouvé par les calculs qu'il a établis que le suicide progressait plus rapidement que la population et la mortalité générale. « Si chez les nations « à nombreuses naissances, comme l'Allemagne et l'An-
« gleterre, la mortalité par le suicide ne constitue qu'une
« perte insignifiante, il n'en est pas de même en France,
« le pays le plus infécond des deux mondes (1). »

C'est la même constatation qui fut faite par Krose (2) qui, ayant divisé le siècle en trois périodes, nous montre que dans la seconde, de 1836 à 1870, la France se classe parmi les pays où la fréquence du suicide n'est que moyenne et ne vient même qu'au huitième rang parmi

(1) Legoyt, *Le suicide*, p. 131.

(2) *Loc. cit.*

ces derniers. De 1870 à 1900, elle passe dans la catégorie des pays les plus éprouvés, dépassant même la Prusse et l'Empire allemand.

Peut-être s'est-il montré un peu sévère pour nous ; mais ce nous est un encouragement de plus à poursuivre la recherche des moyens propres à arrêter la marche de ce redoutable fléau.

CHAPITRE II

CONTAGION DU SUICIDE.

« Le suicide est à l'ordre du jour, aucune classe de la
« société n'échappe à sa funeste influence. L'enfant comme
« le vieillard lui paient chaque jour un tribut de plus en
« plus élevé. Il y a, dans cette manifestation à laquelle
« nous assistons depuis plusieurs années déjà, une conta-
« gion, une véritable épidémie toujours croissante, qui,
« si on ne prend des mesures énergiques pour la combat-
« tre, atteindra des proportions désastreuses, » dit le
Dr Moreau de Tours, au début de son ouvrage si intéressant
sur le suicide (1).

L'imitation est, en effet, une des causes les plus importantes du suicide ; et combien n'avons-nous pas vu se produire, au cours des siècles, de ces véritables épidémies, tantôt localisées sur un même point, tantôt propageant à distance leur pernicieuse influence !

Nous avons vu qu'Horace, dans ses *Satires*, raconte que, de son temps, les gens ennuyés ou désespérés allaient au pont Fabricius mettre un terme à leurs souffrances en se précipitant dans le Tibre (2). Vers la même époque, une

(1) *Suicides et crimes étranges*, p. 1.

(2) Horace, liv. II, satire 3, vers 32 et s.

épidémie de suicides sévissait sur les jeunes filles de Milet : elle cessa, nous dit Plutarque, sur une décision du Sénat prescrivant que celle qui se donnerait la mort « serait « portée toute nue, à la vue de tout le monde, à travers la « grande place » (1).

En 1729, les jeunes filles de Marseille se suicidèrent en foule, par suite de l'inconstance de leurs amants. On connaît aussi l'histoire de ces treize invalides qui, en 1792, se pendirent successivement à un crochet sous un passage obscur. Le gouverneur Serrurier en fit murer la porte, et aucun depuis ne se pendit. De même le cas singulier de ces cinq individus, des environs de Lorient, qui, sans même se connaître, étaient venus se pendre, dans l'espace de quelques mois, au même poirier. Le suicide nous apparaît contagieux au même degré que le crime effectué dans des circonstances extraordinaires. C'est ainsi que, vers la fin du siècle dernier, des malheureux se tuèrent en se précipitant du haut de la tour du Monument à Londres ; de même, en 1843, les mêmes faits se produisirent à la colonne de Juillet ; plus tard, à la colonne Vendôme ; enfin, aux tours de Notre-Dame, à l'Arc-de-Triomphe, et aux Buttes-Chaumont encore actuellement lieu de prédilection des suicidés.

La contagion s'exerce aussi dans le suicide à deux : tantôt c'est le suicide passionnel, par lequel deux amoureux contrariés dans leurs désirs et désespérés à la pensée de

(1) Plutarque, *Œuvres morales*, ch. XV.

vivre séparés conviennent de terminer ensemble une courte existence ; tantôt ce sont deux époux ou deux parents, qui cherchent ensemble dans la mort un suprême refuge à la misère qui les accable. L'imitation peut encore conduire à la diffusion du suicide jusque dans la même famille et sans que l'on puisse faire intervenir l'influence de l'hérédité. Telle est l'histoire de cet ouvrier des environs de Pontoise qui, il y a près de deux ans, s'était pendu dans son grenier. Quelques mois plus tard, la femme du désespéré se pendait au même clou ; tout récemment enfin c'était le tour du fils d'accrocher la corde à l'endroit fatal (1).

Ce fait récent nous amène à la constatation d'un nouveau phénomène de contagion, où l'on voit celle-ci gagner les contrées voisines de la capitale et en faire, après Paris, le théâtre du plus grand nombre de suicides. Sa fréquence dans les riches départements de la Beauce et aussi dans l'Oise et en Seine-et-Marne a été maintes fois signalée (2).

A côté de tous ces suicides, sans autre cause apparente que l'imitation, il faut placer les suicides collectifs, commis par un grand nombre de personnes agissant sous l'influence d'une même idée délirante. C'est ce que Proal appelle les suicides par contagion mentale, par opposition aux suicides par contagion physique ou nerveuse.

Outre ceux qui ont leur cause dans une très grande

(1) Journal *L'Echo de Paris* du 20 janvier 1909.

(2) Voir notamment : D' Leroy, *Etudes sur le suicide dans le département de Seine-et-Marne*.

calamité ; longue disette, krach financier, épidémie ou guerre, les suicides politiques et les suicides religieux rentrent dans cette catégorie.

Le nombre des suicides politiques a été, de tous temps, considérable. A nous en tenir seulement en France, à l'étude de la période révolutionnaire de 1789 et de tous les bouleversements occasionnés depuis par chaque changement de gouvernement, nous en voyons de multiples exemples.

« La Révolution, nous dit le docteur A. des Etangs (1), à
« force de faire largesse de la peine de mort et de la rendre
« sans cesse présente et familière à la pensée de tous, finit
« par dépasser le but ;... l'excès des émotions et l'absence
« complète de toute sécurité avaient produit une telle
« indifférence qu'on en vint à se persuader que mourir
« sur l'échafaud rentrait dans les dénouements naturels de
« la vie civile. »

Ce furent d'abord ceux qui voyant dans la guillotine un mode de suicide, s'accusèrent de crimes imaginaires : fidélité au Roi ou conspiration contre les tyrans, pour la mériter et accompagner à la mort une personne aimée. Puis, vint l'insurrection du 1^{er} prairial, dont l'échec se termina par le suicide ou les tentatives de suicide de ses huit principaux chefs jacobins ; plus tard, la conspiration et le suicide de Gracchus Babœuf. Sous Napoléon, la mort de Pichegru ; après le retour des Bourbons, suicides de Bonapartistes et de Républicains : tentative de Saint-Simon,

(1) *Du suicide politique en France, de 1789 à nos jours.*

par exemple ; enfin, de nombreux suicides accompagnèrent encore les révolutions de février 1848 et du 2 décembre 1852.

Souvent aussi le suicide contagieux puise son origine dans la perversion du sentiment religieux. Nous connaissons l'influence en Grèce des théories d'Hégésippe de Cyrène, disciple d'Aristippe, qui prêchait la religion du plaisir et conseillait la mort à ceux qui ne pouvaient l'atteindre. C'est la même idée qui inspire les Brahmanes de l'Inde dans leur apologie du suicide.

Si la religion ne fit jamais en France de semblables victimes, il n'en fut pas de même en Russie, par exemple, où au ^{xvi}^e siècle de véritables schismes s'établirent, qui recommandaient la mort volontaire par le jeûne ou par le feu comme un moyen de sanctification,

« Frères et sœurs ! disait Volosaty, un des pontifes de
« cette religion, cessez de rester dans l'erreur et de payer
« la rançon du pape ; si vous êtes vertueux, aimez-vous
« vous-mêmes et votre salut et précipitez-vous dans le
« royaume du Seigneur avec vos femmes et vos enfants....
« Par le feu la pénitence est entière et l'on entre au para-
« dis tout de suite ; le feu purifie tous les péchés. » Une
semblable doctrine produisit ses fruits et les épidémies de
suicides se succédèrent nombreuses, se localisant spécialement au Nord et au Nord-Est de la Russie. En Sibérie, au
mois de janvier 1679, un pape Dométian, et avec lui dix-
sept cents fidèles, se donnèrent la mort par le feu ; en
15 ans, de 1675 à 1691, on évalua le nombre total des vic-

times de suicide par le feu à plus de vingt mille (1). A cette époque, ajoute Stchoukine, s'était jointe la terreur de l'antéchrist amenant la fin du monde.

Cependant ces tendances furent rigoureusement combattues ; on alla même jusqu'à instituer une répression judiciaire, qui produisit de bons résultats. Aussi au XIX^e siècle, y eut-il peu de suicides collectifs ; un des derniers exemples datait de 1860, où quinze vieux croyants périrent volontairement par le feu. Mais depuis, en 1897, à l'embouchure du Dniester, on a découvert les cadavres de vingt-quatre fanatiques qui, sous la détermination d'une certaine famille Kovalew, s'étaient fait enterrer vivants (2).

Plus récemment encore, en novembre 1903, on a signalé, dans les provinces du Sud de la Chine, une épidémie de suicides qui semble aussi avoir une origine religieuse. Des femmes et des jeunes filles avaient adopté la coutume de s'attacher par groupes de six ou huit et de se précipiter dans la mer. On compta bientôt plus de six cents victimes, et de sévères mesures durent être prises pour empêcher le développement de ces immolations volontaires.

A côté de ces suicides collectifs, il en est d'autres enfin qui, à raison du spectacle particulièrement décevant de leur contagion, justifieraient l'établissement d'une répression encore plus sévère.

Nous voulons parler des clubs de suicides. Ces faits,

(1) Yvan Stchoukine, *Le suicide collectif dans le Raskol russe*.

(2) Journal *Le Temps*, 27 mai et 27 octobre 1897.

dont nous connaissons de fréquents exemples, créent à de certains moments une véritable épidémie.

Au premier siècle avant notre ère, il existait déjà en Egypte une secte de cette nature dite des Synapothumènes composée de personnes décidées à mourir ensemble. Marc Antoine et Cléopâtre, chefs de ce groupe, en furent les plus fameuses victimes.

Des clubs de suicides existèrent aussi en Angleterre, où une triste littérature ne craignait pas de les encourager. « Je ne suis, il est vrai, qu'une unité, mais l'unité d'une « armée puissante. Je connais la porte dérobée de la mort. « Je suis un de ses intimes et je peux vous présenter à « l'éternité sans cérémonie et sans scandale... Entre nous, « la vie n'est-elle pas une farce qu'il faut faire cesser sitôt « qu'elle vous ennue (1). »

A date fixe, se jouait dans ce cercle une tragique partie de cartes, où l'as de pique désignait la victime et l'as de trèfle l'exécuteur. Ce dernier, mille fois plus malheureux, ne devait-il pas encourir les peines sévères édictées en Angleterre contre la complicité du suicide, les membres du club avouant eux-mêmes que la lâcheté seule les empêchait de se tuer eux-mêmes.

Des clubs semblables existaient en France et en Prusse, à l'époque de la Révolution et aussi de l'Empire, puisque le dernier adepte de ces sociétés ne disparut qu'en 1809 ; leurs membres juraient de se donner la mort et on élisait

(1) Extrait de *Suicide club* de Stevenson.

chaque année celui d'entre eux qui serait tenu d'accomplir son fatal serment (1).

Le même fait se reproduisit aux États-Unis, il y a quelques années. En 1896, en effet, la police de New-York avait fermé un club de suicides existant entre hommes seuls et qui avait amené nombre de morts volontaires parmi ses membres. Et depuis, l'existence d'un club identique pour femmes vient d'être signalé en Amérique. Le nombre des membres en est limité ; chaque mois on tire au sort, et la victime désignée doit se tuer dans le courant du mois suivant. On compte déjà quatre victimes ; toutes quatre, appartenant à la meilleure société New-Yorkaise, étaient jeunes, jolies, et n'avaient aucune raison d'en vouloir à la vie (2).

(1) Prosper Lucas, *De l'imitation contagieuse*, thèse, p. 32.

(2) Journal *Le Temps*, numéros des 19 janvier et 18 juillet 1898.

CHAPITRE III

SUICIDE DES MILITAIRES.

Il nous a paru intéressant, au cours de notre étude spéciale de la contagion, de traiter, à part, la question du suicide des militaires. L'armée, milieu mieux défendu contre les influences extérieures, est pour le sociologue l'objet d'observations fructueuses. « Par le choix de sa « population purgée de tout élément parasite et encombrant, d'enfants, de femmes, de vieillards, d'infirmes, « tout entière dans la pleine vigueur de l'âge et de la santé, « les fonctions physiologiques, les instincts de race, toute « l'hérédité s'y montre (1). »

Or, nous trouvons précisément une différence, toute au désavantage de l'armée, entre le nombre proportionnel de ses suicides et celui de la population civile. On en a proposé plusieurs raisons : la rigueur de la discipline, la perte de la liberté surtout chez les jeunes soldats, la facilité du moyen toujours proche, peut-être aussi l'habitude de braver le danger. Nous ajouterons la principale, selon nous, qui est encore ici l'influence de l'imitation, le retentissement de l'acte pouvant en donner l'idée à toute une série d'amoindris et de faibles. Brierre de Boismont constate

(1) Tarde, *Philosophie pénale*.

même que la contagion est plus forte lorsque c'est un officier qui s'est suicidé, et prouve ainsi la gravité de l'exemple venant de plus haut.

Historiquement, les cas de suicides sont nombreux dans l'armée ; et pourtant, comme déjà à Rome, — où le suicide des militaires était considéré comme une lâcheté et sévèrement réprimé, — le déshonneur a atteint, de tout temps, les hommes de guerre qui attentaient à leurs jours. Cette sorte d'épidémie donna lieu, dans l'armée, à des ordres du jour fameux.

Pendant l'expédition d'Egypte, de nombreux suicides se produisirent sous l'empire des privations et des fatigues causées par la chaleur. Un officier écrivait à un de ses amis de France : « Il existe un mécontentement général « dans l'armée... Nous avons vu des soldats qui se sont « donné la mort devant le général en lui disant : Voilà « ton ouvrage. » Mais la contagion aussi conservait ses droits ; car, un autre écrivait du grand Caire en 1798 : « On « voit des soldats qui, témoins des souffrances de leurs « camarades, se brûlent la cervelle, d'autres se noient « dans le Nil (1). »

Comme en Egypte, de nombreux suicides se produisirent, peu de temps après, pendant la campagne d'Italie. Mais le général, connaissant l'esprit de son armée, sut se faire « le médecin de son honneur », et par une énergique ordonnance, attaqua le mal dans son principe (2).

(1) Dr Mesnier, thèse : *Du suicide dans l'armée*.

(2) « Soldats de l'armée d'Italie !

« J'apprends que plusieurs de vous, méconnaissant le devoir de

L'esprit de conservation se réveilla dans l'âme des soldats et le suicide fut arrêté dans sa marche meurtrière.

Il en fut encore de même en 1805, au camp de Boulogne, où un grenadier s'étant fait sauter la cervelle dans une guérite, il eut très rapidement des imitateurs dans la même guérite. Napoléon, l'ayant appris, la fit brûler, et mit à l'ordre du jour de la garde : « Qu'un soldat doit savoir vaincre la douleur et la mélancolie des passions. S'abandonner au chagrin sans résistance, se tuer pour s'y soustraire, c'est abandonner le champ de bataille avant d'avoir vaincu. »

En 1844, le maréchal Soult, ministre de la guerre, s'appuyant sur l'idée d'infamie attachée à ce crime, prescrivait le refus des honneurs funèbres aux suicidés (1).

« tout bon Français envers la patrie, se donnent volontairement la mort par un découragement indigne des défenseurs de la liberté.

« Préférer cette misérable fin à la mort glorieuse qui est devant vous, c'est mettre en oubli les lois de la discipline et de l'honneur.

« Le nom de chaque soldat qui donnera désormais cette preuve de honteuse faiblesse sera mis à l'ordre du jour de l'armée et flétri comme lâche et déserteur. »

« *Le général en chef de l'armée d'Italie,*
BONAPARTE. »

(1)

Paris, 10 mai 1844.

Circulaire rappelée le 14 janvier 1873.

« Le ministre de la guerre à MM. les lieutenants-généraux commandant les divisions militaires, et les inspecteurs généraux d'armée. »

« Général, depuis quelques mois, le penchant au suicide a fait d'affligeants progrès dans les rangs de l'armée ; des soldats, des sous-officiers, des officiers même, y ont succombé. L'éclat et la publicité donnés à des événements de cette nature ont dû en pro-

Cette circulaire, qui n'a pas été rapportée et à laquelle les autorités militaires peuvent encore se référer, fut très remarquée en son temps et eut la plus heureuse influence sur les épidémies qui l'avaient provoquée. Il en fut de même quelques années plus tard, où la menace de privation de sépulture arrêta une semblable contagion dans un régiment anglais, à Malte (1).

En 1861, le maréchal Magnan, en présence d'une épidémie de suicides décimant ses soldats, s'inspirait des mêmes pensées lorsqu'il écrivait : « Le soldat qui se tue fait acte « d'ingratitude et de lâcheté ; sa vie ne lui appartient pas, « elle appartient à l'Etat qui la lui a demandée, au pays « qui compte sur elle au jour du danger, à l'armée à « laquelle elle manquera au jour de la victoire (2). »

Malheureusement, plusieurs épidémies de suicide se

« voquer de nouveaux.

« Un tel état de choses appelle toute votre sollicitude ; contre « ce mal moral, les répressions disciplinaires sont impuissantes : il « n'y a de remède que dans l'influence de l'opinion, et il est du « devoir d'un chef militaire de travailler à la diriger.

« Pour ajouter aux moyens que vous avez personnellement d'agir « sur elle, je vous autorise à ordonner, suivant les circonstances, à « l'égard des suicidés, la suppression *totale* ou *partielle* des hon- « neurs funèbres militaires.

« Si vous avez quelquefois des motifs d'indulgence, vous n'ou- « blierez pas que celui qui a recours à la mort pour éviter la honte « ne saurait recevoir d'honneurs : ses amis, s'il lui en reste, ne « pourront suivre sa dépouille ni en troupe, ni en armes. »

*Le Président du Conseil, Ministre,
Secrétaire d'Etat de la Guerre,
Maréchal, duc de Dalmatie.*

(1) D^r Mesnier, *op. cit.*

(2) Brierre de Boismont, *op. cit.*

sont encore produites depuis dans l'armée : au 4^e chasseurs à Provins, en 1862 ; au 15^e de ligne, en 1864 ; au 41^e à Montpellier, en 1868.

Un officier supérieur allemand raconte aussi que la manie du suicide se propageait si fort dans son régiment que l'on comptait une victime tous les mois. Dans un ordre du jour, il annonça qu'à l'avenir, ceux qui se suicideraient n'auraient pas les honneurs de la sépulture. L'épidémie cessa immédiatement (1). Cette sorte de répression rappelle celle du maréchal Soult que nous venons de citer et qui, n'ayant jamais été abolie en France, devrait être appliquée ; car les suicides sont encore nombreux dans l'armée, si la contagion y est moins forte.

Au point de vue du nombre comparatif des suicides, le classement des armées diffère peu de celui de leurs nationalités respectives.

L'armée autrichienne donne 122 suicides pour 100.000 hommes d'effectif.

L'armée allemande donne 67 suicides pour 100.000 hommes d'effectif.

L'armée italienne donne 40 suicides pour 100.000 hommes d'effectif.

L'armée française donne 39 suicides pour 100.000 hommes d'effectif.

L'armée anglaise donne 23 suicides pour 100.000 hommes d'effectif.

(1) *Revue de la Réforme sociale*, juin 1884.

C'est l'armée austro-hongroise qui compte, de beaucoup, le plus grand nombre de suicides.

En 1886 : 394, dont 29 officiers, 84 sous-officiers et 281 simples soldats (1) ; le tiers des suicides environ y est attribué à la répulsion du métier militaire : mobile beaucoup moins fréquent dans les autres armées.

Si l'on compare l'armée française à l'armée allemande, de 1902 à 1906, on constate que la mortalité suicide fut chez nous de 0,18 pour 1.000 et de 0,32 chez nos voisins.

Durant cette même période, l'armée allemande accuse 1.117 suicides, et l'armée française 446 ; et cependant, la mortalité totale de notre armée est beaucoup plus forte : 8.814 décès, durant cette même période de cinq ans, contre 5.260 en Allemagne. La raison de cette infériorité du nombre des suicides en France se trouve évidemment dans le meilleur traitement appliqué à nos soldats (2).

Retenons ici que ce mode de répression par l'infamie attachée à la mémoire du suicidé sera l'un de ceux que nous préconiserons.

(1) Journal *Le Temps*, 4 février 1888.

(2) Dr Lowenthal, *La Revue* (ancienne *Revue des Revues*), 1^{er} juillet 1909.

CHAPITRE IV

SUICIDE DES ENFANTS.

Si, dans la plupart des cas, la contagion apparaît comme dangereuse, quoique s'exerçant sur des personnes d'un certain âge et d'une grande force de volonté, quelle ne va pas être son influence sur des jeunes gens ou des enfants abandonnés trop souvent à eux-mêmes et aux entraînements d'une imagination désordonnée.

Cette attraction de la mort sur de tout jeunes cerveaux, qui existait déjà du temps de Montaigne (1), est devenue déconcertante, et l'on constate dans nos sociétés modernes une effrayante augmentation du nombre des suicides d'enfants : l'Angleterre, l'Allemagne et la France semblent particulièrement atteintes parmi les Etats européens.

En Allemagne, leur fréquence croissante a même fait l'objet, dans ces dernières années, d'intéressantes études (2). Nulle part, selon Baër, cet accroissement continu du suicide des enfants n'est plus sensible qu'en Prusse, où de 1 sur 666.022 habitants, dans la période de 1869 à 1873, on le voit s'élever à 1 sur 497.815, dans la période 1894 à 1898.

(1) *Essais*, liv. I, chap. XI.

(2) A. Baër, *Der Selbstmord im Kindlichen Lebensalter (Le suicide dans les premières années de la vie)*, Leipzig, 1901 ; Georg von Mayr, *Selbstmordstatistik, La statistique du suicide*, Iéna, 1901.

Les causes qui influent, nous dit-il, sur le suicide des enfants, sont outre l'influence pernicieuse de la grande ville, la famille et l'école. L'enfant met parfois fin à ses jours pour échapper aux mauvais traitements d'une belle-mère haineuse ou d'un père ivrogne, ou pour se libérer de l'assiduité forcée à l'école, de la terreur des examens et des punitions, mais bien souvent aussi hélas ! sans aucun motif.

C'est ainsi qu'en Prusse, dans l'espace de quatre années, de 1884 à 1888, on a compté 231 cas de suicides parmi les enfants fréquentant les écoles. Sur ces 231 cas, 80 eurent pour cause la crainte d'une punition ; 19 une ambition déçue ; 16 l'appréhension d'un examen. En ce qui concerne l'influence physiologique que les agglomérations des villes exercent sur les enfants, elle est ici certaine et signalée déjà par Casper, à Berlin, avant 1875.

Si nous étudions maintenant la France, en remontant assez loin, nous voyons peu de suicides d'enfants.

	Mineurs de moins de 16 ans	De 16 à 21 ans
Ainsi en 1831	8	54
1832	11	99
1833	13	86
1834	16	93
1835	19	145

Mais, en 1850, le Dr Lisle constatait qu'en France le nombre des suicides était sept fois plus considérable que trente ans auparavant chez les enfants âgés de moins de 16 ans et douze fois chez les jeunes gens de 16 à 21 ans.

Depuis, nous trouvons :

	Mineurs de moins de 16 ans	De 16 à 21 ans
En 1869	23	135
De 1871 à 1875	25	168
De 1876 à 1880	50	222

Pour combattre ce fléau, le rapport du Ministre de la justice de 1880 promettait une lutte énergique, un effort commun de l'Etat, des sociétés de relèvement, de protection, de travail, de l'initiative individuelle et de la charité publique. Or, aucun résultat n'a été obtenu jusqu'à présent et la proportion des mineurs qui se suicident va toujours en grandissant.

	Mineurs de moins de 16 ans	De 16 à 21 ans
En 1880.	55	267
1886.	62	324
1888.	65	383
1889.	77	392
1890.	80	358
1891.	73	395
1892.	87	475
1898.	85	477
1901.	67	409
1903.	53	429
1905.	68	400
1906.	75	411

Ajoutons enfin que les suicides d'enfants sont encore plus fréquents que les statistiques officielles ne l'avouent ;

car les familles ont tendance à dissimuler le fait sous les apparences d'un accident.

Arrivés à l'époque où leurs regards devraient être tournés vers l'avenir, où ils devraient envisager l'existence sous des aspects rassurants, il est des enfants qui ne trouvent plus la force d'affronter la vie.

On peut chercher à ces tristesses bien des raisons et certains voulaient voir dans l'ignorance la cause génératrice des suicides d'enfants. Mais cette opinion est aujourd'hui abandonnée ; car, ainsi que nous l'avons remarqué plus haut, les pays où l'instruction est le plus répandue sont précisément ceux qui comptent le plus grand nombre de suicides.

En Prusse par exemple, le nombre des suicides varie dans les provinces, proportionnellement au nombre d'écoliers que l'on y constate par millions d'habitants. De même en Russie, et aussi en Suisse, si l'on en croit M. Prévost (1), qui voit à Genève les suicides plus fréquents chez les personnes ayant une certaine culture.

La France ne fait pas exception à cette règle, en ce qui concerne le suicide des enfants dont le nombre n'a pas cessé d'augmenter à mesure que l'instruction se propageait. Il faut dire, du reste, que c'est moins l'instruction elle-même qu'il convient d'incriminer que la nature des doctrines qui sont actuellement enseignées aux enfants ; ceux-ci, victimes d'une éducation et d'une philosophie faussées,

(1) *Notes sur le suicide dans le canton de Genève.*

n'hésitent plus à se réfugier lâchement dans la mort.
« Nous avons créé des milliers d'écoles ; nous y avons
« introduit toute sorte d'enseignement. Nous avons oublié
« l'éducation ; nous l'avons oubliée (1). »

Aussi, il n'est point de semaines, presque de jours, où les gazettes ne livrent à notre pitié des suicides d'enfants. Plusieurs accomplis, en moins d'un mois, par des enfants élevés dans les lycées, viennent dernièrement d'émouvoir singulièrement l'opinion. Ainsi, le 25 mai 1909, un suicide s'est produit, en pleine classe, au lycée Blaise Pascal de Clermont-Ferrand. Trois élèves de troisième avaient décidé de se suicider dans le courant de l'après-midi. Ils tirèrent au sort pour savoir lequel se tuerait le premier, et le hasard, qui fut en cette occasion un ironiste cruel, désigna le jeune N..., fils de l'instituteur d'une commune voisine. A l'heure fixée, ce malheureux enfant, âgé seulement de quatorze ans, se leva et se tira un coup de revolver dans la tempe. La mort fut instantanée. Sur la table, on trouva un papier avec ces mots : « Amis ! celui qui va mourir vous salue. »

Quelques jours après, sur le glacis du fort de Chelles, en Seine-et-Marne, on trouve le cadavre d'un écolier, et toutes les présomptions sont en faveur d'un suicide.

Le 10 juin, un collégien de Bourg-en-Bresse, âgé de 13 ans, se pend au lycée avec la ficelle de sa toupie.

Le 14, à Méounes, dans le Var, un enfant de 13 ans,

(1) Lavissee, *A propos de nos écoles*, p. 240.

qui avait déjà manifesté plusieurs fois la résolution d'en finir avec la vie, se pend aux branches d'un olivier.

Le 18 juin, à Vauvert, près de Nîmes, un enfant de 15 ans est encore trouvé pendu aux brancards d'une charrette dans une vigne.

Enfin, à Lyon, un lycéen de 16 ans se jette dans le Rhône.

Ce ne sont pas là des accidents, mais de véritables symptômes. « Quel désespoir, quelle aberration d'esprit, quels « sophismes philosophiques ont pu porter, avant même « l'éclosion de leur adolescence, ces jouvenceaux à se précipiter dans la tombe ? » Telle est la question que M. Maurice Barrès, auquel nous avons emprunté ces récits de suicides (1), a traitée le 21 juin 1909 à la Chambre des députés, avec une émotion et une élévation d'idées auxquelles chacun a rendu hommage.

De tous ces suicides, le premier certes est le plus impressionnant ; l'émotion qu'il a suscitée est d'autant plus grande qu'il s'entoure de circonstances théâtrales. Le jeune désespéré a voulu une mise en scène à cette fin dont ses camarades ont été les complices ; car ce suicide, ainsi que l'a fait remarquer M. Barrès, n'est pas la suite d'un accès de fièvre chaude, mais bien d'un complot arrêté d'avance entre plusieurs élèves. De tels faits, dit fort bien l'orateur, révèlent une atmosphère morale déplorable dans l'Université d'aujourd'hui. « J'ai ouvert vos livres scolaires, « ajoute-t-il, j'ai cherché quelle était votre conception de

(1) Cf. *J. off.*, 22 juin 1909, p. 1541.

« la morale. Préoccupé du cas qui nous retient, j'ai cherché dans les manuels de nos écoles ce qu'on dit du suicide. Dans les manuels autorisés que j'ai regardés, je n'ai rien vu qui le concernât. »

Puis, M. Barrès conclut avec raison qu'il n'y a de vraie morale que la morale de la tradition, la morale éternelle dont la religion est l'âme et la base. « Oui ! la religion est une indestructible force de cohésion qui, sous quelque forme qu'elle se présente, selon les climats et selon les époques, est indispensable pour sauvegarder les sociétés et la civilisation. »

Il est manifeste, en effet, que les néfastes doctrines prêchées en France, et particulièrement à l'école, ont obscurci l'idéal spiritualiste qui faisait la force de notre race. Beaucoup d'enfants ne se sentent pas assez forts pour vivre une vie qui leur est présentée sous de sombres couleurs, et là réside la cause de notre actuelle décadence. En éteignant aux yeux de l'enfant les « lumières d'en haut », on « courbe son âme vers la terre » ; qu'un chagrin violent vienne alors heurter sa sensibilité, qu'un désespoir fasse chanceler sa volonté encore débile, la joie de vivre fait aussitôt place dans son esprit au désir de mourir, et parfois même il entraîne dans la mort ses camarades suggestionnés.

Ne faudrait-il pas, pour diminuer le nombre de ces suicides dus à la contagion, spécialement de ces suicides d'enfants, qu'une forte éducation morale fût partout appelée à compléter la culture de l'intelligence ? Tel serait, selon nous, un des moyens préventifs les plus efficaces contre le suicide.

TROISIÈME PARTIE

LÉGISLATION COMPARÉE

CHAPITRE PREMIER

RÉPRESSION DU SUICIDE ET DE LA TENTATIVE DE SUICIDE.

Nous avons vu que l'abolition de la répression du suicide datait en France de la Révolution ; il y a lieu maintenant de rechercher les législations qui, au cours du xix^e siècle, ont maintenu à l'encontre du suicide certaines dispositions pénales. Nous verrons ensuite quelles solutions furent données en ces mêmes pays et en France, au problème de la complicité de suicide.

C'est, tout d'abord, une erreur de croire que le suicide consommé ainsi que la tentative doivent toujours rester impunis et l'Europe même nous offre de nombreux exemples du contraire.

Angleterre. — Dans la législation anglaise, deux cas sont à distinguer en matière de suicides : si l'homme est déjà mort ou s'il est sur le point de se tuer.

Tout individu pris sur le fait d'attenter à ses jours est

conduit en prison, traduit devant le magistrat et retenu, à moins que deux personnes ne consentent à signer un acte, appelé *bond on security*, dans lequel elles se reconnaissent responsables de sa vie ; c'est à cette condition que la liberté lui est rendue. A ces deux personnes appartient désormais la mission de veiller sur le désespéré et d'éviter qu'il ne renouvelle sa tentative. S'il leur échappe et attende encore à ses jours, elles devront payer l'amende fixée dans l'acte qu'elles ont signé. La tentative de suicide est ainsi punissable dans le droit anglais comme délit spécial ; car celui dont personne n'a voulu se porter garant est condamné à rester plus ou moins longtemps en prison. Le nombre des procédures criminelles motivées par ce délit a toujours augmenté. Enrico Ferri (1) nous dit qu'en 1889, il y en eut 106 ; et la moyenne annuelle, pendant les périodes quinquennales de 1883 à 1902, fut successivement de 119, 144, 188, 203. Le chiffre des condamnations prononcées est un peu moins élevé, à cause de l'excuse d'irresponsabilité qui pouvait être admise.

En cas de suicide consommé, la législation anglaise a subi diverses variations. Avant 1873, une procédure spéciale *coroner's inquest* était engagée. S'il était possible de prouver que le suicidé avait agi dans un moment d'aliénation, *temporary insanity*, il était enterré au cimetière ; mais s'il résultait de l'enquête qu'il avait conservé jusqu'au dernier moment la plénitude de sa raison, le suicidé déclaré

(1) *Omicidio-suicidio*, p. 61-62.

coupable de félonie, *felo de se*, était privé de la sépulture en lieu saint, et la coutume s'était établie d'enfouir son corps traversé d'un pieu sur une route publique, — un carrefour de préférence, — pour mieux marquer la honte résultant pour lui du fait d'être foulé aux pieds par tous les passants.

A cette peine se joignait au profit de la Couronne celle de la confiscation des biens ; car, nous dit Blackstone, si l'auteur du suicide semble usurper une prérogative divine en avançant l'appel du Tout-Puissant, il commet aussi une offense grave envers le Roi, qui a intérêt à la conservation de tous ses sujets. Une décision spéciale du gouvernement pouvait cependant prononcer remise de la peine de la confiscation en faveur des héritiers (1). Ces prescriptions agissaient suffisamment sur l'esprit des suicidés, qui étaient menacés à la fois de la perte de leur honneur et de leur fortune.

Le suicide considéré comme un crime par la loi anglaise, était toujours présumé volontaire ; mais la preuve contraire était réservée, et c'est au *coroner* assisté de son jury qu'il appartenait de se prononcer sur l'irresponsabilité.

Cette compétence résultait d'abord d'un acte d'Edouard VI, de 1548, qui chargeait ce magistrat de la levée du cadavre et de l'enquête en cas de meurtre, mort violente ou suicide, et aussi d'une loi de 1823, de George IV, qui réglait les pouvoirs du coroner, lorsque le jury rendait un

(1) Art. Suicide du *Standart Library Cyclopedia*.

verdict de suicide (1). Cette mission était bien conforme aux attributions ordinaires du coroner qui est chargé en Angleterre, comme représentant de la couronne, de veiller à ce qu'aucun profit : revendication, confiscation ou amende ne lui échappe (2).

Blackstone se plaignait déjà de ce que les jurés admettaient trop facilement dans les affaires de cette nature l'excuse tirée de l'état de folie ; mais d'autres adoucissements furent depuis apportés à l'ancienne rigueur des lois.

C'est d'abord la confiscation qui fut supprimée en 1873 ; puis le *Burial Law Amendment Act* de 1880, article 13 (3) qui admet le transport du corps du suicidé au cimetière, mais prescrit que la sépulture ait lieu entre neuf heures et minuit et dans un délai de vingt-quatre heures, depuis la clôture de l'enquête du coroner. Les funérailles devaient être conduites par la police, à l'exclusion des membres de la famille. Une loi du 3 juillet 1882, *The Interments (felodese) Act*, ne laisse subsister que l'interdiction des cérémonies du rite anglican, aux obsèques des suicidés.

Ces dispositions ont été reproduites dans quelques législations dépendantes. *Le Code pénal indien*, par exemple, dont le projet de 1879, article 184, frappait la tentative de suicide d'une peine de prison avec travail forcé (*hard labour*) de deux ans au maximum. Le projet de 1880, article 515,

(1) 4 Geo. IV, ch. 27.

(2) Thèse de M. H. Guionin, *Etude sur le coroner anglais*, Paris, 1908, p. 46.

(3) 43-44 Vict., ch. 41. *Annuaire de législation étrangère*, Grand-Bretagne, année 1882, p. 32.

un peu plus doux, ne prononçait qu'une peine d'un an de prison au maximum, avec ou sans travail forcé. Enfin, le *Code pénal du Soudan anglais*, article 238, reproduit les mêmes dispositions, en y ajoutant parfois une amende.

Autriche et Italie. — Le Code pénal autrichien de 1803, mis en vigueur en 1815 dans la Lombardie et la Vénétie, prit des mesures répressives contre le suicide. Il distinguait entre la tentative suspendue volontairement et celle qui n'avait manqué son effet que contre la volonté de son auteur. Dans le premier cas, la loi infligeait au coupable un sérieux avertissement « sur l'énormité de son attentat « qui offensait tous les devoirs » ; dans le second cas, enfermé et étroitement surveillé, il devenait l'objet d'un traitement physique et moral propre à lui rendre l'usage de sa raison et à lui rappeler ses devoirs.

Le suicide était-il consommé ? la justice saisie pouvait déclarer que le cadavre serait enterré hors du cimetière. Tous les cas de suicide étaient alors examinés par une commission, qui décidait si l'individu jouissait ou non de son libre arbitre, et la décision n'était prise qu'après avis du médecin et du curé de la localité.

Des dispositions analogues furent inscrites dans le Code pénal Albertin de 1839 régissant notamment les provinces du Piémont et de la Sardaigne, dont l'article 585 était ainsi conçu : « Quiconque se donne volontairement la « mort est considéré par la loi comme un être vil et comme « ayant encouru la privation des droits civils. Les dispositions de dernière volonté qu'il aurait faites seront en

« conséquence nulles et de nul effet ; il sera en outre privé
« de tous les honneurs de la sépulture. Si celui qui s'est
« rendu coupable de tentative de suicide, n'a été arrêté
« dans l'exécution du crime que par des circonstances
« indépendantes de sa volonté, et non par un repentir
« spontané, on le conduira dans un lieu sûr, où il sera
« gardé et soumis à une surveillance rigoureuse, pendant
« un an au moins et trois ans au plus. »

Aujourd'hui, le Code autrichien de 1853, qui a abrogé celui de 1803, ne mentionne plus de répression contre celui qui se donne la mort ; il en est de même du Code pénal italien de 1889 applicable à toute l'Italie et qui a modifié les dispositions pénales du Code de Charles-Albert. Les anciennes prescriptions canoniques restent seules maintenues.

Allemagne. — Le droit commun germanique, sous l'influence de l'Eglise, frappait la tentative de suicide d'emprisonnement, de bannissement ou d'autres peines ; le suicide accompli était lui-même considéré comme un crime et puni de funérailles honteuses ou du moins, d'ensevelissement sans pompe et sans participation du clergé. En Saxe notamment, le corps du suicidé était abandonné aux dissections anatomiques, et il devait être enterré, en Prusse, sur le lieu d'exécution des malfaiteurs. Cela se passait avant l'adoption du nouveau Code pénal de l'Empire de 1871, qui a aboli ces peines ou, du moins, ne les a pas reproduites. Les peines religieuses n'en subsistent pas moins. C'est ce qui résulte pour le Brunswick, de la loi

ecclésiastique du 3 juin 1897 sur la conduite à tenir par l'Eglise aux obsèques des suicidés (1). Sont proscrites à ces obsèques l'intervention de l'autorité ecclésiastique et les autres cérémonies religieuses usitées aux enterrements, telles que sonneries, escortes et chants (art. 1). Il en sera différemment si le suicide est dû à un état d'inconscience ou de trouble d'esprit, ou si un repentir sincère a été manifesté avant la mort (art. 2). L'enquête sur le point de savoir s'il y a eu suicide se fait dans la forme prescrite par les articles 157 et suivants et 87 du Code de procédure pénale allemand (art. 3). L'inscription tumulaire, dit enfin l'article 5 de cette loi, doit se borner à une simple indication de l'état civil de la personne suicidée.

Suède. — Actuellement, sous l'empire du Code de 1864, la Suède ne réprime plus le suicide ; mais elle était régie, avant cette date, par la loi de 1734, qui contenait, dans son chapitre 13, plusieurs dispositions. C'est ainsi que, lorsqu'il n'était pas prouvé que l'individu s'était tué dans un moment de folie, le corps devait être emporté et enterré par le bourreau au milieu d'un bois (§ 1). Si celui qui avait voulu se tuer n'avait pas réussi dans son dessein, il était puni, selon les cas, des grandes ou des petites verges ou de l'emprisonnement au pain et à l'eau (§ 4).

Russie. — De tous les Codes de l'Europe, le Code pénal russe est encore celui qui renferme sur le suicide les plus

(1) Kirchengesetz das Verhalten der Kirche beim Begräbnisse von Selbstmorden. V. Ann. lég. étrangère, Brunswick, année 1897, p. 296.

larges dispositions ; tout un chapitre (art. 1472 à 1476) lui est consacré.

Ce Code, qui date de 1866, punit le suicide et sa tentative de peines civiles et religieuses. Ainsi, nous voyons que la sépulture solennelle y est refusée au suicidé et que ses dispositions testamentaires sont déclarées nulles. Quant à la tentative, elle est punie d'une amende religieuse fixée par l'autorité ecclésiastique. Mais la responsabilité reconnue du suicidé est encore ici la condition de l'application de la peine.

Parmi les autres Etats, nous pouvons encore citer *l'Etat de New-York* qui, au paragraphe 174 de son Code pénal de 1881, dispose : « Celui qui, dans l'intention de s'enlever « la vie, se donne un coup ou accomplit sur sa personne « un acte de nature à donner la mort, sera coupable de « tentative de suicide et accusé comme tel d'homicide », et au paragraphe 178 : « Celui qui se rend coupable d'une « tentative de suicide est puni de la réclusion dans une « prison d'Etat jusqu'à deux ans et d'une amende jusqu'à « mille dollars ou de l'une ou l'autre de ces deux peines » ; *le Japon*, dont le Code de 1886 punit de six mois à trois ans de prison tout suicide, spécialement l'harakiri, qui est le mode le plus employé ; et *la Bolivie* (art. 519 et 520) qui, réprimant la tentative de suicide, prescrit dans son Code pénal que l'auteur en sera maintenu de un mois à un an dans un hôpital sous la surveillance d'un médecin ; le détenu qui tente de se suicider est maintenu, de la même

façon, dans l'établissement pénitentiaire. Carrara nous apprend (1) qu'une répression analogue fut instituée au Pérou par le Code de 1836.

(1) *Programma del Corso di Diritto Criminale*, t. I, p. 189, note 2.

CHAPITRE II

DE LA RÉPRESSION DE LA COMPLICITÉ DE SUICIDE EN DROIT COMPARÉ.

Si peu de législations étrangères considèrent comme un délit le suicide ou sa tentative, beaucoup, au contraire, en incriminent la complicité. Il est, en effet, admis aujourd'hui que le fait d'aider au suicide et celui de donner la mort à quelqu'un, de son consentement, doivent être réprimés, et que l'ordre ou la prière de la victime ne saurait en constituer l'excuse. Celle-ci, bien qu'ayant sollicité la mort, n'a joué qu'un rôle passif ; l'auteur principal est celui qui l'a donnée ou qui y a aidé, et l'on rentre ainsi dans la conception pénale du meurtre ou de l'assassinat. C'est ce qu'ont pensé notre Code pénal et quelques législations qui s'y rattachent lesquelles, en l'absence d'une disposition précise, répriment ces faits de complicité comme des homicides de droit commun ; mais la grande majorité des législations les distinguent, au contraire, et punissent comme délit spécial, soit l'aide et l'assistance au suicide, soit le fait de donner la mort à autrui sur sa demande.

§ 1. — De l'homicide commis sur les instances de la victime.

Parmi les législations qui reconnaissent au meurtre

commis du consentement de la victime le caractère d'un délit spécial, nous citerons d'abord l'Allemagne. Cette opinion y était déjà admise dès la seconde moitié du xviii^e siècle, et avait abouti à la rédaction du paragraphe 834-II-20 de l'ancien Code pénal, qui disait : « Celui
« qui tue autrui sur sa demande ou l'assiste dans son sui-
« cide encourt une peine de 6 à 10 ans de forteresse ou de
« maison de force ; dans le cas où le soupçon s'impose
« qu'il a provoqué chez la victime elle-même le désir de
« la mort, il encourt les mêmes peines à perpétuité. »

Ces prescriptions furent reproduites par la majorité des législations allemandes : ainsi par la Saxe, en 1838, article 125 ; en 1855 et 1868, article 157 ; par le Wurtemberg, article 239 ; le Brunswick, article 147 ; le Grand-Duché de Bade, article 207 ; la Thuringe, article 120. Ces quatre derniers pays avaient toutefois prévu un adoucissement de la peine, au cas où la victime était « mortellement malade ou mortellement blessée ». C'est la même disposition, légèrement atténuée, qui a passé dans le Code pénal impérial de 1871, en vigueur actuellement, et dont le paragraphe 216 dispose : « Celui qui a été déterminé à com-
« mettre un homicide volontaire sur les instances expresses
« et sérieuses de la victime sera condamné à une peine d'au
« moins trois ans de prison. » Dans l'exposé des motifs, cette répression était ainsi justifiée : « Il correspond au
« sentiment juridique de ne pas frapper l'homicide avec
« consentement de la victime de la même peine que l'ho-
« micide ordinaire ; mais la loi morale incontestée en

« vertu de laquelle la vie n'est pas un bien aliénable
« n'admet ni l'impunité, ni une peine mesurée trop bas. »

M. le professeur Berner de l'Université de Berlin (1),
l'explique aussi par un raisonnement analogue : « Si
« l'homme n'a pas le droit, moralement parlant, d'atten-
« ter à sa vie, il ne peut pas davantage transmettre ce
« droit à un tiers. La volonté particulière d'un individu
« peut renoncer à la vie, mais non la volonté générale
« qui a rendu des lois pour protéger la vie des hommes.
« L'homicide volontaire commis sur la demande de celui
« qui en est l'objet est dès lors punissable, mais on ne
« peut pas appliquer à ce fait la peine ordinaire du meur-
« tre, car il ne porte pas comme celui-ci lésion à la fois à
« la volonté particulière et à la volonté générale ; il ne
« blesse que la volonté générale. Dans certains cas même,
« la remise de toute peine peut paraître désirable, mais il
« serait dangereux de déclarer dans la loi que le meurtre
« peut parfois rester impuni. »

Et c'est pourquoi fut introduite, pour ce cas d'homicide,
une peine particulière, dont le minimum est trois ans de
prison.

L'établissement d'une disposition spéciale dans le Code
pénal impérial a exercé une influence sur divers cantons
suisses ; Bâle ville, article 102 ; le Tessin, article 302 ; enfin
Fribourg, article 128, qui demandent de la part de la vic-
time l'expression d'une volonté certaine et non équivoque.

(1) Nypels, *Code pénal belge interprété*, p. 264.

Le récent projet de Stoos (1903) suit la même voie quand il déclare, dans son article 61, que « quiconque tue un
« homme qui l'y a déterminé par sa demande pressante et
« formelle est puni de un mois à cinq ans de prison ».

C'est aussi du modèle allemand que s'inspirent le Code hongrois de 1878 (art. 282), qui punit le même fait de trois ans de réclusion, et le Code néerlandais de 1881, article 293, qui déclare : « Celui qui ôte la vie à un autre
« pour satisfaire au désir exprès et sérieux de celui-ci est
« puni d'un emprisonnement de douze ans au plus. » Quant au Code pénal autrichien, en vigueur, s'il ne contient pas de disposition spéciale, il n'en est pas de même de ses projets de revision, qui ont prévu le délit d'homicide avec consentement de la victime, et ont abaissé le minimum de la peine, d'abord à deux ans, et depuis 1897 à six mois de prison.

Les lois scandinaves présentent entre elles de grandes différences. Le Code pénal finlandais dispose d'abord dans son article 21, § 3 que : « Quiconque a donné la mort à une
« autre personne, sur sa demande expresse et sérieuse, en-
« court une peine qui peut s'élever de six mois d'emprison-
« nement à quatre ans de réclusion. » La Suède ne contient pas de disposition particulière, mais la Norvège décide à son article 235, alinéa 2 : « Lorsque quelqu'un a été tué
« avec son consentement, ou lorsqu'il a subi une blessure
« grave ou que sa santé a été atteinte, l'auteur de ces trou-
« bles sera puni de prison ; mais, si c'est par compassion
« qu'il a privé de la vie un malade dans un état désespéré

« ou y a contribué, on peut abaisser la peine au-dessous du
« minimum encouru sans cela, ou en édicter une, d'une
« nature plus douce. » L'homicide commis par compas-
sion, qui a soulevé de si nombreuses controverses, est ici
assimilé à l'homicide sur demande.

La Russie se place à un point de vue analogue dans son
Code de 1903, article 390, qui décide que « l'homicide
« commis sur le désir persistant de la victime et par com-
« passion pour elle, est puni d'une peine modérée ». Mais
les deux conditions doivent être réunies et la compas-
sion doit s'ajouter à la demande de la victime.

Cette distinction est aussi faite par le Code de Bulgarie
(art. 251). Prévoyant une peine sévère pour l'homicide
ordinaire, il frappe d'une peine plus douce : détention
avec maximum de 5 ans, l'homicide commis sur demande
expresse ; et, s'il a été commis par compassion pour la
victime, la peine prononcée peut descendre au minimum
de trois mois de prison.

C'est la même durée de peine qui était fixée au Code
danois de 1866, article 196, en cas de circonstances parti-
culièrement atténuantes, dans le fait d'homicide d'une
personne y consentant.

Un petit nombre de législations considèrent au contraire
l'homicide commis sur les instances de la victime comme
un homicide de droit commun. A ce groupe appartiennent
d'abord le Code pénal français, dont nous étudierons en
détail les dispositions, et les législations qui se rattachent

directement à lui, comme la Belgique ; puis la Suède et l'Autriche, enfin la Grèce et la Serbie. Dans tous ces pays, l'opinion commune est que l'homicide commis sur la demande de la victime est punissable comme homicide de droit commun, sauf à atténuer la sévérité de la peine par tous les moyens légaux.

Aujourd'hui, les lois du Sud de l'Europe ne connaissent pas non plus ce délit spécial.

L'Espagne notamment, après l'avoir longtemps admis, laisse appliquer aujourd'hui, dans son article 421, la peine entière du meurtre quand celui qui a aidé le suicidé exécute lui-même l'acte homicide. De même le Portugal.

L'opinion s'est encore montrée hésitante en Italie. Un projet de 1868 avait proposé d'introduire une disposition spéciale ; mais il fut repoussé, et dans le droit actuel, l'homicide commis sur la demande de la victime *omicidio del consenziente* est puni comme l'homicide de droit commun.

Dans le domaine de la *common law* anglaise, disposée par sa tradition à une grande sévérité contre le suicide, on applique la peine de la complicité d'homicide volontaire (1). En effet, le suicide étant considéré comme un assassinat ou *murder*, même de la part de celui qui se suicide, celui qui tue une personne sur sa demande est considéré comme co-auteur, et comme tel, est puni de mort.

Le projet de Stephen *A Digest of criminal Law*, repris par Lewis, y voyait au contraire un délit d'une espèce par-

(1) Blackstone, *Commentaire sur les lois anglaises*, t. IV, p. 189.

ticulière et le punissait d'emprisonnement avec travail forcé (1). Mais cette opinion n'a pas prévalu ; et le projet de 1878 dispose expressément dans son article 125 : « Celui qui tue autrui avec son consentement, commet le « même crime que si ce consentement n'avait pas été « donné (2). »

§ 2. — De l'aide ou assistance au suicide d'autrui.

C'est là une complicité presque passive du suicide, — par opposition à la complicité active, que constitue l'homicide du consentement de la victime, — et frappée comme celle-ci de dispositions spéciales par la majorité des législations.

La Prusse peut ici encore prétendre à la priorité : c'est son même article 834. II. 20, qui punissait à la fois de 6 à 10 ans de prison « celui qui tue autrui sur sa demande et « celui qui l'assiste dans son suicide ». Mêmes dispositions, avec quelques degrés, dans les législations particulières de l'Allemagne, dans la première moitié du XIX^e siècle. La Thuringe, par exemple (art. 121) et le Brunswick (art. 148) punissaient l'instigation plus sévèrement que l'aide ; la Saxe (art. 158) et le Grand-Duché de Bade (art. 208) les frappaient au contraire de la même peine ; mais le Code pénal impérial actuel ne contient plus de dispositions spéciales contre l'aide ou l'assistance au suicide.

En Suisse, l'assistance prêtée à celui qui veut attenter à

(1) Glasson, *Histoire du droit et des institutions de l'Angleterre*, t. VI, p. 858.

(2) Stephen, art. 228 ; Wharton, § 451.

ses jours n'est prévue que dans les quatre Codes : de Berne (art. 125), de Fribourg (art. 368), de Schaffouse (art. 145) et du Tessin. Les peines applicables varient entre un minimum de trois mois et un maximum de quatre ans de prison ou de réclusion. Le projet de Code pénal fédéral de 1903 disposait même, en son article 62, que : « Celui qui a déterminé quelqu'un au suicide ou qui lui a prêté assistance sera, si le suicide a été consommé ou s'il y a eu tentative, puni de détention dans une maison de force avec un maximum de 5 années », et Stoos, son auteur, justifiait cette pénalité en montrant le danger de l'instigation au suicide sur une personne d'un état maladif.

Du groupe germano-suisse, se rapprochent : le Code pénal des Pays-Bas (art. 294) : « Celui qui, avec intention, pousse un autre au suicide, l'aide à le commettre ou lui en procure les moyens est puni, si le suicide a lieu, d'un emprisonnement de trois ans au plus », et le Code hongrois, qui déclare passible de trois ans de prison quiconque détermine un autre au suicide ou lui procure sciemment à cet effet des moyens ou instruments (art. 283).

Parmi les législations scandinaves, le Danemark (art. 196, al. 2) et la Norvège (art. 236), ont des dispositions spéciales, qui se retrouvent aussi dans la plupart des législations méridionales. Mais là, il existe deux catégories ; la première ne mentionne que l'aide et non l'instigation au suicide, et applique la peine de l'homicide commis volontairement, lorsque celui qui aide va si loin qu'il commet lui-même l'acte d'exécution. Il en est ainsi

de l'Espagne (art. 335) et du Portugal (art. 354), auxquels se rattachent les Codes de l'Amérique du Sud et de l'Amérique centrale, les Codes du Brésil (art. 196) et de la Louisiane (art. 548), par exemple. Dans la seconde, au contraire, qui comprend la majorité des législations, l'aide et l'instigation au suicide sont également punies.

Ainsi l'article 370 du Code italien dispose : « Celui qui
« détermine autrui au suicide ou lui fournit son aide dans
« ce but, est puni, lorsque le suicide a eu lieu, de 3 à 9 ans
« de réclusion » — disposition inspirée de l'article 314 du Code toscan qui avait aussi dans un projet ultérieur, prévu l'aggravation résultant de la préméditation. De même la Russie, dans son article 392 : « Quiconque détermine une
« autre personne à se tuer ou qui l'y aide, en lui procurant
« les moyens ou de quelque autre façon, est puni des peines
« prononcées contre les complices d'un meurtre prémé-
« dité. » Ces peines étaient même aggravées, lorsque la personne qui a pesé sur les décisions du suicidé avait sur elle une certaine autorité : « Les parents, tuteurs et autres
« personnes ayant autorité qui, par un abus manifeste et
« cruel de leurs pouvoirs, déterminent une personne sou-
« mise à leur puissance ou confiée à leur garde à se donner
« la mort, sont passibles de la privation de certains droits
« civils, et d'un emprisonnement de 8 à 16 mois dans une
« maison de correction. »

La Bulgarie (art. 252 et 253), et le Japon (art. 362), ont des dispositions correspondantes.

En Angleterre, la question spéciale s'était aussi posée de

savoir si on pouvait être puni comme complice d'un suicide que l'on a poussé à la mort par son aide ou ses conseils ? Autrefois, cela ne se pouvait pas, car, l'auteur principal, le *felo de se mort*, la poursuite s'éteignait et le complice restait impuni.

Mais la loi du 6 août 1861, relative aux crimes contre les personnes, a décidé au contraire que le complice pouvait être poursuivi pour *murder*, même si l'auteur principal était décédé.

C'est là une solution conforme à la tendance qui se manifeste dans le droit anglo-américain de créer une disposition spéciale. Elle est déjà admise dans le cas de complicité le plus grave, celui du suicide d'une personne irresponsable. Le Code pénal soudanais, dans son article 234, punit de mort, de prison perpétuelle ou de prison temporaire et d'amende, la complicité du suicide d'un enfant ou d'un dément. Les projets postérieurs envisagent l'instigation et l'aide et les assimilent pour la répression. Ainsi le projet de 1879, article 183, punit de la même façon « celui qui procure à une personne les « moyens de son suicide et celui qui l'aide ou l'encourage « dans son accomplissement » ; le projet de 1880, article 514, emploie les expressions *who incites, aids or abets* et le projet nord-américain de 1901 dit : « Celui qui pousse, « encourage, aide ou assiste quelqu'un dans son suicide ». C'est là la répression de la complicité du suicide, au sens large des pays européens.

Certaines législations répriment aussi comme une com-

plicité de suicide le *duel américain*. Ainsi la Hongrie, après avoir au début de son article 283 traité de la complicité par aide ou assistance, a introduit dans un second alinéa la disposition suivante : « Si deux personnes conviennent
 « de faire dépendre du hasard, laquelle des deux devra se
 « donner la mort suivant un mode déterminé d'avance et
 « que cette convention ait été exécutée, toutes deux seront
 « punies de un à cinq ans de prison d'Etat, lorsque la mort
 « n'en est pas résultée. Si la mort s'en est suivie, le survivant est puni de cinq à dix ans de la même peine. »

Les projets autrichiens postérieurs à 1867 prévoyaient la même disposition. On avait aussi songé à l'introduire dans le Code pénal des Pays-Bas ; mais elle en fut repoussée à cause de la rareté de son application et aussi de son inutilité, le fait dans le duel américain de pousser au suicide l'adversaire qui a tiré le mauvais numéro étant déjà un fait constitutif de complicité punissable.

A côté de toutes ces législations instituant la répression de l'aide et de l'assistance au suicide et l'appliquant largement, un petit nombre, par contre, ne contient pas de disposition spéciale. Ce sont la Suède et l'Autriche, puis le Code pénal impérial allemand, enfin la Belgique et la France.

Cet état de choses n'est pas définitif, et en Allemagne notamment, un très fort courant d'opinion se manifeste en faveur de l'introduction d'une disposition spéciale. Von Listz (1), — après avoir reconnu que la vie n'appartient

(1) *Vergleichende Darstellung der Deutschen und Ausländischen Strafrechts.*

pas aux biens aliénables et que cette règle est déjà admise par les lois qui punissent l'homicide du consentement de la victime, — estime que le législateur doit en faire une nouvelle application en instituant une disposition spéciale contre le complice du suicide par aide ou assistance ; sinon, celui qui donne le poison à une personne mortellement blessée, ou l'aide à le porter à sa bouche, commettrait un acte impuni ; tandis que celui qui lui inoculerait le poison, même sur son ordre, encourrait une peine ; ce qui serait contradictoire. La peine de l'assassinat qui serait appliquée en l'absence de dispositions spéciales, n'est pas plus satisfaisante ; car celui qui apporte par exemple un revolver dans sa cellule au condamné à mort doit être autrement traité que l'assassin.

Aussi, Von Liszt, dont l'opinion est celle de la majorité des auteurs allemands (1), veut-il l'établissement d'une peine dont les limites soient justement fixées dans leur maximum comme dans leur minimum ; mais entre lesquelles on puisse évoluer pour l'appréciation des cas particuliers, et que l'on puisse encore tempérer parfois par la condamnation conditionnelle.

On retrouve cette même idée dans les discussions originaires du Code pénal belge. D'après Nypels (2), les auteurs du projet avaient même arrêté la répression suivante : « Lorsqu'une personne s'est donné la mort, ceux qui au-

(1) En ce sens de nos jours : Berner, Meyer, Lammasch, Rødenbeck, Rittler, ouvrages cités à la *Vergleichende Darstellung*, t. V, p. 139.

(2) *Code pénal belge interprété*, .. II, p. 262.

« ront participé au suicide par des moyens indiqués aux
« articles 66 et 67 du Code seront punis d'un emprisonne-
« ment de trois mois à cinq ans, et d'une amende de
« vingt-six à cinq cents francs ». Les articles 66 et 67 du
Code pénal belge déterminent les éléments de la com-
plicité.

La participation au suicide, ajoutait l'exposé des motifs, est un acte profondément immoral et que la société a le plus grand intérêt à empêcher. Si le législateur ne peut réprimer par des pénalités quelconques le suicide même, il a le droit et le devoir de punir ceux qui ont provoqué ou coopéré à cette action. Les plus coupables sont ceux qui ont provoqué au suicide une personne dont les facultés étaient déjà affaiblies (1).

Cette disposition n'a pas passé dans le Code : la Chambre la supprima, estimant que « la nécessité d'innover sur
« ce point ne s'était révélée par aucun fait propre à la
« justifier » (2).

Ce n'est pas là, selon nous, une raison suffisante ; et nous avons vu que, sans s'y arrêter, de nombreuses législations n'ont pas craint d'édicter au contraire des dispositions spéciales contre la complicité du suicide par aide ou assistance.

Mais si, en Belgique, ceux qui ont coopéré au suicide en préparant ou facilitant à l'agent les moyens d'en finir avec la vie, sont dans la loi à l'abri de toute répression, la jurisprudence ne l'admit pas, et suivant l'exemple de la France

(1) *Législation criminelle de la Belgique*, t. III, p. 244.

(2) *Ibid.*, p. 277.

lit rentrer tous ces faits dans la conception de complicité de crime.

Malheureusement, la trop grande sévérité des peines du meurtre et le grand nombre d'excuses admissibles dans le cas de complicité de suicide aboutirent en pratique à son impunité ; car en cas de poursuite, c'est un acquittement qui était presque toujours prononcé. On aurait agi plus prudemment, nous dit Nypels (1), si on avait prévu spécialement le fait, en l'inscrivant dans le Code comme délit *sui generis*.

Efforçons-nous de faire triompher maintenant notre opinion en France, et son application s'ensuivra rapidement en Belgique, dont la législation s'inspire toujours si étroitement de la nôtre,

(1) *Code pénal belge interprété*, t. II, p. 204.

CHAPITRE III

DE LA COMPLICITÉ DE SUICIDE EN FRANCE.

§ 1. — De la complicité par aide ou assistance.

Nous avons vu qu'en France depuis la Révolution, le suicide et sa tentative échappent dans nos Codes à toute répression ; mais qu'en est-il de la complicité ? C'est-à-dire est-elle punissable aux termes de la loi et peut-on poursuivre celui qui, connaissant l'intention d'une personne de se suicider, l'aura aidée dans son projet en lui fournissant les instruments nécessaires ou l'aura assistée dans son exécution ?

Le 16 novembre 1814, une femme Catherine Lhuillier comparaisait devant la Cour d'assises du département de la Meurthe-et-Moselle pour meurtre de son mari ; mais la part exacte de sa complicité : aide, assistance ou exécution, n'était pas exactement déterminée. Le Ministère public requit cependant la peine de mort, sous l'inculpation de « complicité d'assassinat ». Le défenseur de l'accusée demanda au contraire son acquittement, sous prétexte que, le suicide n'étant pas qualifié par la loi de crime, la complicité n'en pouvait être punissable. Catherine Lhuillier n'en fut pas moins condamnée à la peine de mort ; la Cour n'avait pas tenu compte de la considération « en

« fournissant à son mari les moyens nécessaires à sa destruction » que, dans un but d'atténuation, le jury avait exprimée. Sur pourvoi de Catherine Lhuillier, la Cour de cassation cassa cette décision dans son arrêt du 27 avril 1815 (1), décidant qu'« il ne peut y avoir participation criminelle à un fait qui lui-même n'est qualifié ni crime ni délit, et que la complicité d'un fait de suicide n'est prévue par aucune loi pénale (2) ». La jurisprudence ayant depuis toujours été conforme, on peut dire que la complicité de suicide reste aujourd'hui impunie en France.

Or, le principe juridique qui est la base de cette jurisprudence et sur lequel s'appuie notamment l'arrêt précité n'est pas toujours vrai ; car la loi punit la complicité de certains actes dont les auteurs principaux sont absous, comme, par exemple, le vol entre parents (art. 380, C. pén.). Nous ajouterons, de plus, que la participation au suicide d'autrui est socialement et moralement répréhensible et qu'on ne saurait invoquer, à cet égard, l'excuse d'irresponsabilité que l'on fait valoir pour expliquer le silence de la loi, en ce qui concerne le suicide. C'est dans la plénitude de ses facultés, de sa raison que le complice provoque l'acte, le prépare ou en fournit à sa victime les moyens d'exécution. Il en est donc pleinement responsable. Et où puise-t-il le droit enfin, si son influence s'exerce

(1) Cass., 27 avril 1815, S. 1816.1.317.

(2) Cass., 16 novembre 1827, S. 1828.1.135.

sur une personne d'esprit faible, de provoquer ainsi la mort volontaire d'autrui.

Cette nécessité de faire de la complicité de suicide un délit spécial a été reconnue, entre autres, par Carrara (1) qui propose de tenir compte dans la répression de la qualité des motifs et aussi en France par Garraud (2) qui, dans la participation au suicide d'autrui, distingue l'instigation — où le coupable peut agir dans un but criminel de vengeance ou de cupidité, comme le désir de voir hâter, par exemple, l'ouverture d'une succession, — de la simple assistance provoquée parfois par un sentiment de dévouement ou d'amitié, tel ce cas, fréquent dans l'histoire, d'une personne amie qui, fournissant à un prisonnier les moyens d'échapper par la mort à la honte d'une comparution en justice ou à une condamnation infamante encourue, le sauve ainsi du déshonneur (3).

Si, dans certains cas, la conscience et la loi morale semblent excuser une pareille action, le principe absolu de l'immunité constitue cependant un immense danger social. Qu'arriverait-il si chacun de nous se reconnaissait le droit d'apprécier l'opportunité du suicide d'autrui et de le provoquer, au besoin ? C'est là laisser à chacun une liberté trop grande.

Aussi, la répression de cette participation n'est-elle ni injuste, ni inutile ; et c'est aussi l'opinion de la majorité

(1) *Programma speciale di diritto criminale*, § 1136/37, note 1.

(2) *Traité théorique et pratique du droit pénal français*, tome IV.

(3) M. Nicolay, *op. cit.*, p. 269.

des législations étrangères qui, ainsi que nous l'avons vu, en ont fait un délit spécial. Il suffirait, en France, pour le législateur, de frapper d'une peine spéciale, sous la qualification de participation au suicide d'autrui, les moyens par lesquels un tiers a pu seconder ou provoquer cette action, en se basant sur l'énumération des cas de complicité de l'article 60 du Code pénal.

§ 2. — De l'homicide sur la demande de la victime.

Nous venons de voir que celui qui pousse une personne à se donner la mort, lui fournit le poison ou l'arme nécessaire, sachant qu'elle peut s'en servir contre elle-même, ne commet aucun délit, d'après la jurisprudence. Mais ce sont là des cas de complicité passive ; c'est le suicidé qui a joué le rôle principal et qui est le véritable auteur de sa mort ; il s'est frappé ou il a pris lui-même le poison. Mais qu'advient-il, lorsque c'est un tiers qui, sur la prière ou l'ordre d'autrui, lui a porté lui-même le coup mortel ?

Il n'y a plus là suicide, ni complicité de suicide, mais il y a homicide volontaire inexcusable. Le tiers a joué le rôle principal ; il est l'auteur immédiat de la mort de la victime. Il semblerait que la répression ait dû toujours s'imposer ; mais il n'en fut pas ainsi en France, et ce n'est qu'après de violentes controverses, qui subsistent encore, qu'elle a triomphé en jurisprudence.

Parmi les auteurs qui se prononcent en faveur de l'impunité, citons en premier lieu Enrico Ferri. D'après lui,

« l'homme est maître de sa vie, il a le droit de se détruire ; pouvant exercer ce droit lui-même, puisque le suicide n'est pas réprimé par la loi, pourquoi ne pourrait-il pas le faire exercer par un autre, surtout dans le cas où celui qui tue agit, non seulement avec le consentement de sa victime et par ses prières, mais même pour des motifs moraux et humanitaires » (1). Et pour justifier son opinion, il invoquait aussi la maxime ancienne : *Volenti et consentienti non fit injuria*.

Puis en France, ce sont MM. Chauveau et Hélie qui soutiennent une théorie spécieuse (2). D'après eux et contrairement à l'opinion qui a prévalu, à la Cour de cassation, le suicide conventionnel ne doit pas être poursuivi, car le consentement de la victime lui est une excuse suffisante. Sans effacer l'immoralité de l'agent, l'ordre de la victime, disent-ils, est une circonstance du fait qui en modifie profondément la culpabilité. Pour qu'il y ait crime, il faut d'abord dans l'esprit de l'agent, la ferme volonté de donner la mort ; il faut aussi l'intention formelle de nuire. Or, la seconde de ces conditions fait défaut dans le cas d'homicide commis sur la demande de la victime ; ce fait ne peut être réprimé comme meurtre. C'est l'application des mêmes principes qui a conduit à admettre l'impunité du coup mortel porté dans le cas de légitime défense.

Mais, malheureusement pour leur théorie, ces savants

(1) *Omicidio-suicidio (Responsabilia giuridica)*, p. 47-51.

(2) *Théorie du Code pénal*, t. III, n^{os} 1235-1245.

auteurs reconnaissent également que : « Tout ceci est, en fait, d'une très difficile appréciation : les apparences d'une obéissance passive pouvant aussi cacher quelquefois les calculs habiles, les suggestions perfides d'une intention criminelle ». En effet, s'il passait en législation que le fait de tuer avec consentement de la victime n'est pas criminel, cela deviendrait l'excuse d'un grand nombre de crimes, et, par l'espoir de l'impunité, un encouragement à les commettre. Mais nous pouvons réfuter plus complètement les arguments de nos adversaires. D'abord M. Vidal (1) fait remarquer que la maxime invoquée est relative à l'injure et ne peut être étendue au meurtre pour le justifier. Et puis, si nous nous appuyons sur les textes, nous voyons que la loi ne tient pas compte pour qualifier le meurtre des mobiles qui ont déterminé l'agent ; celui-ci est criminel dès qu'il a eu la volonté homicide, sans qu'il soit nécessaire de rechercher son but ou son intention. L'article 295 du Code pénal est formel et dispose que « l'homicide commis volontairement est qualifié meurtre », il ne cesse d'être un crime que lorsqu'il est commandé par la loi, l'autorité légitime ou en cas de légitime défense (art. 327 et 328, C. pén.). Mais c'est là une énumération limitative qui laisse place à l'application des peines de l'homicide dans tous les autres cas.

Le consentement de la victime n'est pas non plus une cause de justification (arg. art. 65, C. pén.) et, d'après

(1) *Droit criminel et science pénitentiaire*, p. 315.

Laborde (1), s'il efface la criminalité des infractions qui s'attaquent aux biens, il laisse subsister celle des infractions dirigées contre la personne ; la vie, la santé, l'intégrité du corps sont, en effet, choses indisponibles. Or, les lois qui protègent la vie des individus sont d'ordre public et aucune volonté particulière ne saurait rendre licite le fait que la loi n'a pas expressément rangé parmi les cas excusables. Les blessures faites à autrui de son consentement tombent donc, comme toute blessure, sous le coup des articles 309 et 311 du Code pénal ; car aucun texte ne les en exonère ; et attenter à la vie d'un individu, même avec son consentement, constitue un crime et doit être réprimé comme tel. Cette opinion qui est celle de la grande majorité des auteurs (2) est aussi consacrée par la Cour de cassation.

C'est d'abord un arrêt du 14 juin 1816 qui déclare formellement que « celui qui a aidé au suicide, dans l'acte « même qui a consommé le suicide, doit être puni comme « coupable de meurtre ».

Au mois de février 1827, un certain Lefloch avait été traduit devant la Cour d'assises du Finistère sous l'inculpation d'homicide prémédité, avec cette circonstance particulière qu'il avait été commis, non seulement du consentement et sur la demande de la victime, mais sur son

(1) *Cours de droit criminel*, n° 191.

(2) En ce sens : Morin, Rauter, Boitard-Blanche, Dalloz, Ortolan, Garraud, *Précis*, n° 145 ; Bertauld, p. 133 ; Lainé, p. 230 ; Thiry, *Cours*, n° 163 ; Garçon, *Code pénal annoté*, notes 237 et suiv. sous l'article 295.

ordre écrit. Le jury avait répondu : « Oui il est coupable » à la question posée, en spécifiant que le meurtre avait eu lieu *sur la demande de l'homicidé*. Les circonstances atténuantes ayant été écartées, une condamnation à mort fut prononcée, Jean-Marie Lefloch, contre lequel cet arrêt avait été rendu, se pourvut en cassation et soutint qu'en donnant la mort à un individu sur sa demande, il n'était que le complice d'un suicide, c'est-à-dire d'un fait impuni aux termes de la loi, et que la Cour avait donc fait une fausse application de l'article 302 du Code pénal. Mais, le 16 novembre 1827, la Cour de Cassation, au rapport de M. Bernard et sur les conclusions de M. l'avocat général Laplagne-Barris, rejeta le pourvoi : « Attendu, disait cet arrêt, que les « lois qui protègent la vie des hommes sont d'ordre public « et que les crimes et délits contre les personnes ne blessent « pas moins l'intérêt général de la société que la sécurité « individuelle des citoyens et qu'aucune volonté particulière ne saurait absoudre et rendre licite le fait que les lois « ont déclaré punissable, sans autres conditions ni réserves « que celles qu'elles ont expressément établies » (1).

La jurisprudence n'a pas varié depuis ; et, tout dernièrement encore, le 29 septembre 1909, le même grave et troublant problème se posait devant le jury de la Seine. Il s'agissait d'un mécanicien Baudin qui, en face d'un

(1) Cass., 16 novembre 1827, S. 28.1.135. — Cf. Merlin, *Question de droit*, au mot Suicide et *Bulletin criminel de la Cour de cassation*, t. XXXI, p. 879. — Voir dans le même sens : *Gaz. Trib.*, 11 mars 1868.

mal incurable dont souffrait sa femme, avait cédé à ses supplications en lui donnant la mort. Était-ce là un crime ou n'était-ce pas plutôt un suprême service ? M. l'avocat général Deshayes requit contre lui une condamnation ; et, si le jury rendit en faveur de Baudin un verdict d'acquiescement, ce ne fut que sur la preuve de son irresponsabilité.

Ainsi donc, aux termes de la jurisprudence, celui qui tue sur la demande de la victime doit être considéré comme un meurtrier et non comme le complice d'un suicide.

§ 3. — Du double suicide.

La thèse de la Cour de cassation reste la même dans le cas de double suicide, c'est-à-dire, quand deux personnes se donnent en même temps la mort ; plusieurs hypothèses peuvent d'ailleurs se présenter.

Tout d'abord, chacune de ces deux personnes s'est porté à elle-même le coup qui a déterminé la mort. L'une d'elles survit. En l'état actuel, on ne pourra évidemment la poursuivre ; car il ne s'agit point ici d'un homicide, mais simplement d'une tentative de suicide qui n'est pas punissable (1). Quelle injustice, selon nous, surtout si précisément c'est l'instigateur qui en réchappe ; car il peut s'être manqué volontairement. Mais deux autres cas, par contre, sont punissables ; le premier est celui dans lequel deux personnes se tuent l'une l'autre ; c'est là le

(1) En ce sens, arrêt de la Haute Cour militaire des Pays-Bas, cité par Nypels, *loc. cit.*, t. II, p. 266.

suicide réciproque, résultat d'une passion irréfléchie, dont les exemples malheureusement fréquents aujourd'hui se rencontraient déjà dans l'antiquité (1).

Esquirol cite l'exemple d'un jeune homme de Lyon, aimable et plein de talents, amoureux d'une jeune fille dont les parents lui refusaient la main ; ils se donnent alors rendez vous, s'arment de pistolets et s'embrassent pour la dernière fois ; la détente des deux pistolets est attachée à des rubans ; l'amant tient le ruban du pistolet qui doit tuer sa fiancée ; celle-ci tient le ruban de l'arme qui doit tuer son amant ; tous deux tirent à un signal donné et se tuent réciproquement. Cet exemple trop fameux a eu malheureusement des imitateurs. Mais, si l'un d'eux survit, nous estimons qu'il doit être poursuivi et puni comme coupable d'homicide.

L'autre cas analogue est celui d'un double suicide exécuté par une seule des deux personnes. Toutes deux, ont résolu de mourir ; mais une seule commet l'action, et après avoir donné le coup mortel à l'autre, dirige son arme contre elle-même ; mais survit à sa tentative. Peut-elle être punie ? La négative a été parfois soutenue par cette considération que si l'agent n'avait pas échappé à la mort qu'il avait cherché à se donner, il n'y aurait pas eu crime et qu'on ne pouvait pas faire résulter la répression d'un hasard qui lui avait sauvé la vie. Nous répondrons encore que ce hasard a fort bien pu être un acte volon-

(1) Voir entre autres exemples, celui du suicide d'Arrie et de Pectus, dans Esquirol, *Traité des maladies mentales*, p. 281.

taire et qu'en tous cas, la convention arrêtée entre deux personnes de mourir en commun ou de se donner mutuellement la mort n'enlève pas à l'homicide son caractère criminel. Nous rentrons ainsi dans l'application de la jurisprudence rappelée plus haut, qui punit l'homicide commis sur la demande de la victime.

Comme le dit très bien M. le professeur Garçon : « On « n'acquiert pas le droit de tuer une personne, parce que « l'on consent à mourir avec elle » (1).

C'est aussi ce qu'a décidé la Cour de cassation dans un arrêt célèbre.

Un sieur Copillet et sa maîtresse Julienne Blain avaient décidé de se donner la mort. Copillet tue sa maîtresse puis se manque. Des poursuites furent intentées contre lui, sous l'inculpation de meurtre volontaire. Il invoqua le consentement de sa maîtresse, et une ordonnance de non-lieu intervint, sous prétexte qu'il n'y avait que suicide et non meurtre et que si Copillet s'était tué il eût échappé à toute poursuite. Mais, sur l'ordre du Garde des Sceaux, il y eut pourvoi contre cette décision, qui fut cassée le 23 juin 1838, sur les réquisitions de M. le procureur général Dupin, ainsi conçues : « On excuse le fait dont il s'agit, on le qualifie de suicide, s'attachant à expliquer les circonstances « qui l'entourèrent pour le rendre excusable. Si une pareille « décision passait en jurisprudence, on pourrait dorénavant « procéder légalement au suicide comme jadis aux combats

(1) Garçon, *Code annoté*, art. 295.

« judiciaires..... Comment a-t-on pu nommer suicide un
 « tel fait. C'est un crime qui blesse les idées religieuses, pour
 « ceux qui en ont, et la morale, pour ceux qui y croient.
 « C'était un crime puni par les lois anciennes, qui avaient
 « sur lui de salutaires effets ; car, tel qui eût fait bon marché
 « de sa vie, s'arrêtait devant une idée de respect pour son
 « cadavre et devant la crainte de vouer son corps à l'igno-
 « minie » et, plus loin, il ajoute : « On voit tous les jours
 « celui qui a tué chercher à se donner la mort. Si, lorsqu'il
 « s'est frappé mortellement la justice reste inactive, c'est
 « qu'on ne fait pas de procès aux cadavres ; mais le fait n'en
 « reste pas moins avec la qualification qui lui appartient et,
 « s'il a survécu, la justice est saisie. Il n'y a pas là de sui-
 « cide conventionnel où chacun se détruit par un acte per-
 « sonnel ; il y a un homme qui a accepté la mission de
 « donner la mort. Parce qu'au lieu de dire *tuez-moi*, on aura
 « dit *tuons-nous*, on ne saurait changer la criminalité du
 « fait ; il n'y a de double suicide que dans le cas où chacun
 « a tiré sur soi-même et s'est donné la mort ». L'arrêt décida
 donc formellement que l'agent tombait sous le coup de la
 loi : « Attendu, disait-il dans ses motifs, que le consente-
 « ment de la victime d'une voie de fait homicide ne peut
 « légitimer cet acte ; qu'il ne peut résulter une exception à
 « ce principe de la circonstance que l'auteur du fait consenti
 « de meurtre a voulu en même temps attenter à sa propre
 « vie ; qu'en vain la décision attaquée se fonde sur ce que
 « dans ce cas, il n'aurait été atteint, s'il eût succombé, par
 « aucune disposition pénale, d'où elle infère que la culpabi-

« lité ne peut dépendre du hasard qui l'a sauvé de la mort ;
 « attendu que la criminalité de l'acte sur laquelle a statué
 « cette décision résultait, indépendamment de toute circons-
 « tance postérieure à la perpétration, du concours de volonté
 « et du fait qui en a été la conséquence ; que la mort de
 « l'inculpé n'eût eu d'autre effet, aux termes de l'article 2 du
 « Code d'instruction criminelle, que de prévenir ou d'ar-
 « rêter la poursuite de cet acte, sans le dépouiller de son
 « caractère criminel ; ... Attendu qu'il n'y a de suicide que
 « dans le sacrifice que l'on fait de sa propre vie, et que ce
 « sacrifice ne donne pas le droit de disposer de la vie d'au-
 « trui » (1).

Les principes posés par cet arrêt tendent à se confirmer chaque jour et de nombreuses condamnations attestent aujourd'hui l'état constant de notre jurisprudence (2).

La rigueur en avait fléchi un instant, les poursuites judiciaires devenaient rares, et les verdicts étaient empreints d'une excessive modération, encouragés malheureusement dans cette voie par les appréciations de la presse. Mais, en novembre 1883, nous avons vu la Cour d'Assises de Constantine appliquer de nouveau ces principes avec fermeté. Un certain Chambige, après avoir tué Madame G... sa maîtresse, qu'il avait déterminée à la mort, survécut à sa tentative de suicide. Le parquet de

(1) Cass., 23 juin 1838, S. 38.1.626, P. 38.2.17.

(2) En ce sens : Arrêt de la chambre des appels correctionnels (aff. Touzard), 5 juin 1851, Crim. rej., 17 juillet 1851, *Bull. crim.*, n° 287. Cass. (aff. Denain), 21 août 1851, S. 52.1.286, D. 51.5.237.

Constantine poursuivit et le ministère public développa éloquemment la thèse de l'accusation, qu'il fit triompher devant le jury.

Une condamnation en 7 années de travaux forcés fut prononcée contre Chambige. Et la preuve de la ferme intention d'une répression sévère résulte de ce fait, rapporté par M. Tarde (1), que le chef du jury après le prononcé de la condamnation alla rendre visite à M. G... père de la victime, afin de lui exprimer l'indignation de ses collègues contre l'indulgence de la Cour.

La sévérité de la répression nous paraît particulièrement nécessaire à notre époque, où les exemples de doubles suicides sont si fréquents, surtout chez les amants qui agissent avec une insouciance surprenante. Où en arriverions-nous, si la justice excusait le suicide conventionnel, et combien d'assassins échapperaient à la légitime réparation de leur crime, s'il leur suffisait de soutenir qu'en frappant leur victime ils n'ont fait que se soumettre à sa volonté, et qu'eux-mêmes ont cherché ensuite la mort ?

Il faut que les jurés sachent bien que, dans ces affaires, ils ont en face d'eux des assassins véritables, ayant obéi aux plus mauvaises passions et non pas, comme les coupables s'efforcent de le persuader, des victimes de l'amour et de la vie dont le front est digne de l'auréole du martyr.... Au point de vue social, il faut le reconnaître, le suicide

(1) *Archives d'anthropologie criminelle et des sciences pénales*, année 1889 (aff. Chambige).

conventionnel est plus redoutable que le plus affreux des crimes (1).

En effet, dans le cas de double suicide, à côté de ceux qui s'étant manqués n'ont qu'un but celui de recommencer, il en est qui ne songent plus à renouveler leur tentative. Tel est le cas rapporté par Proal (2) d'une jeune femme mariée, de 25 ans, qui s'était éprise d'un peintre, d'un an plus âgé, et avec lequel elle voulut mourir. Nous empruntons les propres paroles de la victime : « Il devait faire
« feu sur moi et se tuer ensuite. Pendant mon sommeil, il
« m'a tiré un coup de pistolet à la tempe, j'ai senti que j'étais
« blessée et me suis évanouie. Je me suis ensuite réveillée
« couverte de sang, et j'ai aperçu mon amant étendu mort
« sur le lit. Je regrette bien d'avoir été manquée. » Quelques jours après, ayant repris son empire sur elle-même et délivrée de l'influence de son amant, la même jeune femme disait : « Ah ! si c'était à recommencer, s'il me
« suppliait de mourir avec lui, je lui dirais : Si tu veux te
« tuer, va te tuer, mais moi je n'ai pas envie d'en faire
« autant. »

Quelle pernicieuse influence, mélange de jalousie et d'égoïsme, l'auteur principal de ce double suicide avait-t-il dû exercer sur sa victime pour l'entraîner ainsi à la mort !
« Résolu à en finir avec la vie, il me vient l'idée folle de ne
« pas partir seul. Je me sens comme poussé vers le crime »,

(1) Bourgarel, *Le suicide*, Discours solennel de rentrée de la Cour d'appel d'Aix, le 16 octobre 1891.

(2) *Crime et suicide passionnels*, p. 284 et s.

disait un autre désespéré de même sorte (1). Eloignons donc de notre cœur tout sentiment d'indulgence en faveur de ceux qui se rendent coupables de semblables actions.

Nous avons ainsi établi la nécessité de la répression de la complicité de suicide, sous ses différentes formes. La jurisprudence qui, pour arriver à ce résultat, la fait rentrer dans la conception de l'assassinat est, dira-t-on, susceptible de nous satisfaire. Oui, jusqu'à un certain point : mais, retournant l'argument, nous constaterons qu'il est regrettable de recourir ici, à une fiction ; car le principe « pas de complicité répressible sans punition du crime principal » n'en reste pas moins dominant dans notre législation.

La thèse de la Cour de cassation appliquée intégralement mène encore à une autre contradiction. Supposons, par exemple, qu'un individu qui a donné l'ordre à un autre de le frapper échappe à la mort ; il ne pourra être poursuivi comme complice de tentative de meurtre ; car, ce serait le punir comme complice d'une action qu'il pouvait commettre lui-même sans encourir aucune peine. Mais il n'en sera pas de même pour celui qui aura porté le coup ; il sera poursuivi, d'après l'application des principes de la tentative n'ayant manqué son effet que par une circonstance indépendante de la volonté de son auteur (Art. 2, C. pén.). Le complice sera donc puni dans ce cas, tandis que l'auteur principal, l'instigateur échappera à toute répression.

(1) Proal, *loc. cit.*

Comme autre conséquence, il serait injuste d'assimiler l'homme qui tue un ami, pour lui éviter des souffrances cruelles, au malfaiteur vulgaire qui tue par passion, et de voir enfin traiter comme meurtrier celui qui aura tué une personne, sur sa demande expresse ; tandis que l'on absoudrait celui qui aura simplement conseillé la mort ou fourni à autrui les moyens de se détruire. C'est aussi ce dont se plaint M. Garçon (1), qui fait remarquer avec raison que cette opinion commandée par la loi est d'autant moins satisfaisante, qu'entre l'acte d'exécution punissable comme homicide de droit commun et l'aide prêtée au suicide, qui est impunie, l'on ne peut tracer de limite fixe.

Si nous envisageons maintenant la peine appliquée, qui est celle de l'assassinat, elle ne nous satisfait pas non plus ; car elle apparaît comme trop sévère. Le juge n'a pas, en réalité, le pouvoir de prononcer une peine suffisamment modérée. Il s'agit, en effet, d'un meurtre, passible des travaux forcés à perpétuité. Supposons que l'accusé ait été déclaré coupable par le jury avec circonstances atténuantes et que la Cour lui accorde largement son indulgence, pour une des raisons que nous avons signalées ; la moindre peine qui pourra être prononcée sera encore de cinq à dix ans de réclusion. « Est-ce là une peine proportionnée au fait ? » Non, répond en Belgique M. Hans ; elle est trop sévère, « mais la clémence royale commuera la peine que la justice « ne peut abaisser au-dessous des limites légales » (2).

(1) *Code pénal annoté*, note 237 et s., sous l'article 295.

(2) *Législation criminelle de la Belgique*, t. III, p. 241.

Une loi pénale qui doit ainsi se référer au droit de grâce prouve, par cela même, sa défectuosité et conduit à ce qui se passe en France, où souvent, reculant devant la sévérité de la répression, le jury acquitte ; l'institution de peines proportionnées serait évidemment préférable. Et cette opinion est aussi partagée par MM. Chauveau et Hélie, qui, nous l'avons vu, combattaient dans la répression de la complicité de suicide, l'assimilation à l'assassinat de l'homicide avec consentement de la victime.

« En réalité, écrivaient-ils, la loi n'a pas prévu l'homicide commis sur l'ordre de la victime. Faut-il induire de ce silence une assimilation d'un homicide de ce genre avec l'assassinat ? Nous ne le croyons pas, car il manque à cette action la condition essentielle du crime : l'intention de nuire. »

Et cependant, ces éminents auteurs croyaient à la nécessité de la répression, puisqu'ils concluaient comme nous :

« Cet acte est-il punissable ? Nous pensons qu'il doit l'être... Mais cet homicide doit former un délit distinct et séparé ; soit dans l'intérêt de la justice morale, qui veut une juste distribution des châtimens ; soit dans l'intérêt de la répression elle-même, qui trahit les commandemens de la loi lorsque la peine cesse d'être en rapport avec la gravité du crime... C'est donc une lacune à combler dans notre législation pénale » (1).

M. Vidal professe la même opinion (2). Si l'impunité

(1) *Op. cit.*, t. III, n° 1245.

(2) *Droit criminel et science pénitentiaire*, p. 320.

est dangereuse pour l'effet exemplaire de la loi, dit-il, l'assimilation avec le meurtre et l'assassinat est excessive. La vérité est entre les deux : l'homicide avec le consentement de la victime doit être un délit spécial, puni d'une peine différente de celle de meurtre (1).

Ne serait-il pas plus simple de rétablir les pénalités anciennes contre le suicide et sa tentative ; puis, à l'instar des législations étrangères, de réprimer la complicité, avec des atténuations, si l'on veut, dans le cas d'irresponsabilité prouvée du suicidé, et des aggravations mesurées au rôle actif ou passif, direct ou indirect du complice et aux mobiles qui l'auront déterminé ?

(1) V. dans le même sens : Sighele, *Le crime à deux* (Paris, 1893), et Tarde, *Etudes pénales et sociales*, p. 435.

QUATRIÈME PARTIE

LÉGISLATION

CHAPITRE PREMIER

DE L'ÉTABLISSEMENT DE LA RESPONSABILITÉ DU SUICIDÉ ET DE LA PREUVE DU SUICIDE.

Avant d'aborder directement l'étude des mesures préventives ou répressives à édicter contre le suicide, il importe de répondre à deux objections importantes que les partisans de l'impunité ne manquent pas de soulever ; d'abord, la difficulté de distinguer au point de vue de la culpabilité, entre les suicides réfléchis et ceux qui auront été exécutés sous l'influence déterminante d'une maladie mentale ; et ensuite, au point de vue du fait lui-même, le danger de confondre le crime ou l'accident avec le suicide. Pour répondre à ces deux objections, il faudra faire de larges emprunts à la médecine légale ; ce fait n'a d'ailleurs rien d'anormal, car les rapports sont de plus en plus étroits entre la médecine et le droit. Pas d'affaire criminelle où n'intervienne aujourd'hui un médecin, sou-

vent même un aliéniste, pas un homicide qui ne nécessite une expertise médico-légale.

§ 1. — Le suicide est-il un acte de folie ou un acte volontaire ?

L'amour de la vie et l'instinct qui nous rattache à l'existence sont si naturels à l'homme que certains auteurs prétendent que le suicide est toujours le résultat d'une perturbation de l'intelligence, dont l'étude ne peut ressortir que de la médecine mentale. « L'homme n'attente à ses jours que lorsqu'il est dans le délire et les suicidés sont « des aliénés » nous dit Esquirol (1) ; la tentative de suicide elle-même est une preuve de folie et un motif suffisant de séquestration. Cette opinion partagée par Georget, Falret, Bourdin, a son complément dans les exagérations des doctrines déterministes, qui voient dans tous les criminels des aliénés et des irresponsables. Les partisans de cette théorie, en Allemagne Schopenhauer, en Italie : Ferri, Garofalo, et surtout Lombroso, soutiennent que tel homme naît « *Suicidé* » comme il naît criminel, et se montrent en conséquence opposés à toute répression. Mais certains philosophes, médecins, ou criminalistes, Etoc Demazy, Dürkheim, Brierre de Boismont, le docteur Lisle entre autres, s'élèvent avec force contre ces théories et considèrent, à juste titre, les suicidés comme normalement responsables de leurs actes (2).

(1) *Suicide et Folie suicide*.

(2) Voir aussi l'opinion du Dr Paul Dubuisson, médecin de l'asile

La vérité est, selon nous, que le suicide n'est pas toujours un acte de folie ; et la preuve nous la trouvons d'abord dans l'histoire de ceux qui depuis l'antiquité se sont volontairement exposés à la mort par héroïsme. Ce sont les exemples fameux de Brutus, de Caton, d'Aristodème, de Régulus, et aussi du commandant Beaurepaire, préférant la mort à la honte d'une capitulation. Ces sacrifices n'avaient-ils donc pas leur source dans la vertu et le courage ?

Le Dr Lisle, combattant l'assimilation du fou au suicidé, fait encore remarquer que les médecins aliénistes, Esquirol et Falret, n'ont fait porter leurs observations que dans les hospices d'aliénés sur des malheureux confiés à leurs soins. C'est à tort ensuite qu'ils ont cru devoir conclure à l'irresponsabilité de tous les suicidés : « Il ne suffit pas
« dans une question aussi grave de dire que la folie existe,
« il faut la prouver, et cette preuve nous l'avons vaine-
« ment cherchée dans le travail d'Esquirol. Nous y avons
« trouvé un grand nombre d'observations qui tentent tou-
« tes à prouver ce que personne n'a jamais nié, que les
« aliénés se tuent fréquemment. Malheureusement leur
« auteur ne s'est pas arrêté là et généralisant, il est arrivé
« forcément à des conclusions erronées » (1).

Enfin, la folie et le suicide n'obéissent pas aux mêmes

Sainte-Anne. *Archives d'anthropologie criminelle et des sciences pénales*, année 1888, et du Dr Viallon, *Annales médico-psychologiques*, année 1901.

(1) Le Dr Lisle, *op. cit.*, p. 148.

lois, nous dit Dürkheim. Tandis que la proportion des suicides est cinq fois plus considérable chez les hommes que chez les femmes, les femmes sont au contraire davantage sujettes à la folie. Par rapport aux différents cultes, ce sont les Juifs parmi lesquels la folie fait le plus de victimes et ce sont les moins enclins au suicide. Nous avons vu que le nombre des morts volontaires va en augmentant depuis l'enfance jusqu'à la vieillesse ; c'est à l'époque de la pleine vigueur, au milieu de la vie, que la folie est le plus fréquente ; elle diminue ensuite et devient très rare pendant la vieillesse (1). Si l'on compare enfin le nombre des suicides et celui des cas de folie dans les différents pays, on ne trouve aucun rapport entre les variations de ces deux phénomènes ; et ce sont les pays qui comptent le plus de suicides qui ont le moins de fous. En Saxe par exemple, on trouve un cas de folie seulement pour quatre suicides ; la même observation a été faite par le D^r Leroy (2).

Le suicide n'est pas davantage une maladie, malgré les symptômes que quelques médecins se sont efforcés de dégager sous le nom de mélancolie suicide, maladie qu'ils sont d'ailleurs dans l'impossibilité de localiser : c'est ainsi que Voisin l'attribue à des lésions de l'encéphale, Gall à un épaissement du cerveau, Howe à une dilatation des vaisseaux de la dure-mère, Desgenettes, Fourcroy à des

(1) Koch, *Zur Statistik der Geisteskrankheiten*, Stuttgart, 1878, p. 139-146.

(2) *Op. cit.*, p. 238.

lésions viscérales (cœur, foie, vésicule biliaire) (1). Quel traitement physiologique oserait-on appliquer en présence de ces contradictions ? Non, la part d'influence interne, est extrêmement restreinte, et nous en avons encore la preuve dans la régularité avec laquelle le suicide obéit à certaines lois, celle des crises économiques ou financières, par exemple. Ceux qui se suicident dans ces cas et dans des cas analogues le font consciemment. Ce n'est plus une impulsion malade de leur être qui les y pousse, mais un raisonnement suivi sous des influences venues de dehors, et auxquelles ils pourraient d'ailleurs résister.

Nous concluons donc que le suicide n'est pas toujours un symptôme de folie et que, s'il y a des suicides d'aliénés, on ne saurait voir un fou dans tout suicidé. Mais comment distinguer le suicide réfléchi du suicidé conséquence d'un trouble cérébral. En dehors des conclusions d'un médecin aliéniste, dont nous aurons à étudier le rôle, la simple observation des conditions qui ont entouré le suicide pourra déjà nous renseigner.

Ce sont d'abord les écrits laissés par les suicidés, qui prouvent que l'on peut se donner la mort avec toutes les apparences de la raison et sans le moindre désordre physique.

Brierre de Boismont, sur 4.595 cas de suicides, qui ont fait l'objet de ses observations, a trouvé 1.328 écrits laissés par leurs auteurs.

(1) Dr Cazauvieilh, *Du suicide, de l'aliénation mentale et des crimes contre les personnes*.

Or, si l'on étudie attentivement ces écrits, on constate d'abord qu'ils sont presque tous tracés d'une main ferme, que quelques-uns sont fort longs et ne contiennent aucune rature ; quant aux sentiments qu'ils renferment, ils prouvent encore la pleine possession d'esprit des suicidés. Ce sont des conseils à leurs proches, c'est l'organisation minutieuse de leurs funérailles, ce sont aussi des dispositions testamentaires favorisant certains parents au détriment de ceux dont ils auraient à se plaindre. La menace de la caducité de leurs dispositions suspendue sur les suicidés pourrait donc en retenir quelques-uns. En tous cas, l'examen de ces notes ou écrits est la meilleure réfutation de l'opinion de ceux qui ont prétendu qu'à ce moment suprême, un vrai délire ou un désordre intellectuel quelconque se manifeste nécessairement chez le suicidé.

La preuve de la responsabilité peut aussi résulter du mode de perpétration du suicide et aussi des raffinements de soins que prennent souvent les suicidés pour arriver à leurs fins. Pinel et Esquirol, au cours de leurs écrits, l'ont constaté souvent (1). Et d'après Marc, le moyen choisi pour quitter la vie contribue à éclairer l'opinion sur l'état d'esprit du suicidé. Plus ce mode est insolite, douloureux, cruel, plus il est permis de conclure à un dérangement des facultés intellectuelles (2).

De plus si les maniaques, les délirants, en un mot les

(1) Falret, *op. cit.*, p. 127 s.

(2) Marc, *De la folie considérée dans ses rapports avec les questions médico-judiciaires*.

irresponsables, s'emparent pour exécuter leur funeste dessein de tout ce qui se trouve à leur portée, il n'en est pas de même de ceux qui se tuent en possession de leur raison ; ceux-ci hésitent sur le choix du moyen et de l'instrument, ou se déterminent pour celui qui s'accorde le mieux avec leurs habitudes ou leur genre de vie ; les militaires par exemple recourent, de préférence, aux armes à feu.

De tous ces faits nous pouvons conclure que la responsabilité du sujet n'est pas impossible à prouver. Jamais les enquêtes de police n'ont été aussi étendues et, avec le secours de la médecine, aussi complètes que de nos jours et les moindres statistiques distinguent aujourd'hui les suicides selon leurs causes et leurs mobiles : misères et revers de fortune, chagrins de famille, amour contrarié, jalousie, débauche, ivrognerie habituelle, désir de se soustraire à des poursuites judiciaires, maladies cérébrales, contraintes diverses, etc. (1).

Le Dr Corre, pour mille suicides, en rattache 320 à l'aliénation mentale ; et Brierre de Boismont nous dit de même que presque un tiers des suicides par lui constatés serait dû à la folie. C'est là, à notre avis, une proportion un peu forte, qui tient à ce que cet auteur a compris dans les maladies mentales les suicides par mélancolie ou neurasthénie. Or, la neurasthénie, simple irritabilité nerveuse, comporte plusieurs degrés et ne conduit pas fatale-

(1) Cf. notamment. Compte général de l'administration de la justice criminelle,

ment au suicide ; elle ne doit donc pas lui servir d'excuse.

« On ne se tue pas par neurasthénie, nous dit le professeur Debove. La neurasthénie est le masque, elle n'est « pas la cause du suicide » (1).

Avec le D^r Socquet (2), fixer au quart du nombre des suicides la proportion des irresponsables, nous semble déjà être très large. En effet, si nous en croyons certaines constatations dignes de foi (3), les suicides attribués à l'aliénation mentale, qui formaient il y a vingt ans le tiers du total des morts violentes (31 o/o), n'y entrent plus que pour un sixième environ (17 o/o). Sur 133 cas de suicide recueillis par M. Prévost, de Genève, il n'y aurait eu, selon lui, que 24 cas d'aliénation mentale. Enfin, M. Denis (4), qui a examiné de très près la question du suicide en Belgique, au cours de ces trente dernières années, recherchant le nombre des suicides par aliénation, en trouve 115 sur 2.378 qu'il a observés ; si l'on ajoute les 424 suicides qu'il relève comme provenant de causes inconnues, on arrive à peu près à la même proportion du quart.

On ne peut donc pas dire que le suicide soit en général le résultat de la folie ; il n'est pas non plus, comme on l'a parfois soutenu, le résultat du climat ou de l'hérédité, ce qui le rendrait partiellement involontaire et inconscient.

La théorie qui fait dépendre le suicide de l'influence du

(1) Journal *L'Eclair*, 31 mai 1908.

(2) *Etude statistique sur le suicide en France*, Annales médico-psychologiques, années 1889 et 1890.

(3) *Revue scientifique*, 11 octobre 1902.

(4) *Op. cit.*, p. 24.

climat a été surtout soutenue par Morselli. Nous ne l'admettons pas, et Dürkheim l'a aussi fort bien réfutée. Ne voit-on pas, en effet, sous les mêmes climats, varier les caractères et les mœurs des hommes, avec les opinions, l'éducation, les formes de gouvernement, et devenir, avec le temps, l'opposé de ce qu'ils étaient quelques siècles ou quelques années auparavant ? En ce qui concerne le nombre des suicides, ne voyons-nous pas l'Italie, qui en compte aujourd'hui relativement peu, tandis qu'au temps de l'Empire romain, elle les comptait par milliers ; il en est de même de l'Angleterre, où le suicide a toujours diminué de fréquence au cours des siècles ; et cependant le climat n'a pas changé dans ces deux pays.

En ce qui concerne l'hérédité, nous ne nions pas qu'elle ait une certaine influence ; mais elle ne s'exerce pas d'une façon aussi générale ni aussi déterminante que l'ont prétendu certains aliénistes ou littérateurs (1).

Nous avons déjà vu que plusieurs suicides constatés dans une même famille, s'expliquent bien mieux par un phénomène de contagion que par l'hérédité, et le Dr Lisle dans le développement d'une opinion fort intéressante est encore venu à notre aide. Pour lui, le suicide ne serait héréditaire qu'en cas de folie.

« Ce n'est pas le penchant au suicide, dit-il, qui est héréditaire, mais plutôt la folie dont celui-ci est le symptôme. Tout le monde s'accorde à reconnaître que, de

(1) P. Bourget lui-même est tombé dans cette erreur, V. *Cosmopolis*, 1892, Edition Lemerre, p. 393.

« toutes les maladies, l'aliénation mentale est peut-être
« celle qui se transmet le plus fréquemment comme un
« triste héritage et se perpétue ainsi de génération en gé-
« nération dans les mêmes familles. Mais comprendrait-
« on qu'un acte purement accidentel comme le suicide,
« accompli sous l'empire d'une passion violente ou d'un
« malheur tout à fait imprévu, puisse devenir héréditaire ?
« Tous les individus dont le suicide est représenté par les
« auteurs comme dépendant de l'hérédité, étaient certai-
« nement aliénés (1). »

Nous pouvons donc réprimer le suicide, sans craindre de rendre des enfants responsables des fautes ou du moins de l'hérédité de leurs parents ; et, ayant déterminé le nombre des suicides réellement volontaires, il est permis de les punir ; sauf à réserver les cas d'excuse résultant de la folie, lesquels sont d'ailleurs, comme nous venons de le voir, peu nombreux.

§ 2. — Preuve du suicide.

Aux termes de l'article 81 du Code civil, quand un individu meurt d'une mort violente ou soupçonnée telle, un officier de police, assisté d'un docteur en médecine ou en chirurgie, constate l'état du cadavre ; et l'article 44 du Code d'instruction criminelle a confirmé cette disposition en statuant que, lorsqu'il s'agit d'une mort violente ou dont la cause est inconnue et suspecte, le procureur du

(1) E. Lisle, *op. cit.*, p. 196.

roi se fera assister d'un ou deux officiers de santé, qui feront leur rapport sur les causes de la mort et sur l'état du cadavre. Tous les officiers de police judiciaire ont, en cette matière, les mêmes attributions que le procureur.

Les constatations exigées par ces deux textes conduisent tout naturellement à distinguer, dans les cas qui nous occupent, le suicide de la mort accidentelle ou du crime.

La fréquence des suicides s'élevant, comme nous l'avons vu, pour le seul département de la Seine à près de deux mille, par année, a fourni aux médecins légistes l'occasion d'établir des règles pour chaque genre de mort et de préciser les signes probants du suicide.

Notre intention n'est pas de parcourir ce vaste champ ; mais, en citant les principaux moyens de diagnostic, de répondre à une objection qui pourrait nous être faite : celle de ne pouvoir réprimer le suicide, puisque nous ne pourrions en établir la preuve. Nous montrerons, au contraire, comment dans presque tous les cas, on arrive à la connaissance de la vérité.

Et d'abord, il est intéressant de déterminer les modes de suicide le plus souvent employés. Le Dr-Socquet (1), dans son étude de statistique très approfondie sur le suicide, nous apprend que le degré de fréquence des suicides s'établit dans l'ordre suivant :

(1) *Loc. cit.*, *Annales médico-psychologiques*, années 1889 et 1890.

39 o/o	des suicides	ont lieu	par pendaison ;
26 o/o	—	—	submersion ;
13 o/o	—	—	arme à feu ;
9 o/o	—	—	asphyxie ;
4 o/o	—	—	la chute d'un lieu élevé ;
2 o/o	—	—	le poison ;
2 o/o	—	—	un instrument aigu ou tranchant ;
5 o/o	—	—	des moyens divers.

Voyons maintenant sur quelles bases les experts peuvent fonder leur opinion, pour affirmer l'existence d'un suicide, dans ces différents modes.

Les suicidés ont d'abord pour la pendaison une préférence qui augmente tous les jours ; c'est ainsi qu'en France, en 1906, sur 9.232 suicides nous en trouvons 3.645 cas. Aussi, la découverte du cadavre d'un pendu entraîne-t-elle, dès l'abord, une forte présomption de suicide. Mais il faudra se garder cependant de conclure aussi rapidement ; car, l'on peut être en présence d'un crime, dont l'auteur aurait pendu sa victime, pour simuler un suicide, après lui avoir ôté la vie l'étouffant ou en l'étranglant, par exemple.

On est arrivé en médecine à déterminer si la pendaison avait eu lieu sur une personne en vie ou sur un cadavre, ce qui est concluant. En juin 1828, en effet, Amussat constata chez un pendu une section des tuniques internes de la carotide aussi nette que celle qui résulterait d'une

opération chirurgicale. Devergie, quelque temps après, reconnut aussi cette lésion qu'il présenta comme un signe de la vie de l'individu au moment de la pendaison. Après quelques critiques et une campagne entreprise en Allemagne, vers 1850, en sa faveur, cette opinion est aujourd'hui admise (1). Mais il est encore un autre élément d'appréciation. On sait que, dans presque tous les cas de pendaison criminelle, les meurtriers commencent par étouffer ou étrangler leur victime ; or, Tardieu établit très nettement le diagnostic de ces genres de mort, par rapport à la pendaison.

La strangulation opérée par les mains exclut naturellement toute pensée de suicide ; mais celle faite à l'aide d'un lien peut, au contraire, être le résultat soit d'un suicide, soit d'un crime.

La trace d'un sillon circulaire, à la partie inférieure du cou et un lien très serré sont des indices d'assassinat ; la preuve du crime peut aussi résider dans des lésions ou des traces de coups, surtout sur la tête, comme cela se produit fréquemment, le meurtrier cherchant à étourdir sa victime avant de l'étrangler. Dans le cas de tours multipliés du lien ayant servi à la strangulation, ou de l'emploi d'un tourniquet pour tendre le lien, ainsi qu'on le constata à la mort du général Pichegru, il y a au contraire présomption de suicide, en raison de la complication que ces faits apporteraient à des manœuvres criminelles.

(1) Dr Henri Coutagne, De la mort par pendaison, *Archives de l'anthropologie criminelle et des sciences pénales*, année 1886.

L'autopsie et l'examen des organes internes du cadavre constituera encore un élément de conviction. Ainsi, Tardieu (1), après avoir multiplié les observations, conclut que jamais, dans la mort par pendaison, on ne trouve, soit dans les poumons, soit sous les enveloppes du cœur et du crâne, ces ecchymoses sous-pleurales, ces épanchements circonscrits, que lui ont offert sans exception tous les genres de suffocation. Ajoutons que, dans ce cas, la peau du visage, du cou et de la partie supérieure de la poitrine présente une teinte violacée uniforme ; tandis que dans le cas de pendaison, le sang, qui reste fluide, vient suivant la pesanteur former aux jambes et aux pieds des lividités très accentuées, qui ne se rencontrent pas lorsque la pendaison est postérieure à la mort. Dans ces mêmes cas, les plus petits faits mettent parfois l'expert sur la voie de la vérité, en dehors de toute observation médicale, comme ce fait d'un individu qui fut trouvé pendu, les pieds à vingt-cinq centimètres du sol, sans chaise ni tabouret près de lui, et ce cas si curieux d'homicide par strangulation, où l'assassin, dans le but de simuler le suicide, avait placé le bout du lien dans la main gauche de la victime, que l'instruction a démontré être manifestement droitier.

Si nous envisageons la mort par submersion, Tardieu dans son étude (2) nous montre aussi que l'on peut recon-

(1) *Etude médico-légale sur la pendaison, la strangulation et la suffocation.*

(2) *Op. cit.*, p. 292.

naître si un noyé était ou n'était plus en vie au moment de sa chute dans l'eau, d'après le degré de congestion et d'engouement sanguin de ses organes, observation qui peut être corroborée par la quantité de liquide contenue dans l'estomac et dans les voies respiratoires, preuve que l'individu fut submergé vivant. Des traces de violence étrangères à la submersion, la découverte d'une blessure, de liens aux pieds ou aux mains seront encore de précieux indices.

Si nous étudions maintenant les suicides par armes à feu, nous voyons que, pour cent suicides, on compte environ 80 blessures à la tête, pour 20 seulement, au cœur ou à l'abdomen ; le siège de la blessure, la direction du coup permettra donc, le plus souvent, un diagnostic certain. La médecine légale, en cas de doute, peut aussi tirer d'utiles renseignements de la brûlure des vêtements et des altérations de la peau, car les assassins tirent presque toujours à quelques distances et les suicidés à bout portant (1). Suivant le D^r Smith, on doit admettre le suicide quand le canon de pistolet a été introduit dans la bouche, et Taylor signale, comme une forte présomption en faveur du suicide, les traces de poudre sur la main qui a tenu l'arme, ou la présence même de cette arme maintenue serrée dans la main du cadavre. On ne peut parfois la retirer, dit-il, qu'en sciant les doigts et « c'est là un effet qu'il serait impossible à un tiers de produire après la mort » (2).

(1) Brierre de Boismont, *op. cit.*

(2) *Principles and Practice of Medical Jurisprudence*, Londres, 1865, p. 407.

Si l'arme à feu est l'instrument privilégié des suicides bourgeois, nous trouvons dans les classes pauvres de nombreux exemples de suicides commis à l'aide d'instruments tranchants. C'est la gorge qui est, en général, le siège de ces blessures ; dans le cas d'assassinat, le coup est porté ordinairement de droite à gauche et de bas en haut ; dans le cas de suicide, plutôt de gauche à droite et de haut en bas. Une plaie ne présentant pas une section nette, mais au contraire des bords irréguliers, est encore une preuve de suicide. Beaucoup aussi se frappent au cœur, plus rarement à l'abdomen ; et les formes de la blessure et la direction de l'arme peuvent alors servir de diagnostic.

Le suicide par précipitation d'un lieu élevé, qui constitue le vingtième environ du nombre total des suicides, donne lieu à des lésions qui se présentent dans l'ordre suivant : lésions et fractures à la tête ; puis, lésions de la colonne vertébrale ; enfin, fracture des membres inférieurs. L'absence d'ecchymose au siège de ces fractures prouverait que le corps était déjà privé de vie lorsqu'il fut précipité, comme d'autres ecchymoses sur le corps ou les bras seraient l'indice d'une lutte entre la victime et ses assassins.

L'asphyxie par le charbon est-elle volontaire ou accidentelle, voilà ce qu'il faudra aussi établir ; cependant les préparatifs extérieurs : précautions prises pour boucher les interstices des portes ou fenêtres ; le fourneau plus ou moins rempli et sa place au milieu de la pièce ; la position

du cadavre, pourront en être un sûr indice. L'homicide par asphyxie est d'ailleurs d'une application quasi impossible. La présomption du suicide résultera aussi de tentatives de suicides faites par la même personne antérieurement et par des moyens plus ou moins semblables (anesthésiques destinés à rendre la mort moins douloureuse ou poisons trouvés près du cadavre). Le suicide par asphyxie augmente, chaque jour, de fréquence. De 1836 à 1840, on comptait en France, par an, 180 suicides par les vapeurs de charbon ; de 1856 à 1860, on en comptait 322 ; de 1876 à 1880, 463 ; en 1891, 848 (1) ; et en 1906, année sur laquelle porte la dernière statistique publiée, il y en eut 1.272.

La proportion des suicides par le poison est beaucoup plus faible, quoique l'on constate une légère augmentation depuis une vingtaine d'années. Leur nombre moyen annuel était : de 1880 à 1885, de 125 ; de 1885 à 1890, de 132 ; de 1890 à 1895, de 140 ; de 1895 à 1900, de 150 ; enfin, de 265 en 1906 ; au contraire, le nombre des empoisonnements criminels va toujours en diminuant et a baissé de plus de moitié dans le même espace de temps. La toxicologie reste cependant la partie la plus longue et la plus compliquée de la médecine légale, et l'expertise médico-judiciaire dans le cas d'empoisonnement devra être double et comportera l'assistance d'un médecin et d'un chimiste. Le suicide et l'homicide se signalent prati-

(1) Brouardel, *Les asphyxies*, p. 17.

quement par l'emploi de poisons différents, et c'est là un nouvel élément de diagnostic. C'est ainsi que les suicidés ont, presque toujours, recours au laudanum, à l'opium ou à ses composés ; tandis que les substances adoptées par les criminels sont le sulfate de cuivre, l'acide sulfurique, le phosphore et surtout l'arsenic.

Tous les faits que nous venons d'étudier seront de la compétence du médecin : mais il sera aidé puissamment par les constatations du juge d'instruction, qui examinera le milieu dans lequel fut trouvé le cadavre. Si l'on ne constate aucune trace de lutte, si les taches de sang sont localisées, si les vêtements sont en ordre, écartés seulement par exemple au niveau de la blessure, on est manifestement en présence d'un suicide ; si, au contraire, on trouve des traces de pas, des empreintes sanglantes de main, autres que celle de la victime, des vêtements déchirés ou coupés, enfin si l'on ne trouve pas l'instrument qui a donné la mort, il y a certainement crime.

Dans d'autres cas enfin, la lumière sera faite par des témoins qui auront pu voir la personne quelques heures auparavant et assister au suicide, ou encore par les écrits que laissent souvent après eux ceux qui se donnent volontairement la mort. Nous avons même trouvé l'exemple d'une femme qui avait tout mis en œuvre pour faire croire à un crime, et pour laquelle la preuve du suicide est résultée indirectement d'un billet trouvé sur elle. Cet écrit constatait qu'avant de mourir, elle avait prié pour ses enfants. Elle voulait ainsi se laver vis-à-vis d'eux de la

honte de son suicide, qui apparut dès lors certain (1).

On voit que les magistrats instructeurs disposent d'un grand nombre d'éléments d'appréciation, et que les cas où il sera impossible de se former une conviction seront très rares. En cas de doute, l'hypothèse du suicide devra être écartée.

§ 3. — Exemples tirés de la Jurisprudence.

Nous venons de voir que, dans la plupart des cas, le suicide est un acte volontaire et conscient et que l'on pourra le distinguer du crime ou de l'accident. Cette indication se trouve accessoirement vérifiée, dans un certain nombre d'espèces, par la jurisprudence. Tout d'abord, en matière de donations entre vifs et de testaments, de nombreux arrêts, après s'être demandé si le suicide n'est pas par lui-même une preuve de dérangement des facultés intellectuelles entraînant la caducité de la disposition faite, au moment de sa mort, par le suicidé, se prononcent très nettement pour la négative (2).

Il en fut ainsi, notamment, dans l'affaire de la demoiselle Lhérault, qui s'était donné la mort le 20 janvier 1867.

(1) Exemple rapporté dans Leniez, *Etude médico-légale des lésions du cou, au point de vue du diagnostic différentiel entre l'homicide et le suicide*, p. 23.

(2) Arrêt de la Cour royale de Caen du 3 février 1826, *Jurisprudence de la Cour de cassation*, t. 29-II, p. 265 ; Jugement du Trib. de Marseille du 25 avril 1825 confirmé par arrêt de la Cour royale d'Aix du 29 août 1825 et par arrêt de la Cour de Cassation, 11 novembre 1829, *J. des audiences de la C. de cass.*, année 1829, p. 383.

Elle laissait un testament olographe écrit quelques instants auparavant qui fut attaqué par ses proches, qu'elle déshéritait en partie ; le Tribunal en prononça la validité. « ... Attendu, disait le jugement, que si l'on recherche les « circonstances qui ont précédé ou accompagné le suicide « de la demoiselle Lhérault, on la voit le préparer et l'accomplir avec une énergie tranquille et un sang-froid bien « remarquables... qui ne permettent pas de douter qu'elle « ait agi avec une volonté complètement libre ; qu'on est « conduit à la même conclusion par l'examen du testament dont l'écriture est ferme et le style clair et précis (1). »

Ces attendus nous intéressent, d'abord, par la preuve de la pleine responsabilité de la demoiselle Lhérault au moment de son suicide et aussi par les dispositions qu'elle avait prises dans son testament. Et nous pouvons nous demander quelle n'eût pas été sur l'esprit de la demoiselle Lhérault l'influence d'une peine prononcée contre le suicide et entraînant déchéance de ses dispositions testamentaires. Car, ce sont ces dispositions mêmes que nous proposerons de déclarer caduques, à titre de peine du suicide, Rien ne s'y oppose, le suicidé étant considéré comme responsable dans ce cas, par la loi.

Il en est de même en matière d'assurances sur la vie, où nous voyons la jurisprudence, après avoir recherché la preuve de la matérialité du suicide, distinguer encore les suicides en conscients et inconscients.

(1) Trib. de Versailles, 25 juillet 1867, *Gaz. Trib.*, 23 octobre 1867.

Il est de principe que l'assureur ne garantit jamais l'assuré contre les conséquences de sa faute personnelle ; et la doctrine applique cette règle au cas de mort violente provenant de l'assuré, notamment au cas de suicide. Un jugement du tribunal de la Seine du 24 mars 1859, confirmé par arrêt de la Cour de Paris du 4 novembre 1859, exige pour que le contrat soit annulé qu'il y ait suicide volontaire et conscient de l'assuré (1). La mort volontaire ne constitue une déchéance de la police qu'autant que la victime, au moment de son acte, était en possession de ses facultés mentales. Toute la jurisprudence est aujourd'hui en ce sens (2). Mais c'est à la Compagnie d'assurance, qui prétend que le décès de l'assuré est le résultat d'un suicide, à le prouver. C'est aussi à elle à fournir la preuve que l'individu était alors conscient (3). Or, combien cette preuve que l'on exige des Compagnies d'assurances est plus difficile à obtenir pour elles qu'elle ne le serait, par exemple, pour le Ministère public chargé d'appliquer une répression du suicide et poursuivant le même but d'établissement de la responsabilité du suicidé.

(1) *Journal des Assureurs*, 1859, p. 201.

(2) Paris, 30 novembre 1875, D. P. 77.2.132 ; Cass. Req., 3 août 1876, D. P. 79.5.29 ; Trib. civ. Seine, 7 juin 1888, *J. des ass.*, 1888, p. 482 ; Trib. civ. Seine, 3 août 1897, *La Loi*, du 5 août 1897 ; Trib. civ. Seine, 12 novembre 1902, *Rec. périod. des ass.*, 1903, p. 62.

(3) Cass., 3 avril 1876, S. 77.1.25 ; Paris, 16 juillet 1892, S. 92.2.199 et 21 octobre 1892, *P. fr. pén.*, 93.2.257.

CHAPITRE II

MESURES PRÉVENTIVES DU SUICIDE.

On ne devient pas tout-à-coup mélancolique et désespéré. Ce sont là des affections auxquelles l'état de l'esprit et du corps peut incliner ou disposer, mais où l'on n'est pas nécessairement entraîné. C'est peu à peu qu'on y arrive, si on ne réagit contre la mauvaise influence. Les mêmes médecins, qui recherchaient au suicide une cause physique, ont proposé divers traitements. Les uns, persuadés que le foie est le foyer du mal et que la bile en est le principe, conseillent les purgatifs ; d'autres veulent dégager par des saignées les gros vaisseaux du cerveau ; certains enfin, croyant que la tendance au suicide est l'effet de l'affaiblissement général, ont conseillé les toniques à haute dose (1). Mais, de tous ces moyens, le meilleur ne vaut rien, selon nous ; c'est sur le moral de celui qui veut se suicider qu'il faut agir avant tout ; et, en ce sens, il appartient à la législation d'écarter par des mesures de précaution tout ce qui pourrait devenir une cause de suicide.

Parmi les moyens moraux, le plus efficace sera le développement du sentiment religieux. Cette influence bienfaisante, que nous avons déjà signalée dans notre étude du

(1) Esquirol, *op. cit.*, p. 322.

droit canonique, et que M. Barrès a si bien mise en lumière à propos des suicides d'enfants, a été reconnue par tous les esprits indépendants qui ont étudié les causes du suicide. Dürkheim entre autres, dont l'opinion n'est pas suspecte de partialité, reconnaît que : « La religion a incontestablement sur le suicide une action prophylactique (1) ». La foi préserve encore plus du suicide que du crime ; parce que le croyant, après le crime, espère échapper au châtiment et avoir le temps de se réconcilier avec Dieu, tandis qu'après le suicide, il sait qu'il comparaitra immédiatement devant Lui. Les faits confirment, d'ailleurs, pleinement cette opinion. En France, par exemple, c'est en Corse et dans les régions du centre et de l'Ouest, où la tradition religieuse s'est maintenue plus intacte que le suicide s'est le moins développé. Pour la même raison, le suicide est rare en Russie, en Italie, en Espagne et en Portugal. En Angleterre, c'est l'Irlande, pays catholique, qui présente, de beaucoup, la plus faible proportion de suicide. En Suisse, si l'on met en rapport dans les différents cantons le nombre des suicides avec celui des membres de chaque confession, on constate qu'ils varient suivant que la population est en majorité composée de catholiques ou de protestants ; chez ces derniers, la proportion des suicides est quatre ou cinq fois plus forte, et leur influence va jusqu'à élever par une sorte de contagion le nombre des suicides des minorités

(1) *Op. cit.*, p. 149, — V. aussi : Debreyne, E. Lisle, Legoyt, Brierre de Boismont, Dr Leroy, Chauveau et Hélie, *op. cit.*, t. III, p. 424.

catholiques (1). La même influence est signalée par Legoyt, qui ayant étudié la Prusse, la Bavière, le Wurtemberg, et l'Autriche, rapporte que, par million d'habitants, on trouve dans ces pays 102 suicides de protestants, contre 62 suicides de catholiques et 48 de juifs. Il faut attribuer la raison de cette différence à ce que le protestantisme, fondé sur l'esprit d'examen, conduit fatalement au doute et exerce ainsi sur le suicide une action préventive moins forte que le catholicisme, avec les sanctions sévères qu'il a instituées. Quant aux juifs, la faiblesse relative du nombre de leurs suicides vient, sans doute, de leur grande cohésion entre eux et de la pureté dans laquelle ils ont conservé leurs traditions et leurs mœurs.

M. H. Cetty (2), parlant de l'augmentation du nombre des suicides, nous dit aussi qu'elle se fait surtout sentir en Allemagne et dans la Suisse protestante. « Les principales causes sont l'irréligion ou l'indifférence, et la nature du mal, conclut-il, indique la nature du remède. » De profonds sentiments religieux détourneront donc toujours du suicide. Nous en avons encore la preuve dans cette parole du Dr Descuret, qui nous dit, dans son livre de la *Médecine des passions* : « Que de fois, nous avons entendu des malades, qui nous exposaient leurs souffrances morales, « s'écrier : sans la religion, nous nous serions donné la mort » ; et il ajoute, que sur une centaine de suicides qu'il avait été appelé à constater, il n'en avait trouvé que

(1) Hans Rost, *op. cit.*, Tableau V, p. 22.

(2) *Revue de la réforme sociale*, 15 juin 1884, p. 562.

quatre commis par des personnes d'une piété reconnue, et toutes les quatre étaient aliénées.

A côté des sentiments religieux, qu'il faut chercher à développer par tous les moyens possibles, une autre influence bienfaisante est celle de la famille. La société domestique, tout comme la société religieuse, est un puissant préservatif du suicide. « Entretenez, propagez le plus possible, l'esprit de la vie de famille, nous dit un éminent sociologue, M. Jacques Bertillon, directeur du service de la statistique de la ville de Paris ; car la vie vaut par ses devoirs plus encore que par ses droits ; la famille, en multipliant ces devoirs, augmente d'autant le prix de la vie et, en même temps, elle fait naître des liens aimés que l'on ne brise qu'avec peine (1). »

Nous avons déjà vu combien l'affermissement de la société conjugale par le mariage a sur le suicide une action préservatrice ; et combien toute rupture du lien conjugal, le veuvage et le divorce, ont, par contre, de funestes résultats.

Si l'on compare d'abord les célibataires et les gens mariés, on voit que les seconds se tuent, en moyenne, moitié moins que les premiers. D'après Dürkheim, de 1887 à 1891, un million d'époux sans enfants a donné un contingent annuel de 644 suicides ; un million de célibataires, pris parmi des personnes du même âge, a fourni 975 suicides. Or, pendant cette même période, il n'y eut que

(1) M. J. Bertillon, *La statistique humaine*, p. 49.

336 suicides d'époux avec enfants. « A mesure donc que la « densité familiale s'accroît, les suicides diminuent régulièrement (1). » Un exemple frappant de ce fait nous est donné par les départements du Nord et du Pas-de-Calais, où les familles sont très nombreuses et qui, bien qu'ayant une population très dense et éminemment industrielle, comptent cependant peu de suicides.

M. Jacques Bertillon, dans son *Etude démographique sur le divorce et la séparation de corps* (2), nous montre aussi le rapport étroit qui existe entre le nombre des suicides et celui des mariages dissous. Ces deux sortes de phénomènes obéissent, du reste, aux mêmes influences. C'est ainsi qu'ils sévissent davantage dans les villes que dans les campagnes, dans les classes instruites que chez les illettrés. Et il en est ainsi dans toute l'Europe. La triste particularité que présente le Danemark pour le nombre de ses suicides, comparativement aux autres populations scandinaves, se retrouve dans le nombre de ses divorces. De même, en Suisse où les cantons qui comptent le plus de divorces comptent aussi le plus de suicides. En France enfin, c'est dans le Midi, où il y a le moins de divorces, qu'il y a le moins de suicides.

A côté de la famille, peut-être l'émigration produit-elle aussi une bonne influence et serait-il nécessaire parfois de l'encourager, nous dit encore M. Bertillon. C'était déjà l'avis de Legoyt qui nous montre que le plus grand accrois-

(1) Dürkheim, *op. cit.*, p. 210-212.

(2) *Annales de démographie*, septembre 1882.

sement des suicides en Allemagne, de 1872 à 1878, a coïncidé avec une grande diminution de l'émigration et qu'en Angleterre et en Norvège, le nombre des suicides a de même diminué, à mesure que l'émigration augmentait. Cela d'ailleurs se comprend, quand on considère que l'émigration est un moyen offert aux désespérés de se refaire une vie, dans un nouveau milieu.

Quoi qu'il en soit, il est certain que le moyen le plus efficace pour prévenir le suicide consiste dans le développement de l'idée religieuse et de l'idée de famille ; et, pour y parvenir, c'est à l'éducation qu'il faut s'adresser. Il « est indispensable, en effet, que la culture de l'intelligence soit complétée par une forte éducation morale, et « l'instruction qui n'est pas fécondée par des commentaires « sur les devoirs de l'homme envers la société et lui-même, « ne remplit pas le but que l'on se propose (1). » Aussi, les parents, et avec eux les autorités religieuses, ont raison de s'inquiéter de l'enseignement donné dans les écoles de l'Etat, au point de vue du respect des doctrines religieuses et morales (2). La pensée du suicide ne vient, avons-nous vu, que par degrés ; les mauvais livres, les spectacles décevants y préparent peu à peu. Une bonne hygiène scolaire intellectuelle aura raison, au contraire, des mauvais penchants, et l'éducation formera le sens

(1) Br. de Boismont, *op. cit.*

(2) Voir M. Jules Jolly, et son rapport sur les causes de la criminalité de l'enfance présenté dans la séance de la Société générale des prisons, du 20 avril 1904, *Revue pénitentiaire*, mai 1904.

moral de l'enfant qui lui est soumis en développant chez lui les instincts généreux, les notions du devoir et le sentiment du sacrifice ; en le poussant à des lectures qui, au lieu d'amener le dégoût de la vie, lui en diront au contraire la grandeur et la beauté ; combien de fois des ouvrages moraux contre le suicide ont-ils changé la résolution de malheureux qui allaient y succomber. Ainsi armé, l'homme pourra sans crainte du découragement affronter victorieusement les difficultés de la vie.

Comme mesures accessoires de législation contre le suicide, certains proposaient de rémunérer quiconque aurait empêché l'accomplissement d'un suicide en mettant obstacle à l'action d'une personne sur le point de se donner la mort. L'expérience a prouvé l'inefficacité de cette pensée généreuse. On vit revenir, en effet, les suicides simulés, les catastrophes scandaleusement combinées, les noyades et les sauvetages feints et convenus d'avance, pour obtenir la récompense accordée par la loi à de prétendus services rendus à l'humanité. Cela est triste à dire ; mais, il fallut y renoncer et, pour obtenir une diminution du nombre des suicides, c'est à d'autres moyens qu'il faut recourir. Parmi ceux-ci, certains, quoique indirects, seraient très efficaces, comme, par exemple, des mesures contre l'alcoolisme ou contre la trop grande publicité donnée à des faits de suicide.

S'il est, en effet, un suicide honteux et qui mériterait la plus sévère des répressions, n'est-ce pas celui qui résulte de l'ivrognerie ? Les malheureux qui s'y laissent aller commencent de bonne heure leur suicide, en affaiblissant

leur corps dans toutes ses facultés et l'impulsion suicide associée à l'alcoolisme fait rarement son apparition avant que l'intoxication soit parvenue à un certain degré de chronicité (1) ; c'est avant qu'elle soit parvenue à ce point fatal qu'il convient donc de la saisir. Le nombre des suicides dus à l'alcoolisme est véritablement effrayant. L'écrivain allemand Hans Rost lui en attribue 47,6 o/o. Il nous présente aussi un tableau de neuf Etats européens, avec les chiffres comparés de leurs suicides et de leur consommation d'alcool, où il prouve qu'il existe entre ces deux chiffres une exacte relation, les pays consommant le plus d'alcool étant ceux qui comptent le plus grand nombre de suicides. Tels sont, par exemple, en prenant les deux extrêmes : le Danemark, où la proportion d'alcool consommé par tête et par an, s'élève à 6 lit. 2 et le nombre des suicides à 257 par million d'habitants, et la Norvège, qui consomme 1 lit. 8 d'alcool par personne, et ne compte seulement par an et par million d'habitants que 66 suicides (2).

La France offre un exemple particulièrement triste de ce développement, ainsi qu'il résulte du tableau suivant :

	Consommation d'alcool par tête	Nombre des suicides par million d'habitants
En 1830. . . .	1 lit. 12	54
1850. . . .	1 » 46	100
1860. . . .	2 » 27	111
1870. . . .	2 » 32	111
1880. . . .	3 » 64	179
1885. . . .	3 » 85	203

(1) Dr Sullivan, *Alcoolisme et impulsion suicides*.

(2) Hans Rost, *op. cit.*, page 72 et tableau 21.

Le nombre des suicides dus à l'alcoolisme, qui était en 1860 de 439, fut successivement, en 1885 de 868 et de 927 en 1892 (1). En 1905, il s'élevait à 1.146. Combien cette action de l'ivrognerie serait encore plus forte si on y comprenait les suicides attribués à l'aliénation mentale et qui proviennent, en réalité, de l'abus des boissons alcooliques.

On remarque aussi que ce sont les départements qui consomment le plus d'alcool, en particulier ceux de Normandie, qui, d'après les statistiques, offrent le plus grand nombre de suicides ; au contraire, la Creuse, la Corrèze, la Lozère et l'Ariège, où l'on boit peu d'alcool, sont parmi les départements qui en comptent le moins. De même, le suicide, rare autrefois parmi la population noire des Etats-Unis, a augmenté chaque année depuis l'introduction des spiritueux.

Mais l'exemple le plus frappant est celui de la Norvège, que nous venons de citer comme le pays de l'Europe où le suicide est le moins répandu et où ce résultat a été obtenu grâce surtout à des mesures toujours plus rigoureuses contre l'ivresse et contre l'alcoolisme.

Restreindre dans une large proportion le nombre des cabarets, provoquer la formation de sociétés de tempérance sont des mesures qui ont déjà produit en Amérique et en Prusse d'excellents résultats. Il est incontestable aussi que l'élévation du prix de l'alcool influerait sur sa

(1) Cf. tableau du Dr Viallon, *Annales médico-psychologiques*, année 1901.

consommation : les pays où l'alcool est le plus imposé sont, en effet, ceux qui en consomment le moins. Il faudrait appliquer plus rigoureusement les dispositions mêmes de la loi du 23 janvier 1873 sur l'ivresse publique, et aggraver même les peines d'amende ou de prison qu'elle prononce contre ceux qui s'enivrent, et aussi contre ceux qui vendent des boissons à un homme ivre, ou le laissent boire chez eux plus que de raison.

A côté de cette influence de l'alcoolisme, la lecture des livres et la publicité des spectacles et des écrits de toute nature qui exaltent le suicide sont aussi très dangereuses.

Le suicide, disait Esquirol, est devenu plus fréquent en Angleterre depuis l'apologie qui en fut faite par les auteurs et Voltaire (1) et Buonafede (2), entre autres, nous en rapportent de frappants exemples. Ce fut d'abord, au xvi^e siècle, le chancelier Thomas Morus qui, dans son *Utopie*, admettait la légitimité du suicide ; puis, son compatriote Jean Doune qui s'efforçait, au siècle suivant, dans un ouvrage intitulé *Suicide*, de démontrer que « l'homicide « de soi-même n'est pas si naturellement un péché qu'il ne « puisse être vu autrement ». Le même sentiment existait dans l'âme de Shakespeare et inspirait les tirades de certains de ses héros.

Ces théories malsaines et leur pernicieuse influence passèrent ensuite en Allemagne, où l'état maladif de la jeu-

(1) *Dictionnaire philosophique*, art. *Suicide*.

(2) *Istoria critica e filosofica del suicidio*, Trad. franç. par G. Armellino et L.-F. Guérin, in-8°, Paris, 1841.

nesse, égarée par l'imitation d'Hamlet, inspira le Werther de Goethe, traduit dans toutes les langues. Une véritable épidémie de suicides, une « *Werthérite* », nous dit Madame de Staël, suivit cette nouvelle apologie de la mort volontaire. La France, nous l'avons vu, n'y a pas échappé, et tous les grands écrivains de la fin du xviii^e siècle et du commencement du xix^e siècle, Jean-Jacques Rousseau, Lamartine, Alfred de Vigny, George Sand, Alfred de Musset, ressentirent cette mélancolie et contribuèrent malheureusement par leurs œuvres à la propager. « Le pistolet de Werther et la hache des bourreaux nous ont déçimés », écrivait Charles Nodier en 1803 (1). On peut dire que cette influence augmentée par celle des pièces de théâtre, qui frappent encore plus vivement l'imagination et où le suicide devient le ressort dramatique par excellence, s'exerce encore, de nos jours.

A côté de la lecture des romans et la fréquentation de spectacles, la publicité donnée par les journaux aux suicides les plus banals, familiarise avec l'idée de la mort volontaire et contribue à la multiplier. Parfois, c'est un suicide accompli dans des circonstances bizarres, qui se distingue par une sorte de mise en scène et qui, relaté par la presse jusque dans ses moindres détails, peut déterminer indirectement d'autres personnes à se donner la mort.

(1) Voir aussi nombreux exemples de contagion du suicide par la presse dans Proal : *Crime et suicide passionnels*, et Pacheco, *Quelques particularités du suicide à Buenos-Ayres*, *Revue de médecine légale*, novembre 1906.

Combien de séries de suicides se déroulent en effet, copiés par leurs victimes sur les récits mêmes parus la veille. La liberté de la presse et le besoin sans cesse croissant de satisfaire la curiosité du public, nous ont dotés aussi d'innombrables journaux illustrés, s'étalant à la devanture de tous les kiosques, affichés aux vitrines des libraires, répandus à profusion dans les rues et les carrefours, dont les images aux couleurs criardes représentant d'horribles drames, forcent et retiennent l'attention. Chez les enfants surtout, dont le cerveau est toujours impressionnable, elles déterminent une sorte de suggestion. N'a-t-on pas déjà plusieurs fois rappelé le danger de la publicité donnée aux faits et gestes des criminels ? Beaucoup de ceux-ci tuent par forfanterie, pour voir leur nom imprimé. Quelquefois, et c'est alors, le triomphe, leur portrait est reproduit, comme pour illustrer le récit de leurs exploits. Aussi, lorsqu'on voulut dans ces dernières années, restreindre les crimes de la propagande anarchiste, alimentée surtout par l'orgueil, l'ordre fut donné à la presse de ne plus communiquer le portrait de ces tristes héros. La mesure fut efficace.

Aussi, serait-il à souhaiter que l'autorité compétente intervint pour limiter un peu les licences de la presse à cet égard. Le remède consisterait dans la réforme des lois et aussi dans la modification des mœurs. L'occasion n'a pas manqué ; car, la législation sur la presse fut remaniée bien souvent, au cours du xix^e siècle. Il faudrait donc que tous les journaux honnêtes s'entendissent pour ne point

parler des suicides ou pour n'en donner qu'un bref compte-rendu, et non tout un luxe de détails plus révoltants les uns que les autres. Quant aux honnêtes gens, c'est contre toutes ces publications malsaines et antisociales qu'ils devraient se liguer ; car, pas plus qu'on ne permet la provocation publique au meurtre ou à la débauche, on ne doit tolérer cette provocation indirecte au suicide.

« La presse comme la littérature n'ont pas le droit, pour
« donner à leurs lecteurs de fortes émotions, de faire la
« description des suicides fameux ; ceux-ci sont assez
« nombreux pour qu'il soit inutile d'en augmenter le
« nombre. La littérature devait être un instrument de vie
« et de progrès et non un principe de mort. Le devoir de
« l'écrivain n'est pas de contrecarrer l'action des lois, pas
« plus que de propager des sophismes anti-sociaux sur la
« fatalité, l'irrésistibilité de la passion et la légitimité du
« suicide (1). »

Il y a mieux, la littérature pourrait avoir, au contraire, sur le suicide une action modératrice. Nous pensons d'abord que les auteurs comiques seront utiles à la question ; ils peuvent attaquer avec l'arme du ridicule les individus soupçonnés de nourrir la pensée de se détruire, et tuer ainsi souvent dans son germe la préméditation du meurtre volontaire. Nous demanderons même aux journalistes, écrivains, auteurs dramatiques, un plus grand effort, ce serait de provoquer par leurs œuvres un sentiment de réprobation contre le suicide. Au xix^e siècle, une campagne activement menée dans les journaux en Angle-

(1) Proal, *op. cit.*, p. 407.

terre, a flétri l'ivrognerie ; une semblable campagne eut lieu en France, et le résultat fut de condamner ce vice dans l'opinion. La presse anglaise, enfin, ne mentionne pas tous les suicides et accompagne toujours le récit de ceux qu'elle relate d'une expression de blâme. Ce sont là d'excellentes mesures qu'il serait utile d'appliquer dans notre pays.

Esquirol, lui aussi, alors que la presse n'était pas aussi répandue qu'aujourd'hui, a signalé le danger de la reproduction des suicides dans les journaux ; et, parlant de toutes les mesures préventives utiles contre le suicide, il disait : « En attendant qu'une sage législation apporte
« quelques remèdes à cette plaie de la société, les amis de
« l'humanité peuvent désirer que l'éducation repose sur
« des principes plus solides de morale et de religion ; ils
« doivent réclamer contre la publication des ouvrages qui
« inspirent le mépris de la vie et vantent les avantages de
« la mort volontaire... Ils doivent demander hautement
« qu'on défende aux journaux d'annoncer tous les suicides
« et d'en rapporter les motifs et les plus légères circons-
« tances. Ces récits fréquents familiarisent avec l'idée de
« la mort volontaire. Les exemples fournis tous les jours
« à l'imitation sont contagieux et funestes, et tel individu,
« poursuivi par les revers ou par quelque chagrin, ne se
« serait pas tué s'il n'avait lu dans son journal l'histoire
« du suicide d'un ami, d'une connaissance. La liberté
« d'écrire ne saurait prévaloir contre les vrais intérêts de
« l'humanité (1). »

(1) Esquirol, *op. cit.*, p. 327.

CHAPITRE III

MESURES RÉPRESSIVES DU SUICIDE.

D'après ce que nous venons de voir sur les caractères constitutifs du suicide, mal social redoutable qui doit être par tous les moyens possibles combattu dans une société bien organisée, et mettant à part les mesures préventives accessoires qui relèvent des mœurs ou de l'action administrative, nous posons en principe qu'il est nécessaire d'édicter des lois répressives frappant directement le suicide. Si quelques écrivains, philosophes ou médecins en ont contesté l'utilité, d'autres au contraire plus nombreux, et avec eux des juristes, l'ont démontrée péremptoirement.

Tous les arguments que l'on peut faire valoir en faveur de l'impunité du suicide se retrouvent dans le *Traité des délits et des peines*, de Beccaria. Celui-ci, sans approuver le suicide qu'il reconnaît être un crime envers Dieu, puni après la mort, soutient : « qu'il ne peut être soumis à une « peine proprement dite, qui ne pourrait tomber que sur « un corps froid et sans vie ou sur des innocents ». Dans le premier cas, dit-il, elle ne ferait aucune impression sur les vivants et, dans le second cas, elle serait injuste et tyrannique, puisqu'il ne peut y avoir de liberté politique, là où les peines ne sont pas purement personnelles. Mais cette

opinion peut être aisément réfutée. Nous ne contestons pas que le supplice infligé au cadavre par certaines législations ne soit inutile pour la répression du suicide, puisque son auteur n'est plus en vie ; mais, il reste l'infamie attachée à la mémoire du suicidé, qui est de nature à l'atteindre, et parfois à l'arrêter, avant l'exécution de son coupable dessein. Cela se produit pour d'autres délits ; et la déconsidération qui s'attache à une condamnation, même par défaut ou par contumace, est certaine. La crainte du déshonneur dont il va être frappé peut agir sur son esprit et le faire hésiter au moment de la mort ; et, si elle ne suffit pas pour l'en détourner, elle n'en n'est pas moins une peine, avec toutes ses qualités d'intimidation, car il s'agit bien moins de punir le cadavre que de prévenir le suicide par la crainte de l'ignominie. Je n'imaginerai pas, disait Falret, de supplice plus rigoureux à faire subir à beaucoup de personnes que de flétrir leur mémoire. Enfin l'infamie, que prononcerait une loi sur le suicide, serait bien une peine personnelle ou coupable. Et, si l'opinion, comme cela se produit déjà en des matières analogues, vient à la faire réagir sur la famille, ce n'est pas le fait de la loi, mais la conséquence d'une solidarité inévitable et qui n'est pas, d'ailleurs, sans justification.

Ne peut-on pas dire, en effet, que cette famille a souvent elle-même des reproches à s'adresser et une part de responsabilité dans l'acte incriminé ? Si c'est un enfant, par exemple, qui s'est donné la mort, ses parents ne devraient-ils pas être considérés comme responsables, au même

titre que le sont les parents de l'aliéné qui a causé un dommage à autrui ? car c'est à eux qu'incombait le soin de son éducation morale d'abord, et aussi la surveillance de ses actes.

En cas de prédisposition d'un membre d'une famille au suicide, ce qui est un cas fréquent, c'est encore son entourage qui est coupable ; d'abord de n'avoir pu l'empêcher matériellement d'y recourir ; et aussi de n'avoir pas su le guérir moralement de ce funeste penchant. Bien souvent, en effet, le suicidé pourra être raisonné et même être dissuadé du suicide avant son exécution. Combien de meurtriers d'eux-mêmes vivraient encore, si une main secourable avait pu renouer le fil d'une vie, qu'ils regrettent encore en la quittant. Aussi, à l'époque où existait la répression du suicide, l'opinion publique faisait-elle, à juste titre, rejaillir une partie du déshonneur et de la peine sur la famille. C'est cette idée qui inspirait le législateur du moyen-âge, lorsqu'il déclarait dans les Etablissements de Saint-Louis que les biens du suicidé seraient confisqués, *ainsi que ceux de sa femme*. On considérait cette dernière comme coupable d'avoir rendu la vie insupportable à son mari, ou du moins de ne pas lui en avoir assez adouci les peines.

Au surplus, sans entrer dans cette idée, et à supposer une famille complètement innocente, à moins de renoncer à toute répression des crimes, ce rejaillissement du déshonneur est un mal inévitable, qui est peu de chose en présence de l'intérêt social poursuivi en notre matière.

La majorité des auteurs reste, d'ailleurs, favorable à une répression du suicide.

C'est d'abord le légiste hollandais Grotius qui, approuvant la peine de la flétrissure infligée à l'homme qui s'est donné la mort, nous dit ! « En vain objecterait-on que les « morts n'ont aucun sentiment et qu'ainsi on ne saurait « leur faire du mal ni causer aucune honte ; car il suffit « que, pendant qu'on est en vie, on craigne d'être traité « après sa mort d'une manière infamante, pour que l'on « soit détourné du mal par cette seule considération. »

Sans se prononcer aussi formellement, Montesquieu reconnaissait les raisons que les lois civiles de quelques pays avaient de frapper l'homicide de soi-même.

Un grand moraliste anglais, Hutcheson, dit aussi : « La « société humaine a le droit d'employer la force pour « empêcher le suicide, auquel certaines gens se portent « par chagrin, par mélancolie ou par désespoir, et ce « droit, qui appartient à tout le monde, chacun a le pou- « voir de le faire valoir par les moyens qu'il juge à propos « d'employer. L'humanité seule donne droit à tout homme « d'interposer son autorité dans pareil cas... La société est « donc en droit de s'opposer à de pareilles résolutions » (1).

Le jurisconsulte Morin disait : « Le suicide flétri par les « lois religieuses est un attentat à l'ordre public, une vio- « lation des lois de la société dans la personne de l'un de « ses membres. Et la société a le droit de punir le suicide

(1) Hutcheson, *Système de philosophie morale*, t. II, p. 171 et suiv.

« de la seule manière possible après qu'il est consommé
« c'est à-dire en flétrissant la mémoire du coupable » (1).

Ce sont aussi, de nos jours, MM. Chauveau et Faustin-Hélie qui disent : « La classification du suicide au nombre
« des crimes serait une haute leçon, un avertissement
« salulaire ; en le flétrissant, la loi détournerait peut-être
« quelques esprits de le commettre, et il en serait de même
« si celui qui a prêté au coupable une simple assistance.
« aujourd'hui impunie, était atteint » (2).

Le D^r Debreyne, et avec lui Esquirol et Dürkheim, pensent que la loi civile, à l'imitation de la loi ecclésiastique, pourrait refuser la sépulture légale ou, du moins, soumettre celle-ci à quelque condition infamante, propre à faire impression sur les esprits, comme le serait par exemple une inhumation clandestine.

Le D^r Corre se montrait enfin partisan de la répression, et la justifiait par une assimilation légitime entre le crime et le suicide, l'un comme l'autre s'étant accru parallèlement en France en suivant la même progression. L'acte du suicidé, selon lui, est donc un attentat qui doit être traité comme celui des meurtriers et des assassins. « Non
« seulement chacun de ces actes est contraire à la loi morale, disait aussi M. Jacques Bonzon (3), mais chacun
« froisse et meurtrit la loi écrite. Que le criminel s'attaque
« brutalement à la société en nuisant à ses semblables, ou

(1) *Répertoire général du droit criminel*, au mot *Suicide*.

(2) *Op. cit.*, t. V, p. 225.

(3) *Criminels, suicidés, buveurs*.

« que le suicidé, las d'un monde qui n'a pu lui plaire s'en
« évade, tous deux ont ce trait commun : la société ne les
« satisfait pas, ils la renient. L'un lui nuit en transgressant
« ses lois, l'autre lui nuit en cessant de se dévouer au bien
« commun, de joindre son effort individuel aux efforts
« sociaux. Ce sont deux actes également préjudiciables aux
« intérêts collectifs ».

Parmi toutes les peines proposées contre le suicide, ce sont celles qui s'adressent à l'amour-propre et font appel aux plus nobles sentiments qui semblent réunir le plus de suffrages. Cela ne surprend pas ; car, ainsi que le fait remarquer M. Mérian, « comme cet acte désespéré prend
« souvent son origine dans l'orgueil et la vaine gloire, la
« flétrissure publique est, à cet égard, un excellent pré-
« servatif » (1). Outre l'exemple que nous avons rapporté au chapitre de la contagion, des jeunes filles de Milet, guéries du suicide par le sentiment de la pudeur, d'autres faits nous confirment dans cette opinion. Pline raconte que Tarquin ordonnait de mettre en croix les corps des suicidés et de les exposer ainsi à la vue des citoyens, et il ajoute : « Ainsi l'honneur, ce noble sentiment qui tant de
« fois a rétabli dans les combats nos affaires désespérées,
« l'honneur vint encore au secours de Rome » (2).

C'est aussi en faisant appel au sentiment de l'honneur

(1) M. Mérian, de l'Académie des Sciences et Belles-Lettres de Berlin, dans son mémoire *Sur le suicide*, t. XIX, des Mémoires de cette Académie.

(2) Pline, *Histoire naturelle*, liv. XXXVI, chap. XXIV.

et par la crainte d'une ignominieuse flétrissure, que Bonaparte, en 1802, enraya la propension au suicide qui se manifestait dans son armée.

On cite aussi parfois l'exemple des nègres de Cuba qui, transportés en Amérique, se tuaient en grand nombre, s'imaginant ressusciter, trois jours après, dans leur pays. Le gouverneur ne réussit à arrêter cette épidémie qu'en ordonnant que tous les suicidés seraient brûlés, à l'exception de la tête qui resterait exposée pendant un mois (1). Une autre preuve que les suicidés ne se désintéressent pas complètement de ce qu'il adviendra d'eux après leur mort résulte aussi de ce fait que presque tous ceux qui se suicident ont la pensée, en déterminant le mode d'exécution de leur projet, que leurs restes seront retrouvés et non privés de sépulture. Souvent même, ils prennent soin de régler leurs funérailles et ne peuvent supporter l'idée que leur dépouille mortelle sera exposée aux regards de tous, Brierre de Boismont rapporte l'exemple d'une femme qui se serait noyée, avouait-elle, sans la peur des dalles de la Morgue. Et le jurisconsulte belge Wynants disait de même : *Terror ignominiae quæ cadaver afficitur mullos deterret*. Aussi, proposons-nous que les corps des suicidés soient enlevés aux familles et livrés aux amphithéâtres publics de dissection. Cette mesure, qui est usitée en Saxe depuis 1838, y a eu la meilleure influence (2). C'est d'ailleurs

(1) *Revue de Paris*, 29 avril 1845.

(2) Cette disposition a déjà été réclamée en France pour le corps des suicidés militaires par l'inspecteur Legouest. *Traité de chirurgie d'armée*, p. 641 et par Mesnier : *Suicide dans l'armée* (thèse).

ce qui se produit en France pour les condamnés à mort ; et beaucoup d'entre eux manifestent, avant l'exécution, la crainte de voir leur corps livré à l'autopsie. Caserio, l'assassin du président Carnot, exécuté à Lyon, en 1894, craignait à ce point la dissection que, deux jours avant son exécution, il déclara sur papier timbré qu'il entendait que son corps ne fût pas livré à la Faculté et chargea son notaire de l'exécution de ses dernières volontés.

Quant aux suicidés en France, jusqu'en 1881, ils étaient enterrés à part dans les cimetières, dans un lieu noté d'infamie (1). Le rétablissement de la privation des honneurs de la sépulture, qui n'est maintenue que par l'Eglise catholique, et la confiscation du corps au profit des Facultés, peines d'intimidation, constitueraient une première sorte de pénalités efficaces.

L'on ne saurait, en effet, assez regretter que la législation pénale se prive trop souvent des services que lui rendraient les peines dites infamantes. « Les peines qui menaceront l'honneur seront toujours les plus capables de prévenir les crimes et les plus propres à punir et à corriger les coupables » (2). Ce sont en effet celles qui inspirent aux délinquants le plus de crainte. C'est ce qui se produit, par exemple, pour la dégradation militaire. Dernièrement, ne demandait-on pas aussi en France contre les apaches

(1) Loi du 14 novembre 1881. — V. sa discussion au *J. off.* du 6 mars 1881, p. 433 et s. M. Lartet, et Mgr Freppel.

(2) Scipion Bexon, *Parallèle du Code pénal d'Angleterre avec les lois françaises*, p. 83.

le rétablissement de la peine du fouet, usitée en Angleterre et en Norvège pour certains délits ; les résultats en seraient satisfaisants, amenés beaucoup plus par la honte que par la cruauté du châtimement (1). Nous ne proposons pas la peine du fouet pour les suicidés, pas plus que nous ne voulons revenir au carcan ou à la marque ; mais peut-être trouverait-on d'autres peines honteuses atteignant le condamné dans sa considération. Telle serait la publicité donnée, par mesure de justice, à l'acte de tout individu qui se serait donné la mort. Son nom serait publié à l'Officiel, en le faisant suivre par exemple de ces mots : *Suicidé, lâche déserteur de ses devoirs d'homme et de citoyen*. On a proposé récemment une semblable mesure, en ce qui concerne les insoumis à la loi militaire, dont le nombre a augmenté ces dernières années d'une manière effrayante ; on voulait que l'affichage du nom de ces défaillants fût fait dans chaque commune sous la rubrique : *Pilori* !

Ce sont là des peines analogues à ce que l'on appelle le *blâme judiciaire*, qui existe dans quelques Codes étrangers pour la punition d'une faute légère ou d'un coupable sans antécédents judiciaires (2). Ne pourrait-on pas appliquer cette répression, en certains cas, au suicidé ?

Outre ces peines, le suicide consommé devrait, selon nous, entraîner la déchéance des dispositions testamen-

(1) Enquête du Journal *L'Eclair*. — *Faut-il fouetter les apaches ?* notamment, numéros des 19 et 23 mai, 8 juin et 12 juillet 1908.

(2) Voir notamment : Codes de l'Allemagne (art. 57), de Russie (art. 30 et 65), d'Espagne (art. 26), de Portugal (art. 58) et projet de Code pénal italien, année 1888.

lares du suicidé. Il en était ainsi autrefois, sous le régime de la loi qui déclarait mort civilement celui qui s'était suicidé en état de condamnation. Mais, même dans ce cas, le suicide n'eut bientôt plus cet effet ; le Conseil d'Etat, dans la discussion du Code civil, ayant rejeté la proposition d'annuler le testament du condamné qui s'en rendrait coupable (1). La question ne se pose plus, du reste, depuis l'abolition de la mort civile. Nous voudrions du moins voir établir, dans tous les cas, la nullité du testament du suicidé, car il est choquant de voir ceux qui se suicident faire exécuter leurs volontés dernières par la société qu'ils ont outragée en la quittant ? M. Legrand du Saulle (2) cite l'exemple d'un suicidé qui, dans son testament, avait déshérité les siens, bien qu'ils se fussent toujours montrés très bons pour lui, au profit du premier médecin qui entrerait dans sa chambre ; il avait arrêté l'heure de la cérémonie funèbre, tracé l'itinéraire de son convoi et pris toutes ses précautions pour que sa sépulture fût à l'abri d'une profanation ; il exigeait, en même temps, que l'on proclamât ultérieurement dans un procès-verbal toute la pureté de sa vie. Il y a lieu de croire que les peines proposées par nous auraient fait réfléchir et peut-être arrêté ce suicidé.

Quand nous parlons de déchéances des dispositions testamentaires, ce n'est certes pas la confiscation des biens du suicidé que nous demandons ; mais simplement, l'ou-

(1) Locré, *Esprit du Code civil*, sur l'article 26.

(2) *Délire des persécutions*.

verture *ab intestat* de sa succession. Nous allons retrouver cette peine dans la répression de la tentative de suicide, à laquelle elle s'appliquera d'une manière plus effective.

Les tentatives de suicide étaient réprimées sévèrement au Moyen-Age, étant passibles des mêmes peines que l'homicide volontaire de soi-même : *Punitur tamen perinde ac si delictum consummasset* (1). En principe, c'était la confiscation des biens. C'est ce que nous avons vu, lorsque nous rappelions les prescriptions de Bouteiller et les arrêts du Parlement de Paris, en la matière.

La répression du suicide et celle de sa tentative furent abandonnées depuis ; mais quelques auteurs, parmi lesquels Morin, qui n'osaient pas rétablir la répression du suicide, ont proposé cependant d'incriminer la tentative, par la raison qu'on pouvait, dans ce cas, arriver à atteindre directement le coupable. Ils se mettaient ainsi en contradiction avec les principes de notre droit de ne pas punir la tentative d'un acte qui n'est pas lui-même incriminé. Allant au devant de l'objection, ces mêmes auteurs pensaient que, si c'est là un principe de droit, il en peut être différemment en législation. Aussi proposaient-ils de faire de la tentative de suicide un délit *sui generis* et de le frapper d'une peine correctionnelle, même de quelques mois de prison. Pessina (2) voulait voir appliquer la même peine à la tentative de suicide qu'à la tentative d'homicide.

(1) Jousse, *Ordonnance de 1670*. T. 22, art. 3 ; Serpillon, t. II, p. 960. Loysel, Liv. VI, T. I, reg. 28.

(2) *Elementi di diretto penale*, II, 17.

Ces opinions diverses sur la nécessité de la répression de la tentative de suicide se justifient parfaitement. car une condamnation prononcée dans ce cas, serait en même temps qu'une haute leçon de morale, un avertissement salutaire pour l'agent qui a échappé à la mort, et pour ceux qui seraient tentés de suivre son exemple.

En effet, ceux qui essaient de se tuer ne parviennent pas toujours à leur but. Sur 100 individus, dit Esquirol, qui font des tentatives, il n'y en a pas 40 qui réussissent ; et Brierre de Boismont pour un suicide, compte deux tentatives. Souvent aussi, c'est la même personne qui, après avoir échoué une première fois, fait une seconde et même parfois une troisième tentative.

A côté de ceux qui persistent dans leur dessein, il en est d'autres, au contraire, qui se félicitent de n'avoir pas réussi dans leur tentative. Après s'être précipités dans la rivière, ils nagent sous l'influence de l'instinct de la conservation, ou ils appellent à leur secours ; et, une fois sauvés, expriment le regret de s'être portés à cet excès. Ce sont ceux-là surtout que la menace d'une répression pourrait arrêter ; et ce sont encore des peines de déchéance que nous leur appliquerons, sous la forme des privations de droits qui ont remplacé la mort civile.

La double incapacité de disposer et de recevoir à titre gratuit par donation et par testaments, accessoire des condamnations aux peines perpétuelles, pourra être prononcée contre celui qui aura tenté de se suicider. Cette peine entraînera la nullité de son testament ; ses biens, à sa mort

naturelle, iront donc aux héritiers désignés par la loi. On pourra y joindre l'interdiction légale (Art. 29, C. pén.), s'il est déclaré irresponsable et surtout, dans tous les cas, la peine de la dégradation civique. Cette peine, prévue à l'article 34 du Code pénal, pourra être combinée avec celle de l'article 42 entraînant privation des droits politiques, civiques et de famille (déchéances de certains attributs du pouvoir paternel, du droit d'éligibilité et du droit de vote par exemple). « A présent, dit M. Tarde, que les droits po-
« litiques sont universalisés, leur privation constituerait
« une humiliation qui serait efficacement sentie. Désho-
« norer de la sorte les suicidés, ce serait les punir par où
« ils auraient péché. Et l'opinion accepterait sans peine
« que quiconque a tenté de se dérober à ses devoirs fonda-
« mentaux fût frappé dans ses droits correspondants. »

Dans les cas les plus graves, nous ne reculerions même pas devant une peine d'emprisonnement.

La publicité la plus grande serait toujours donnée, par l'application étendue de l'article 36 du Code pénal, à la condamnation qui interviendrait et dont l'extrait serait affiché dans les lieux prévus par la loi, spécialement au domicile du suicidé et dans la commune où l'acte aurait été commis.

Mais ce sont là des mesures qui visent les suicidés responsables ; or, la statistique criminelle nous a montré que le cinquième des morts volontaires devait être attribué à des maladies cérébrales, dont le suicide est l'un des symptômes ou l'un des effets. C'est pourquoi, nous avons de-

mandé qu'à chaque mort volontaire, une fois la question posée et résolue du suicide ou du crime, une enquête vint éclairer et dégager les causes de la résolution de l'agent et l'état de sa raison, au moment même de sa détermination.

Tout fait constituant une tentative de suicide donnera donc lieu à une information. Le juge d'instruction, saisi par un réquisitoire du procureur de la République à la connaissance duquel le fait aura été porté par l'autorité de police, procédera dans les formes ordinaires. La présence d'un défenseur pour celui qui aura tenté de se suicider sera autorisée. Le juge entendra les témoins du fait, et fera procéder à une enquête sur les antécédents de l'inculpé et de sa famille ; puis à une expertise médicale, afin de résoudre la question de sa responsabilité. Cette expertise devra être, de préférence, contradictoire. Le juge d'instruction communiquera ensuite son dossier au Parquet, qui fera son réquisitoire définitif. Si l'état de folie ou l'inconscience de l'auteur est, dès ce moment, certaine, une ordonnance de non-lieu interviendra, dont le corollaire devra être l'internement. S'il est reconnu responsable, il sera renvoyé devant la juridiction compétente, qui prononcera une condamnation, en cas de complète responsabilité, et pourra diminuer la peine, en cas de responsabilité atténuée. Il est bien entendu que, suivant les règles générales de l'instruction criminelle, le juge ne sera pas lié par l'expertise. Les juges, dit l'article 323 du Code de procédure civile, ne sont point astreints à suivre l'avis des

experts, si leur conviction s'y oppose. C'est la même idée qu'exprimait un médecin célèbre (1) dans les termes suivants : « Le médecin expert ne doit pas sortir de son rôle
« d'expert et se substituer au juge. Cet empiètement serait
« d'autant plus dangereux en matière de suicide que les
« éléments de la cause et les faits extérieurs y ont une très
« grande importance. Or, c'est au juge à les examiner, le
« médecin demeurant toujours sur le terrain médical
« pathologique. »

Supposons maintenant reconnue l'irresponsabilité partielle de celui qui a tenté de se suicider, on doit hésiter à lui appliquer les rigueurs de la loi. Le condamner, c'est violer la justice, et s'exposer à voir la folie complète se déclarer peu après. Le proclamer irresponsable et le laisser en liberté, c'est s'exposer à le revoir devant les tribunaux ; dans l'un et l'autre cas, c'est compromettre le but que nous poursuivons. Aussi, pour les accusés qui ne sont pas assez fous pour être enfermés dans les maisons d'aliénés, préconisons-nous la création d'établissements intermédiaires entre l'asile et la prison, où ils recevraient les soins dus aux malades. Cette mesure a déjà été souvent réclamée, et Briere de Boismont appuie cette opinion de nombreux exemples de malades qui, au dehors, avaient manifesté des tendances au suicide et qui ne faisaient plus de tentatives semblables dans l'asile. On arrive même, pour la plupart, à les délivrer complètement de cette idée fixe.

(1) Dr Morel de Rouen, *Médecine légale des aliénés*, p. 438.

L'Angleterre nous a, depuis longtemps, devancés sur ce point. Si l'aliénation de la personne accusée de tentative de suicide est prouvée au moment de l'acte, et si elle est acquittée, le jury déclare qu'elle est acquittée pour cause d'aliénation mentale ; et, comme conséquence de ce verdict, la Cour ordonnera que cette personne soit retenue sous une étroite surveillance, dans tel lieu et de telle manière qu'il lui semblera bon (1). C'est aujourd'hui au *Broadmoor criminal Lunatics Asylum*, que se produit cette détention. Plusieurs législations, en particulier l'Allemagne, la Suisse et l'Italie, par l'organisation de ses *Case di custodia*, sont entrées dans cette voie, en ce qui concerne seulement les criminels.

En France, la législation des aliénés, dont on demandait le remaniement depuis de longues années, vient enfin d'être refondue, et la création d'asiles semblables est prévue dans la proposition de réforme de la loi du 30 juin 1838, proposition adoptée par la Chambre des députés, le 22 janvier 1907, et encore pendante devant le Sénat. L'Etat devra faire construire un ou plusieurs asiles de sûreté, destinés à recevoir les aliénés condamnés. Que doit être l'asile ? Un lieu de guérison d'abord, disait le rapporteur M. Dubief, lors de la discussion de la loi (2). L'idée moderne de la loi, idée de l'admission de l'aliéné à la qualité de malade, avec toutes les conséquences qui en découlent, nous sem-

(1) *Insane Offender's Act* ; 39 et 40, George, III, C. 94.

(2) Chambre des députés, séance du 14 janvier 1907, p. 20, col. 3.

ble s'appliquer très rationnellement à notre catégorie de suicidés partiellement irresponsables.

De nombreuses divergences existaient sur la façon de comprendre l'internement. Jusque-là, l'accusé aliéné était renvoyé des fins de toute plainte et signalé à l'administration départementale, qui le faisait ou non enfermer, pour un temps qui restait à l'appréciation du médecin de l'asile. Désormais, ce pouvoir appartient à l'autorité judiciaire. Ce seront donc les magistrats eux-mêmes qui auront prononcé l'excuse de folie, qui auront mission de prescrire l'envoi de ceux qui auront tenté de se suicider dans les asiles spéciaux.

Quelle peut être maintenant la durée du séjour dans la prison-asile et comment déterminer le moment où toute tendance au suicide aura cessé. Ce rôle appartiendra, non plus au préfet sur les rapports du médecin traitant, mais à une commission spéciale, dont le médecin traitant pourra faire partie et qui, après enquête, déclarera si l'on peut rendre sans danger à sa famille l'individu qui aura tenté de se suicider. Mais, ce ne sera là qu'un simple avis ; l'internement ayant été prononcé par jugement, c'est en vertu d'un jugement qu'il conviendra d'y mettre fin. Cette intervention de l'autorité judiciaire, qui constitue la grande réforme du régime des aliénés sous l'empire de la loi nouvelle, sera ici une garantie de plus.

La nouvelle loi pourrait organiser aussi la protection du monomane suicide, sans attendre sa première tentative. Si vraiment le suicide est une folie, on peut le guérir

comme on guérit certains fous. Et on peut y arriver, soit par un placement volontaire dans les asiles avec certaines garanties, de ceux qui manifestent des tendances au suicide, soit par leur traitement dans leur famille. C'est la même commission qui pourrait être chargée de surveiller ceux qui sont encore en traitement et ceux qui viennent de quitter l'asile. Car leur retour à la société et le nouveau contact avec leur milieu est plein de périls pour eux.

En cas d'insouciance ou de négligence de leur part, la responsabilité des familles serait engagée, ainsi que cela se passe, nous l'avons vu, en Russie, et comme le demandait déjà Cazauvieilh : « Je voudrais, dit-il, qu'on fit, à « chaque mort violente, une enquête dans les formes ordi-
« naires, non seulement pour constater si la mort est acci-
« dentelle, volontaire ou la suite d'un homicide, mais
« encore pour savoir si celui qui s'est détruit a reçu les soins
« que réclame sa position, et qu'on infligeât des peines pé-
« cuniaires et corporelles à ceux qui, chargés de ce devoir
« par la nature et les lois, ne l'auraient pas rempli conve-
« nablement » (1).

(1) Cazauvieilh, *op. cit.*, p. 317.

CONCLUSION

Pour toutes ces raisons et à l'instar de ce qui existe dans certains pays étrangers, nous demandons en France la promulgation d'une loi qui prévoie et punisse le suicide.

Le titre premier de cette loi contiendrait les dispositions relatives aux enquêtes et expertises, ainsi qu'aux détails de l'information dont nous avons parlé plus haut, en vue d'établir la distinction fondamentale entre les cas de suicides résultant d'un état d'aliénation et ceux de suicides conscients, seuls qualifiés crimes.

Le titre II serait consacré aux peines à infliger, dans ces derniers cas ; le suicide consommé serait frappé de peines simplement infamantes : privation des honneurs de la sépulture et publication, dans les journaux judiciaires ou à l'*Officiel*, d'une liste d'infamie ; et, en outre, de la caducité des dispositions testamentaires laissées par le suicidé.

Quant à la tentative de suicide, elle ferait l'objet d'une répression distincte, et serait frappée à la fois de peines afflictives : amende et prison ; et de peines infamantes : déchéances perpétuelle ou à temps des droits civils, civils et de famille.

Le titre III comprendrait les cas de complicité de suicide, en distinguant l'homicide commis sur les instances de la victime, la complicité par aide ou assistance et les cas de

double suicide, dans l'hypothèse ou l'un de ses auteurs ou tous deux auraient survécu.

Dans tous ces cas, l'inculpé survivant pourrait être frappé des peines ordinaires d'emprisonnement, réclusion ou travaux forcés, selon le degré de culpabilité qui serait reconnu.

Le titre IV déterminerait enfin la juridiction chargée de statuer dans les divers cas d'ordre criminel précités. Ce devrait être, selon nous, la Cour d'assises : l'appareil et la publicité de ses audiences constitueraient encore un moyen d'intimidation efficace.

Le jury serait appelé à intervenir dans tous les cas où il s'agirait de juger un inculpé survivant. Au contraire, quand il s'agirait d'un suicide consommé, les magistrats de la Cour d'assises statueraient seuls, connaissance prise de l'instruction, comme en cas de coutumace (Art. 470, C. inst. crim.).

La gradation nécessaire à ménager dans l'application de la peine serait assurée par l'admission des circonstances atténuantes de l'article 463 du Code pénal. Cette admission serait aussi large que possible, spécialement dans certains cas de complicité.

Arrivés au terme de notre étude et jetant un regard sur le chemin parcouru, nous croyons devoir résumer ainsi les idées fondamentales de notre travail.

La vie humaine étant un bien qui n'appartient pas à l'homme, mais à Dieu créateur de la nature, chacun doit

conserver sa propre existence et il ne lui appartient pas plus d'en disposer que de celle d'autrui.

En dehors de ce grave manquement aux lois de la nature et de l'ordre universel, le suicide est contraire aux droits et aux intérêts de la société humaine. Aussi, contre ceux que les lois divines et religieuses ne suffisent pas à détourner de la mort volontaire, les prescriptions sévères de la loi pénale doivent intervenir.

Le moment nous semble d'ailleurs favorable pour poser les bases de cette législation nouvelle. Le mouvement de vaine sentimentalité par lequel s'est signalé notre siècle est, en effet, en décroissance. Récemment encore (1), un mouvement d'opinion s'est déterminé, devant lequel nos politiciens ont cédé et, en maintenant la peine de mort dans notre Code, ils ont reconnu la volonté du pays de voir respecter par chacun la vie de ses semblables. Il faut parfaire cette tâche ; et, en faisant rentrer le suicide dans la catégorie des crimes et des délits, apprendre à chacun à respecter sa propre vie.

A ceux qui ne croiraient pas à l'efficacité absolue de cette mesure, nous répondrons que, ne sauvât-on qu'un homme sur cent, l'institution d'une répression du suicide n'empêchât-elle qu'une seule mort volontaire, une pareille loi ne serait pas inutile.

Au surplus, certains projets de loi doivent toujours être

(1) *Journal officiel* du 9 décembre 1908, p. 2081. Adoption par la Chambre des députés du projet de la Commission, maintenant la mort dans l'échelle des peines.

proposés et discutés, même alors que cette discussion ne serait pas suivie immédiatement d'une réalisation pratique ; car, ainsi que disait le Baron Pasquier dans un rapport sur une proposition de loi de M. Clausel de Coussergue contre le duel (1) : « Les lois, les bonnes lois ont
 « toujours sur les mœurs une influence plus ou moins
 « marquée... Ayons donc ces lois et, en supposant même
 « que leur action puisse être paralysée par quelque aberration de l'esprit public, tenons-nous pour assurés qu'une
 « telle erreur ne pourrait durer longtemps et que, tôt ou
 « tard, une législation ferme et juste reprendra sa place
 « et son empire. »

(1) *Supplément du Moniteur*, 24 juin 1814.

Vu :

La Président de la thèse,
 CH. LEFEBVRE.

Vu :

Le Doyen,
 CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
Pour le Vice-Recteur de l'Académie,
 J. COMBARIEU.

BIBLIOGRAPHIE

France.

- Bertillon (D^r Jacques)**. — De l'influence du mariage sur la tendance au suicide. Paris, 1883.
- Blanchard (Henri)**. — De la mort volontaire. Paris, 1855.
- Bourquelot (Félix)**. — De la mort volontaire au Moyen-Age, du Boys (Alb.). — Droit criminel des peuples anciens et des peuples modernes.
- Brierre de Boismont**. — Du suicide et de la folie du suicide
- Castelein (A.)**. — Droit naturel.
- Cazauvieilh**. — Du suicide et de l'aliénation mentale.
- Chauveau et Faustin-Hélie**. — Théorie du Code pénal (t. 1, III, V).
- Corre (D^r)**. — Crime et suicide.
- Dürkheim**. — Du suicide, 1897.
- Esquirol**. — Dictionnaire des sciences médicales. Art. Suicide.
- des Etangs (D^r A.)**. — Le suicide politique en France de 1789 à nos jours, 1860.
- Falret**. — Du suicide et de l'hypochondrie.
- Garçon**. — Code pénal annoté.
- Garraud**. — Traité théorique et pratique du droit pénal français (t. I et IV).
- Garrisson**. — Le suicide (thèse Toulouse, 1883).
- Glasson**. — Histoire du droit et des institutions de l'Angleterre.
- Guionin (H.)**. — Etude sur le coroner anglais (thèse Paris, 1908).
- Lacassagne**. — Précis de médecine judiciaire.
- Legoyt**. — Le suicide ancien et moderne, 1881.
- Leniez**. — Etude médico-légale des lésions du cou au point de vue du diagnostic différentiel de l'homicide et du suicide (thèse méd. Lyon, 1895).
- Leroy (D^r)**. — Du suicide et des maladies mentales dans le département de Seine-et-Marne (1870).
- Lisle (D^r E.)**. — Du suicide : statistique, médecine, histoire et législation, 1856.

- Locré et Fenet.** — Travaux préparatoires du Code pénal.
Merlin. — *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence.* Art.
Suicide.
Mesnier. — Du suicide dans l'armée (thèse méd. Paris, 1881).
Moreau de Tours (D^r). — Suicides et crimes étranges.
M^r Nicolay (Fernand). — Histoire des croyances.
Proal. — Crime et suicide passionnels, 1900.
Socquet (D^r). — Etude statistique sur le suicide en France.
Tarde. — Philosophie pénale.
Tardieu. — Etude médico-légale sur la pendaison, la strangulation,
 et la suffocation, 1870.
Vidal (G.). — Droit criminel et science pénitentiaire.
 — Introduction philosophique à l'étude du droit pénal.

Etranger.

- Appiano Buonafede (Le P.).** — *Istoria critica a philosophica del*
suicidio.
Baër (A.). — *Der Selbstmord im Kindlichen Lebensalter.* Leip-
 zig, 1901.
Beccaria. — *Traité des délits et des peines.*
Blackstone. — *Commentaire sur les lois anglaises.*
Carrara. — *Programma del Corso di diritto criminale.*
Enrico Ferri. — *Omicidio-Suicidio.*
Hans Rost. — *Der Selbstmord als sozialstatistische Erscheinung.*
 Cologne, 1905.
Krose. — *Der Selbstmord in 19 Jahrhundert nach seiner Verteilung*
auf Staaten und Verwaltungsbezirke, 1906.
Morelli. — *Il suicidio (saggio di statistica morale comparata).* Mi-
 lan, 1879.
Nypels. — *Code pénal belge interprété.*
Pessina. — *Elementi di diritto penale.*
Sibbald (John). — *Recherches sur le suicide en Grande-Bretagne.*
Sullivan (D^r). — *Alcoolismes et impulsions suicides.*
Von Liszt. — *Vergleichende Darstellung des Deutschen und*
ausländischen Strafrechts. Berlin, 1905.

Périodiques et Répertoires.

- Annales d'hygiène et de médecine légale.*
Annales médico-psychologiques.
Annuaire de législation étrangère.
Archives d'anthropologie criminelle et de sciences pénales.
Comptes généraux annuels de l'administration de la justice criminelle.
Revue de la réforme sociale.
Répertoires de Dalloz, Fuzier-Hermann, Pandectes françaises.
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1
CHAPITRE PRÉLIMINAIRE. — Le suicide devant le Droit naturel	5

PREMIÈRE PARTIE

HISTORIQUE DU SUICIDE ET DE SA RÉPRESSION

CHAPITRE I. — Le suicide dans l'antiquité.	13
CHAPITRE II. — Le suicide et le droit canonique	23
CHAPITRE III. — Le suicide et sa législation dans les coutumes et au moyen-âge	31
CHAPITRE IV. — Le suicide et sa répression au XVIII ^e siècle et jusqu'à la Révolution.	38

DEUXIÈME PARTIE

ACCROISSEMENT DU SUICIDE ; SES DANGERS.

CHAPITRE I. — Statistique.	43
CHAPITRE II. — Contagion du suicide	61
CHAPITRE III. — Suicide des militaires.	69
CHAPITRE IV. — Suicide des enfants	75

TROISIÈME PARTIE

LÉGISLATION COMPARÉE.

CHAPITRE I. — Répression du suicide et de la tentative de suicide	83
CHAPITRE II. — Répression de la complicité de suicide.	92
§ 1. — De l'homicide commis sur les instances de la vic-	

time	92
§ 2. — De l'aide ou assistance au suicide d'autrui . . .	98
CHAPITRE III. — De la complicité de suicide en France.	106
§ 1. — De la complicité par aide ou assistance	106
§ 2. — De l'homicide sur la demande de la victime . .	109
§ 3. — Du double suicide	114

QUATRIÈME PARTIE

LÉGISLATION. MESURES A PRENDRE POUR PRÉVENIR ET RÉPRIMER LE SUICIDE

CHAPITRE I. — De l'établissement de la responsabilité du suicidé et de la preuve du sui- cide.	125
§ 1. — Le suicide est-il un acte de folie ou un acte vo- lontaire ?	126
§ 2. — Preuve du suicide.	134
§ 3. — Exemples tirés de la jurisprudence.	143
CHAPITRE II. — Mesures préventives du suicide.	146
CHAPITRE III. — Mesures répressives du suicide.	160
CONCLUSION	179
BIBLIOGRAPHIE.	183

Imp. J. Thevenot. Saint-Dizier (Haute-Marne)